

À SA DEMANDE
**Le SG du RND
reçu par
le président
Tebboune**

Le Courrier

L'INFORMATION AU QUOTIDIEN d'Algérie

114 AVOCATS L'ACCUSENT DE
COMPLICITÉ DE GÉNOCIDE À GHAZA
**Plainte
contre l'État
français
devant la CPI**

P2 Quotidien national d'information - Prix Algérie 10 DA - France 1 Euro
Jeudi 31 juillet 2025 - www.lecourrier-dalgerie.com - N°6507 - 22^e année

P5

PRÉTENDUE MAIN TENDUE DU ROI MAROCAIN À L'ALGÉRIE

La ruse et le coup de Jarnac

Comme en politique, tous les coups sont calculés, il est à se demander pourquoi M6 a choisi de « tendre la main » vers l'Algérie après la visite du haut conseiller du président américain en Algérie.

LIRE EN PAGE 3

LE PRÉSIDENT TEBBOUNE L'A RÉAFFIRMÉ À SON HOMOLOGUE LIBANAIS

L'Algérie attachée à la sécurité et à la stabilité du Liban

LIRE EN PAGE 2



Ph : DR

RUMEURS SUR UN REJET MASSIF
DE DOSSIERS DE COMMERÇANTS



**L'AADL dément
des accusations
infondées**

P 24

PRODUITS DE LARGE CONSOMMATION

**Zitouni veille
sur l'approvisi-
onnement
du marché**

P 4

HIPPODROME EMIR ABDELKADER -
ZEMMOURI, CET APRÈS-MIDI À 16H30
**Répartition
judiciaire
des poteaux
de départ**

LES COURSES EN DIRECT

P 21

On les croit ensevelis à jamais, mais les vieux démons quittent leurs tombes et traînent parmi les vivants. Ils se tiennent prêts à attaquer n'importe où et avec n'importe quel moyen. Il est ainsi des actes qui réveillent en nous les douloureux souvenirs de la décennie noire. Ce qui venait de se passer à l'Est du pays est symptomatique à ce sujet. Monument emblématique de la ville de Sétif et site historique, patrimonial et touristique parmi les plus convoités des visiteurs, algériens et étrangers, dans le pays, Aïn El Fouara a fait l'objet, une énième fois, d'un acte de vandalisme. Les faits se sont déroulés ce mardi. Ils sont documentés dans des vidéos authentifiées et en libre accès sur les réseaux sociaux. Les images nous montrent un jeune homme qui venait d'arracher le visage de la femme nue de la plus célèbre et admirée des fontaines du pays. Cet individu, dont ignore encore l'identité, a été ensuite arrêté par deux policiers qui l'ont conduit vers le commissariat pour enquête. Il faut rappeler que cette œuvre d'art est à son troisième, quatrième, cinquième...

Les « daeshiens » d'Aïn El-Fouara

bref, on ne compte plus le nombre d'actes de dégradation volontaires qu'elle a subi. Nous nous sommes face à des actes récurrents qui ne laissent aucun doute sur les motivations des auteurs. Tous les actes commis laissent quasiment la même empreinte. Ils sont signés par des fanatiques. Ces gardiens des mœurs qui, lorsqu'ils ne harcèlent pas des femmes dans la rue parce qu'elles refusent de se conformer à leur sectarisme, ils s'en prennent à leur symbole incarné par une statue. Quelle lâcheté ! Les auteurs adoptent les méthodes de l'hydre terroriste des années 90. Depuis l'attentat de 1997 lorsqu'une bombe a été placée sous le socle de la dame figée de la fontaine de Sétif, jusqu'à « Abou marto » (l'homme au marteau) qui a refait le sale coup vingt années plus tard. Le

fait que nous soyons, cette fois-ci, face à un cas jeune, donne un peu l'idée sur les motivations qui animent la nébuleuse extrémiste. Elle cherche ainsi à frapper les esprits pour prendre le contrôle des masses juvéniles. La frange sociale la plus importante et la plus sensible. C'est exactement ce que faisait le FIS dissous à l'époque. C'est dire que ce que l'on croit être révolu ne l'est pas. Et pas seulement à Sétif. Les vandales récidivent partout. En 2020, la statue représentant une femme parée d'une robe et allaitant son bébé et érigée au centre-ville de Mascara a été saccagée. C'est sans compter ceux qui profanent les cimetières ou saccagent les fresques murales. Toutefois, et bien que le but recherché ne soit pas atteint, les actes commis par ces ennemis de la vie n'ont rien à envier aux actions du terrorisme international. Notamment, la destruction des statues Bouddhas de Bâmiyân en Afghanistan en 2001, les mausolées de Tombouctou au Mali en 2012 ou encore, tout récemment, l'entité sioniste qui s'est lancée dans une entreprise de saccage du patrimoine religieux, historique et culturel palestinien. Face à ces barbares, l'État doit frapper fort !

Farid Guellil

L'ÉDITO

LE PRÉSIDENT TEBBOUNE A RÉITÉRÉ CET ENGAGEMENT À SON HOMOLOGUE AOUN

L'Algérie attachée à la sécurité et à la stabilité du Liban

En visite officielle en Algérie, la première du genre depuis 23 ans pour un Président libanais, Joseph Aoun a eu des heures bien remplies entre l'instant où il a été accueilli, mardi, à l'aéroport Houari Boumédiène, par le président Abdelmadjid Tebboune, et celui où il a quitté, le lendemain, ce même aéroport pour retourner à Beyrouth.



déclaration conjointe à la presse avec le président Aoun, le président de la République a indiqué que cette visite constitue "une étape extrêmement importante dans le processus des relations fraternelles fortes et enracinées entre les deux pays, ainsi qu'une occasion précieuse pour approfondir et étendre la coopération bilatérale". "Après avoir procédé à une évaluation globale de ces dossiers, il a été convenu d'accélérer la tenue de la première session de la commission mixte algéro-libanaise, qui marquera un nouveau départ et un cadre favorisant une coopération pérenne et fructueuse, intégrant hommes d'affaires et opérateurs économiques, à travers l'activation du Conseil d'affaires conjoint", a expliqué le président de la République. Il a fait savoir que les entretiens avaient aussi porté sur "les derniers développements de la question palestinienne et la nécessité impérieuse de

mettre fin au génocide et à la politique de famine à Ghaza et de mettre en échec les tentatives de déplacement forcé de sa population". Dans le même contexte, le président de la République a exprimé "sa profonde préoccupation face aux récents développements en Syrie, aux attaques ciblant ce pays frère et aux tentatives d'ingérence dans ses affaires intérieures". Il a, par ailleurs, réaffirmé sa détermination et sa volonté de promouvoir les relations algéro-libanaises en "un véritable partenariat, incarné par une coopération approfondie et une concertation politique permanente". De son côté le président Aoun, a notamment évoqué les domaines de coopération entre les deux pays, comme l'énergie, l'agriculture et le commerce, ainsi que dans les secteurs de l'éducation, de l'enseignement, de la culture, de la santé, du tourisme et de la technologie. Il a aussi cité "l'aide à la reconstruction des

structures gouvernementales et des infrastructures détruites au Liban dans les attaques et guerres récentes". Dans le même cadre, le président Tebboune, récipiendaire de la médaille "Sadr" de l'Ordre du mérite national, a décerné la médaille "Athir" au président Joseph Aoun. Le séjour du président Aoun à Alger a eu sa dimension spirituelle avec la visite qu'il a effectuée à Djamâa El-Djazair et à la Basilique Notre-Dame d'Afrique à Alger, accompagné du ministre d'État, ministre de l'Énergie, des Mines et des Énergies renouvelables, Mohamed Arkab. Au chapitre bilatéral, le ministre de la Communication, Mohamed Meziane, s'est entretenu, mardi, à Alger, avec le ministre de l'Information du Liban, Paul Morcos ; le ministre d'État, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, Ahmed Attaf a eu, mardi après-midi à Alger, des entretiens avec le ministre des Affaires étrangères et des Emigrés de la République du Liban, Youssef Raggi ; le conseiller auprès du président de la République, chargé des affaires politiques et des relations avec la jeunesse, la société civile et les partis politiques, Zoheir Bouamama, s'est entretenu, mardi soir à Alger, avec le conseiller politique auprès du président libanais, Jean Aziz.

M'hamed Rebah

À SA DEMANDE

Le SG du RND reçu par le président Tebboune

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a reçu, hier, le secrétaire général du Rassemblement national démocratique (RND), Monder Bouden, à sa demande. L'audience s'est déroulée en présence du conseiller auprès du président de la République, chargé des affaires politiques et des relations avec la jeunesse, la société civile et les partis politiques, Zoheir Bouamama. À rappeler que Monder Bouden a été plébiscité le 19 juillet dernier à la tête du RND au terme du 7e congrès du parti.

A. N.

POUR VULGARISER LA CULTURE DES DROITS DE L'HOMME

Le CNDH va sillonner les zones reculées du pays

Le président du Conseil national des droits de l'Homme (CNDH), Abdelmadjid Zaalani, a fait savoir que le Conseil œuvrait dans le cadre d'une «vision intégrée visant à renforcer le système des droits de l'Homme, à promouvoir un environnement durable garantissant ces droits et à instaurer la justice sociale». Il a souligné depuis la wilaya de Blida, que l'un des objectifs les plus importants du CNDH était de «diffuser une culture des droits de l'Homme dans toutes les wilayas du pays». Il a ajouté à ce propos qu'«une série de visites dans différentes wilayas est prévue pour présenter le mandat du Conseil et diffuser une culture des droits de l'Homme, en particulier dans les zones reculées». À noter que Zaalani a tenu une rencontre avec des représentants de la société civile pour discuter de leurs différentes préoccupations. Il a indiqué, à ce propos, que «90 % des correspondances du Conseil national des droits de l'Homme, concernant les préoccupations des citoyens, reçoivent une réponse de la part des institutions et des administrations publiques, soit pour résoudre leurs problèmes, soit pour les orienter vers les services compétents». Cette réunion a également permis aux représentants de la société civile et des associations actives dans divers domaines d'exprimer leurs préoccupations, principalement axées sur l'amélioration des conditions de vie des citoyens et sur les activités des associations.

A. N.

LANCÉE LE 1^{ER} OCTOBRE PROCHAIN

La première édition de l'innovation scolaire consacrée à la robotique

Le ministère de l'Éducation nationale a fait savoir que la première édition du prix nation de l'innovation scolaire consacrée au thème de la robotique sera lancée «le 1er octobre prochain à travers l'ensemble du territoire national et le dernier délai pour la remise des projets réalisés par les élèves au sein de leurs établissements éducatifs a été fixé au 25 janvier 2026. Dans un communiqué rendu public, le ministère a expliqué que la cérémonie nationale de distinction des premiers lauréats au niveau national aura lieu le 16 avril 2026, parallèlement à la célébration de la journée du savoir. Le concours en question «sera ouvert aux élèves des deux sexes à tous les niveaux d'enseignement au sein des établissements éducatifs et d'enseignement publics et privés dans le but de les encourager à concrétiser leurs idées innovantes à travers des projets techniques pratiques mettant en avant leurs talents et renforçant leur attrait pour la recherche et l'expérimentation au sein d'un environnement scolaire propice», précise le communiqué. «La participation au concours peut se faire à titre individuel ou collectif, le nombre des membres d'un même groupe est fixé entre 2 et 6 élèves, le projet doit être réalisé au sein de l'établissement scolaire et le participant ne doit pas avoir participé à d'autres concours avec le même projet».

«UNE OPPORTUNITÉ AUX ÉLÈVES POUR EXPRIMER LEUR CRÉATIVITÉ»
Selon le ministère de l'Éducation natio-

nale, ce concours s'inscrit dans une vision stratégique tendant à découvrir et valoriser les capacités d'innovation des élèves, à développer la réflexion scientifique, à renforcer l'approche participative dans l'apprentissage, à encourager les élèves à employer leurs acquis théoriques dans des projets concrets, à inculquer les valeurs de coopération, d'analyse et de raisonnement logique et à soutenir l'orientation de l'école algérienne vers la numérisation et l'économie du savoir». Les élèves désirant participer à ce concours doivent présenter «un dossier comprenant un formulaire de participation à retirer auprès de l'établissement scolaire, joint d'une présentation du projet ainsi que d'une courte vidéo expli-

cative d'une durée n'excédant pas 3 minutes, enregistrée sur un CD, et ce, conformément aux conditions fixées par l'arrêté ministériel régissant l'organisation de ce concours». À cette occasion, le ministère de l'Éducation nationale renouvelé son appel à l'ensemble des élèves à «participer activement à ce concours national, qui leur offre une large opportunité d'exprimer leur créativité et de concrétiser leurs ambitions scientifiques à travers des projets tangibles», réaffirmant que cette initiative constitue «une nouvelle étape vers une école algérienne innovante, misant sur l'intelligence de ses enfants pour définir les contours de l'avenir escompté».

Ania N.

OFFRE SPÉCIALE VERS BEYROUTH

Air Algérie relance sa liaison directe depuis Alger

Air Algérie a lancé, mardi dernier, une offre promotionnelle exceptionnelle à l'occasion de la reprise de ses vols directs entre Alger et Beyrouth. Cette formule, valable pour une durée limitée, propose des billets aller-retour à partir de 67 680 dinars algériens environ 570 dollars américains, toutes taxes comprises, pour des voyages programmés

entre le 14 août et le 25 octobre prochain. Les réservations sont ouvertes jusqu'au 7 août en cours, et la compagnie invite les voyageurs à ne pas tarder, les places étant limitées. Dans son communiqué, Air Algérie encourage les passagers à «découvrir la capitale de la beauté et de l'histoire», en référence au riche patrimoine culturel et architectural de Bey-

routh. La relance de cette liaison suspendue depuis plusieurs années intervient dans un contexte de redynamisation du réseau international d'Air Algérie. La compagnie entend ainsi renforcer les échanges touristiques, économiques et culturels entre l'Algérie et le Liban. Ce retour de la ligne Alger-Beyrouth répond à une demande croissante des voya-

geurs et s'inscrit dans une stratégie plus large de diversification des destinations, en phase avec la reprise progressive du secteur aérien dans la région. Air Algérie rappelle que toutes les informations relatives à cette offre et aux modalités de réservation sont disponibles sur son site officiel ainsi qu'auprès de ses agences commerciales.

M.Seghilani

PRÉTENDUE MAIN TENDUE DU ROI MAROCAIN À L'ALGÉRIE

La ruse et le coup de Jarnac

Il est des blagues de mauvais goût qui perdent leur pouvoir loufoque quand elles sont sérénées à tout va et celle de la main tendue de M6 en est une. Le roitelet du pays voisin qui n'hésite pas à échafauder tous les plans malveillants pour attenter à la sécurité et la souveraineté de l'Algérie, continue d'agiter ce « leurre » à chacune de ses sorties et chacun de ses discours à ses sujets.



Ph. : DR

À l'occasion de la Fête du trône, il est revenu à la charge pour tenter une nouvelle couche de la blague de la main tendue au peuple algérien. Le discours, sûrement surré par son premier conseiller le sioniste André Azoulay est une façon de persister dans la voie de la négation de la légalité internationale. Et c'en est bien une ruse pour faire, encore une fois croire, que l'Algérie est partie prenante dans le conflit du Sahara occidental. Il continue d'insinuer que la brouille avec l'Algérie trouve son origine dans sa volonté de mettre en péril son intégrité territoriale et de nier sa souveraineté sur le Sahara occidental. Une rengaine aussi vieille que les chaussettes usées de Tintin.

Emporté dans ses effusions à l'égard de l'Algérie, M6 a indiqué que, « parallèlement à sa détermination à faire du Maroc un pays émergent, il

insiste sur l'ouverture vers son environnement régional, notamment son proche voisinage et les relations avec le peuple frère d'Algérie. En ma qualité de roi du Maroc, je réaffirme que les relations fraternelles qui nous lient au peuple algérien sont profondes et étroites puisque, la langue, la géographie, l'histoire et le sort commun nous lient ». En jetant un regard sur le contenu de ce discours on croirait que c'est une copie conservée dans un bocal d'éther d'une allocution de son père Hassan II. C'est du réchauffé de mauvais aloi et de mauvais goût puisque le fond du problème n'est pas évoqué pour justifier cette main tendue vers l'Algérie.

Le roitelet du Maroc doit comprendre une fois pour toutes, que les crasses qu'il a faites et qu'il continue de faire à son voisin, l'Algérie sont multiples. C'est un mauvais voisinage qui nous est imposée en raison de considérations géographiques que nous

avons héritées depuis l'œuvre du maréchal Lyautey qui a conçu le Maroc.

Les principes qui fondent notre République sont aux antipodes des compromissions qui ont fait l'histoire de son pays. L'Algérie est la Mecque des révolutionnaires et Rabat et les autres villes du Maroc sont le repaire de criminels de tous acabits qui ont ruiné le peuple marocain qu'ils ont soumis par une répression féroce imposée par le Makhzen, un système dictatorial qui puise sa puissance dans sa proximité avec la famille royale.

L'Algérie n'est pas faite dans le même moule que le Maroc. L'Algérie a combattu pour obtenir son indépendance au moment où le Maroc est né d'une volonté de la France et du travail d'un géomètre qui en a défini les frontières. L'Algérie a toujours défendu les causes justes et entretenu les relations de fraternité avec ses voisins, alors que le Maroc qui n'arrive toujours pas à

réclamer l'indépendance des enclaves espagnoles de Ceuta et Mellila s'était empressé de tenter d'envahir son voisin l'Algérie qui sortait d'une révolution qui avait mis fin à 132 ans de colonialisme. Mu par ses pulsions expansionnistes, il avait envahi le Sahara occidental après le départ des espagnols en 1975. L'Algérie soutient la cause palestinienne alors que le Maroc de M6 a normalisé ses relations avec l'entité sioniste et offre des séjours aux soldats israéliens permissionnaires pour leur offrir le repos du guerrier aux frais des sujets de sa majesté qui ne cessent de manifester contre la trahison perpétrée par la famille royale qui a offert le pays aux sionistes pour en faire une dépendance de l'entité. M6 reste sourd aux cris de révolte de son peuple et tente la ruse de tendre la main vers l'Algérie qu'il veut déstabiliser en offrant le gîte et la pitance aux traîtres.

Il tend la main vers l'Algérie, qu'il tente de noyer de drogues. Et comme en politique tous les coups sont calculés, il est à se demander par quel miracle, M6 a choisi de tendre la main vers l'Algérie après la visite du haut conseiller du président américain Trump pour l'Afrique, les Affaires arabes et le Moyen-Orient, Massad Boulos en Algérie. C'est curieux quand même si le discours prononcé à l'occasion de la fête du trône porte l'empreinte du premier conseiller du roi, le sioniste André Azoulay.

Slimane B.

TENTATIVES DE CONTOURNER LES ARRÊTS DE LA CJUE SUR LE PILLAGE DES RESSOURCES SAHRAOUIES

WSRW met en garde l'UE

L'Observatoire international de surveillance des ressources naturelles du Sahara occidental (Western Sahara Resource Watch) a mis en garde l'Union européenne (UE) contre toute tentative de contourner les arrêts de sa Cour de justice, invalidant, définitivement, deux accords de libre-échange sur la pêche et l'agriculture, conclus avec le Maroc en 2019. « Les institutions européennes sont désormais confrontées au choix de défendre l'Etat de droit ou de faciliter des pratiques qui le défient ouvertement. Leurs actions pourraient non seulement révéler la position de l'UE sur les droits du peuple du Sahara occidental, mais aussi sur l'intégrité de son propre système judiciaire », a déclaré Sara Eyckmans, membre de cet observatoire. Le 4 octobre 2024, la Cour de Justice de l'Union européenne (CJUE) a décidé d'invalider définitivement deux accords commerciaux conclus entre le Maroc et l'UE en 2019 sur la pêche et l'agriculture, étendus illégalement au Sahara occidental occupé. Dans son arrêt, elle a conclu que « les accords commerciaux UE-Maroc de 2019 en matière de pêche et de produits agricoles, auxquels le peuple du Sahara occidental n'a pas consenti, ont été conclus en méconnaissance des principes de l'autodétermination et de l'effet relatif des traités ». Pour ce qui est de l'accord relatif aux mesures de libéralisation en matière de produits agricoles, la Cour a décidé le maintien, pour un délai de 12 mois, des effets de la décision du Conseil européen.

À trois mois de l'annulation effective de cet accord, des « discussions secrètes » seraient engagées entre les représentants commerciaux de l'UE et du Maroc en vue d'identifier les voies de contournement du droit international concernant le Sahara occidental. « (...) des négociations en coulisses se déroulent discrètement à Bruxelles. Leur objectif ? Trouver une solution politique aux arrêts de la CJUE qui ont déclaré ces accords invalides sans le consentement du peuple du Sahara occidental », a indiqué WSRW sur son site internet.

Citant un média international, l'ONG révèle que les responsables européens et marocains « testent les zones d'ombre juridiques afin de maintenir les flux commerciaux en provenance du territoire occupé, malgré les décisions de la Cour ». Les deux parties seraient en train d'examiner les « mécanismes financiers » à mettre en place pour obtenir, au moins, « le consentement présumé » exigé par la CJUE pour la légalité de ces accords.

Toutefois, la haute juridiction européenne a posé également d'autres conditions qui semblent « peu susceptibles d'être respectées », note WSRW. « Les arrêts de la CJUE ne concernent pas la redistribution des avantages. Ils visent avant tout le respect du droit à l'autodétermination du peuple du Sahara occidental. Cela signifie, par exemple, que l'application du consentement présumé exigerait que le Maroc accepte le territoire du Sahara occidental comme séparé et distinct et qu'il ne puisse y agir souverainement », explique-t-elle, faisant remarquer, qu'« il est inconcevable que le Maroc accepte cela en échange de droits de douane réduits sur les produits de Dakhla » occupée.

Ania N.

49^e CONFÉRENCE DE L'EUCOCO À PARIS

Front européen pour décoloniser le Sahara occidental

La capitale française accueillera, les 28 et 29 novembre prochains, la 49^e édition de la Conférence européenne de soutien et de solidarité avec le peuple sahraoui (Eucoco), un événement majeur de mobilisation en faveur du droit à l'autodétermination du peuple du Sahara occidental. Organisée par l'ONG espagnole CEAS Sahara, cette rencontre réunira ONG, institutions, élus, universitaires, journalistes et acteurs de la société civile venus de toute l'Europe.

La conférence débutera par une réunion symboliquement forte au siège du Sénat français. Des députés, sénateurs et représentants de plusieurs parlements européens se réuniront pour discuter de mesures concrètes susceptibles d'appuyer la cause sahraouie sur le plan législatif et diplomatique. À travers cette initiative, les organisateurs espèrent interpeller les gouvernements européens sur leur responsabilité historique et politique dans le processus inachevé de décolonisation du Sahara occidental, ancienne colonie espagnole aujourd'hui sous occupation marocaine. Les discussions porteront notamment sur les mécanismes permettant de renforcer le soutien international à la lutte du peuple sahraoui pour l'autodétermination, et sur les moyens de faire appliquer les résolutions onusiennes, en particulier celle relative à l'organisation d'un référendum d'autodétermination. La conférence examinera également les violations continues des droits de l'homme dans les territoires sahraouis occupés, le pillage illégal des ressources

naturelles par le Maroc, ainsi que les obstacles à la liberté de la presse imposés par l'occupant. Le black-out médiatique reste l'une des préoccupations majeures des défenseurs des droits humains. Le Maroc empêche régulièrement l'accès des médias internationaux et des observateurs indépendants aux territoires occupés, dans une tentative manifeste de dissimuler les exactions commises à l'encontre des militants sahraouis. À ce sujet, les participants accorderont une attention particulière à la mise en place de dispositifs de surveillance, de documentation et de dénonciation des atteintes aux droits fondamentaux. La 49^e Eucoco s'inscrit dans une dynamique croissante de solidarité avec le peuple sahraoui, notamment en France où les mobilisations citoyennes se sont intensifiées ces derniers mois. Parmi elles, la « Marche pour la liberté », lancée fin mars depuis Paris, a permis de rappeler l'exigence de libération des prisonniers politiques sahraouis enfermés dans les prisons marocaines. Ce mouvement, largement relayé par la société civile, illustre l'élan de solidarité transnationale en faveur de la cause sahraouie. L'un des enjeux de la conférence sera d'ailleurs de renforcer le réseau international de solidarité, tant au niveau parlementaire (régional, national, européen et continental) que par le biais d'initiatives concrètes comme les accords de jumelage entre villes solidaires. En ce sens, les échanges viseront à coordonner les efforts à travers un nouveau plan d'action pour l'année 2026, avec des objectifs

clairs : appuyer politiquement et juridiquement la revendication sahraouie, sensibiliser l'opinion publique européenne, et faire pression sur les institutions internationales. La rencontre à Paris s'inscrit également dans la continuité d'initiatives parlementaires précédentes. Pour mémoire, un « réseau international des parlementaires pour l'autodétermination du Sahara occidental » a été lancé en juin 2018 à l'Assemblée nationale française. Ce réseau vise à mobiliser les élus autour de la question sahraouie, à initier des campagnes d'information et à promouvoir des résolutions favorables à la cause du Sahara occidental dans les différents parlements. À l'heure où l'occupation du Sahara occidental par le Maroc perdure dans un silence international inquiétant, l'Eucoco 2025 ambitionne de briser l'inaction diplomatique et d'amplifier la voix du peuple sahraoui sur la scène européenne et internationale. L'appel est clair : il est temps que l'Europe assume ses responsabilités historiques et mette un terme à une colonisation illégale, en œuvrant pour une paix juste et durable fondée sur le droit international et le respect des droits humains. En réunissant parlementaires, militants, experts et citoyens engagés, la 49^e Conférence de l'Eucoco veut tracer une feuille de route concrète pour 2026, et rappeler que la lutte du peuple sahraoui n'est ni oubliée ni isolée : elle est portée par des consciences solidaires à travers tout le continent.

M. Seghilani

PRODUITS DE LARGE CONSOMMATION

Zitouni veille sur l'approvisionnement du marché

La garantie de l'approvisionnement du marché national passe par le renforcement des mécanismes de distribution et par la disponibilité des produits de large consommation.

Le ministre du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national, Tayeb Zitouni, l'a souligné, hier, lors d'une réunion qu'il a présidée, au siège du ministère, consacrée à l'évaluation des mesures prises pour garantir l'approvisionnement du marché, notamment dans les wilayas du Sud. Dans ce sens, Tayeb Zitouni a appelé à multiplier les points de vente de proximité pour atteindre un équilibre régional dans la distribution, a précisé un communiqué du ministère. Mettant en avant l'importance des marchés de gros dans le dispositif d'approvisionnement, le ministre a mis l'accent sur la nécessité d'une mobilisation permanente des services de contrôle, notamment durant les périodes de forte demande, afin de veiller au respect des prix et des conditions de stockage et de commercialisation. Il a, par la même, insisté sur la nécessité de prendre les mesures à même de garantir la disponibilité des produits, de protéger les consommateurs et de préserver leur pouvoir d'achat.



teurs et de préserver leur pouvoir d'achat. Au terme de la réunion, le ministre a rappelé "l'importance des interventions proactives sur le terrain et de la coordination entre les services du ministère et les différents intervenants au niveau des wilayas, selon une vision globale priorisant l'efficacité de l'approvisionnement et la régulation du marché, en vue de garantir une stabilité durable du marché". Le circuit du commerce intérieur est souvent faussé par l'intervention des opérateurs privés informels qui impactent négativement le fonctionnement des maillons de la chaîne, de la production à la distribution. Autant le consommateur que le producteur souffrent de cette intrusion massive et parasitaire de l'informel dans le commerce. L'économie nationale

ressent cet impact désavantageux de l'informel à travers notamment l'absence de données statistiques fiables sur l'activité économique et commerciale. L'activité des services du ministère du Commerce et de la Régulation du marché indiquent qu'il y a une sérieuse prise en charge des préoccupations des consommateurs qui se concentrent sur la disponibilité des produits, surtout ceux de grande consommation, et leurs prix. À ce propos, à la fin du mois dernier, Tayeb Zitouni a présidé une réunion consacrée au suivi de l'évolution des prix sur le marché. Lors de cette réunion, tenue au siège du ministère, il a écouté un exposé exhaustif sur le marché de l'eau minérale et de l'eau de source, ayant porté sur l'état de commercialisation de ces pro-

duits sous plusieurs marques commerciales nationales, et les niveaux des prix adoptés au niveau des grossistes et des détaillants. Le ministre a mis l'accent sur l'importance des opérations de suivi périodique qui visent à assurer la transparence du marché et à consacrer les principes d'équilibre et de concurrence loyale, sans compromettre la liberté d'initiative économique. Il a, en outre, souligné la nécessité de s'appuyer sur des données objectives et des études techniques précises dans l'analyse des indicateurs du marché et la prise de toute mesure réglementaire, en vue de réaliser un équilibre entre les exigences de production et les coûts, d'une part, et les droits du consommateur et la protection du pouvoir d'achat, d'autre part. Plus récemment, Tayeb Zitouni a ordonné l'attribution d'espaces gratuits au sein de tous les marchés de gros régionaux des fruits et légumes relevant de la société "Magros", afin de permettre aux agriculteurs de commercialiser directement leurs produits sans intermédiaire. Cette décision est intervenue lors d'une réunion de coordination présidée par le ministre avec les cadres du ministère, consacrée à l'évaluation de l'état d'avancement des programmes sectoriels et à la régulation des mécanismes du marché, à l'occasion du début de la saison de récolte de certains produits agricoles.

M. R.

DÉPÔT DES COMPTES SOCIAUX Les commerçants ont le temps jusqu'au 31 octobre

Le Centre national du registre de commerce (CNRC) a annoncé, mardi, une mesure exceptionnelle en faveur des sociétés commerciales : le délai de dépôt des comptes sociaux au titre de l'exercice 2024 est prorogé jusqu'au 31 octobre prochain. Dans un communiqué officiel, le CNRC précise que cette décision concerne exclusivement les sociétés commerciales dotées de la personnalité morale qui n'ont pas encore accompli cette obligation légale. L'institution appelle les responsables de ces entités à profiter de ce délai supplémentaire pour régulariser leur situation conformément à la réglementation en vigueur. Le dépôt des comptes sociaux constitue une formalité essentielle pour garantir la transparence financière des entreprises et permettre aux différentes parties prenantes – partenaires, investisseurs, administrations – d'avoir une vision claire de la santé économique des sociétés. Le CNRC rappelle que cette prorogation reste exceptionnelle et ne dispense pas les entreprises concernées de respecter l'échéance fixée. Il invite les opérateurs économiques à ne pas attendre la dernière minute pour effectuer leur dépôt, afin d'éviter toute surcharge ou complication technique. Par ailleurs, le Centre souligne que l'ensemble de ses services sont mobilisés pour accompagner les entreprises dans cette démarche. Des informations complémentaires peuvent être obtenues auprès des antennes locales du CNRC ou via ses plateformes numériques. Cette mesure vise à faciliter la régularisation administrative des entreprises dans un contexte économique encore marqué par des défis structurels, et reflète la volonté des pouvoirs publics de soutenir les opérateurs tout en renforçant la discipline comptable. Pour rappel, le dépôt des comptes sociaux doit se faire au niveau des antennes locales du CNRC ou par voie électronique, et comprend notamment le bilan, le compte de résultat et les annexes comptables, accompagnés du procès-verbal d'approbation des comptes par l'assemblée générale ordinaire. Les entreprises concernées sont donc appelées à prendre toutes les dispositions nécessaires pour respecter ce nouveau délai et éviter toute sanction administrative prévue par la législation en vigueur.

M. Seghilani

INCENDIE IMPLIQUANT TROIS DÉCÈS DANS UN HÔPITAL À TAMANRASSET

Saihi sur place pour évaluer les dégâts

À la suite de l'incendie qui a affecté mardi matin le service de réanimation de l'hôpital Mesbah Baghdad de Tamanrasset, le ministre de la Santé, Pr Abdelhak Saihi, accompagné d'une importante délégation ministérielle, s'est déplacé sur place pour s'enquérir des circonstances de cet incendie, et faire le point sur les dégâts enregistrés. Selon un communiqué du ministère, le ministre qui était accompagné par le secrétaire général du ministère de l'Intérieur, et de cadres du ministère, a ordonné que des mesures urgentes soient prises pour la prise en charge des malades, et des blessés. Le Pr Saihi, a, « en son nom et celui de tous les cadres du ministère de la Santé, présenté ses condoléances aux familles des victimes, priant Dieu de leur accorder sa miséricorde, souhaitant aux blessés un prompt rétablissement », ajoute le communiqué qui précise que le ministre de la Santé a également « accompli la prière du mort en compagnie des familles des victimes, les assurant de sa compassion » en cette douloureuse circonstance. Il a par ailleurs rendu visite aux malades dont le nombre est 21 et qui ont été secourus et transférés vers d'autres structures hospitalières. Lors de la visite du nouvel hôpital de 240 lits, Pr Saihi, selon le communiqué du ministère, a ordonné qu'il soit mis en service dans les plus brefs délais pour qu'il prenne en charge les besoins des habitants. Trois personnes sont mortes et quatre autres blessées dans l'incendie qui s'est déclaré au service de réanimation de l'hôpital de Tamanrasset, rappelle t-on. À noter qu'une enquête a été ouverte par les services compétents pour déterminer les causes et circonstances du sinistre. Il faut savoir que ce n'est pas le premier incendie qui touche une structure hospitalière en Algérie, puisque en 2024 un feu s'était également déclenché dans un hôpital pédiatrique à Oran. 39 enfants avaient échappé à une mort certaine, alors que 4 cas graves ont été enregistrés. En 2019, un incendie s'était également déclaré dans une maternité à El Oued impliquant le décès de 8 nourrissons. Ce fut l'incident le plus dramatique causé par les flammes dans un hôpital. Il est

essentiel de relever que le facteur humain reste le plus probable d'être à l'origine de ces graves incidents. Certaines pratiques ou le laisser aller de certains responsables implique des répercussions parfois graves comme suscité, puisque en l'absence de vigilance et de respect des normes de sécurité, et l'absence de contrôle et de vérification des circuits électriques déjà défectueux peuvent certainement conduire à des catastrophes souvent évitables.

L'HÔPITAL DE BENI MESSOUS ENQUÊTE SUR LE DÉCÈS D'UN HOMME DE 63 ANS

Le Centre Hospitalier Universitaire (CHU) de Beni Messous a publié un communiqué suite au décès d'un homme de soixante trois ans survenu, lundi dernier. La direction de l'hôpital a présenté ses condoléances à la famille du défunt et a exprimé son profond regret face à cette tragédie. Elle a également affirmé avoir immédiatement ouvert une enquête

interne approfondie pour déterminer les circonstances exactes de l'incident et établir les responsabilités. Des mesures disciplinaires seront prises à l'encontre de toute personne dont la négligence ou la responsabilité serait avérée. Le communiqué souligne que cet incident isolé ne doit en aucun cas éclipser les efforts considérables déployés par le personnel du CHU pour prendre en charge les patients. La direction a réitéré son engagement total à respecter la dignité et les droits des patients. Elle assure veiller constamment à l'amélioration de la qualité des soins au sein de l'hôpital et à s'opposer fermement à tout comportement contraire à l'éthique professionnelle. Enfin, l'hôpital a insisté sur son attachement à la transparence et s'engage à informer le public de toutes les avancées de l'enquête et des mesures prises.

Ania N.

COMPAGNIE CENTRALE DE RÉASSURANCE

Un chiffre d'affaires en hausse à plus de 50 milliards de DA en 2024

La Compagnie centrale de réassurance (CCR) a enregistré en 2024 une performance financière en nette progression, selon son dernier bilan annuel. Le chiffre d'affaires de la compagnie publique a atteint un peu plus de 50 milliards de dinars algériens (DA), contre 46,5 milliards DA en 2023, marquant une croissance d'environ 7,5 % en une année. Parallèlement à cette hausse du chiffre d'affaires, la CCR a vu son résultat net augmenter de manière significative, atteignant 7,63 milliards de DA, contre 6,27 milliards DA l'année précédente. Cette progression témoigne d'une gestion efficace de ses portefeuilles d'activités et d'une stratégie orientée vers la rentabilité et la maîtrise des risques. Acteur central de la réassurance en Algérie, la CCR couvre plusieurs segments d'activités sensibles tels que les risques liés à l'ingénierie et à la construction, les incendies et leurs risques annexes, ainsi que les catastrophes naturelles. Son rôle en tant que réassureur des compagnies d'assurance nationales lui confère une place essentielle dans l'architecture du système assurantiel algérien. À l'international, la

compagnie a su diversifier ses interventions, opérant notamment dans les domaines de l'incendie, de l'énergie, de l'ingénierie et des assurances maritimes. Forte d'un capital social de 30 milliards de DA, elle a consolidé sa présence dans plusieurs régions du globe. En 2024, ses activités internationales se sont réparties de manière stratégique : 48 % en Asie et en Amérique latine, 31 % au Moyen-Orient, 11 % en Europe et 10 % en Afrique. Cette répartition reflète une politique d'expansion ciblée sur des marchés à fort potentiel, tout en assurant un équilibre géographique des risques. La solidité financière de la CCR a été confirmée durant le même exercice par l'agence de notation internationale AM Best, qui a maintenu la note de solidité financière B+ (bonne), assortie d'une perspective stable. Cette évaluation internationale constitue une reconnaissance de la robustesse de ses fondamentaux économiques et de la qualité de sa gouvernance, tout en renforçant sa crédibilité sur les marchés internationaux.

M. S.

114 AVOCATS FRANÇAIS L'ACCUSENT DE COMPLICITÉ DE GÉNOCIDE À GHAZA

Plainte contre l'État français devant la CPI

Un collectif composé de 114 avocats français a pris une initiative judiciaire inédite : le dépôt d'une plainte devant la Cour pénale internationale (CPI) contre l'État français, et plus précisément plusieurs figures de son gouvernement, dont le président Emmanuel Macron.



Cette plainte, portée par l'association Pour la justice au Proche-Orient, dénonce la complicité de la France dans le génocide en cours contre le peuple palestinien dans la bande de Gaza. Elle s'appuie notamment sur les dispositions de la Convention internationale de 1948 pour la prévention et la répression du crime de génocide. Cette initiative marque une première dans l'histoire judiciaire française : un État démocratique, membre permanent du Conseil de sécurité des Nations unies, se voit accusé par ses propres citoyens d'avoir activement soutenu – ou à tout le moins, facilité – une guerre qualifiée de génocidaire par une large partie de l'opinion publique et de la communauté

juridique internationale. Dans la plainte transmise au bureau du procureur de la CPI à La Haye, les avocats listent plusieurs responsables politiques français, parmi lesquels figurent le président Macron, mais aussi des ministres tels que François Bayrou, Jean-Noël Barrot, Sébastien Lecornu, ainsi que 19 députés membres de la commission des affaires européennes. Ils sont accusés d'avoir fourni une assistance politique, économique, militaire et diplomatique à Israël, en pleine offensive meurtrière contre la population de Gaza. Les plaignants dénoncent des actes de « complicité par aide ou encouragement », rappelant que depuis octobre 2023, l'armée israélienne a tué près de 60 000 Palestiniens, en majorité des civils, selon les chiffres fournis

par le ministère de la Santé de Gaza. Cette campagne militaire, jugée disproportionnée et inhumaine, s'inscrit dans un contexte de blocus étouffant ayant déjà causé la mort par famine de plus de 130 personnes, dont de nombreux enfants. Le collectif attire aussi l'attention sur le rôle de certains groupes de pression comme le lobby pro-israélien Elnet, accusé d'influencer les orientations diplomatiques de la France au détriment du droit international.

UN SOUTIEN FRANÇAIS JURIDIQUEMENT PROBLÉMATIQUE

Les auteurs de la plainte insistent sur l'inaction délibérée du gouvernement français face aux crimes commis à Gaza. Non seulement aucune mesure n'au-

rait été prise pour enrayer le massacre, mais des formes concrètes de soutien auraient été maintenues, voire renforcées, malgré l'évidence du carnage humanitaire. Cette posture, jugée complice par les plaignants, place les autorités françaises dans une zone grise du droit international : celle de la responsabilité indirecte, mais néanmoins punissable, du génocide. Les avocats appellent la CPI à enquêter sérieusement sur la participation passive – ou active – de la France à une guerre qui se rapproche de plus en plus d'un nettoyage ethnique planifié. Ils souhaitent également que cette démarche déclenche un électrochoc moral et institutionnel sur le rôle que joue la France dans les grandes instances internationales, notamment au Conseil de sécurité de l'ONU.

FRACTURES AU SEIN DE L'ARMÉE ISRAËLIENNE

Pendant ce temps, sur le terrain, des signes de rupture apparaissent au sein de l'armée sioniste elle-même. De plus en plus de soldats, notamment des réservistes, refusent d'être mobilisés pour cette guerre qu'ils estiment interminable et moralement injustifiable. Le quotidien The Telegraph a récemment rapporté que le taux de participation à la mobilisation est tombé à 60 %. Le capitaine Ron Feiner, 26 ans, incarne cette fronde. Condamné à 25 jours de prison pour avoir refusé de reprendre le service, il déclara :

« Quand j'ai vu les images d'enfants palestiniens déchiquetés, j'ai compris que cette guerre n'avait plus rien de défensif. » Ce genre de témoignage alimente une contestation croissante de l'intérieur, qui dénonce l'instrumentalisation politique du conflit par Benjamin Netanyahu.

UNE GUERRE POUR LA SURVIE POLITIQUE DE NETANYAHOU ?

Pour certains analystes sionistes, comme Eran Etzion, ancien haut responsable de la sécurité nationale, cette guerre est désormais motivée par des intérêts personnels. Netanyahu chercherait avant tout à préserver sa coalition d'extrême droite et à éviter les conséquences judiciaires de ses propres affaires. Etzion affirme : « La guerre se poursuit moins pour des raisons sécuritaires que pour des raisons de survie politique. » Malgré les déclarations du chef d'état-major israélien Eyal Zamir, selon lesquelles les objectifs militaires sont globalement atteints, Netanyahu continue de marteler qu'il faut « éradiquer totalement le Hamas ». Une position radicale qui isole davantage Tel-Aviv sur la scène internationale, y compris parmi ses alliés traditionnels.

LA PRESSION DIPLOMATIQUE S'ACCROÎT

La plainte des avocats français intervient dans un climat international de plus en plus critique à l'égard d'Israël. Des pays comme le Canada, l'Australie, le Royaume-Uni et même la France, bien que tardivement, ont commencé à exprimer leurs inquiétudes sur les conséquences humanitaires du siège de Gaza.

La famine, les destructions d'hôpitaux, et le ciblage de civils commencent à fissurer le soutien diplomatique aveugle dont bénéficiait Israël jusqu'ici. En France, cette plainte symbolise un tournant : celui d'une société civile qui ne veut plus que son État cautionne l'inacceptable. Elle appelle à une redéfinition profonde de la diplomatie française et à un usage plus responsable de son droit de veto à l'ONU, censé garantir la paix et la sécurité dans le monde.

UNE JUSTICE INTERNATIONALE À L'ÉPREUVE

Au-delà du cas français, cette affaire soulève une question de fond : les démocraties occidentales peuvent-elles continuer à soutenir des régimes ou des politiques meurtrières sans jamais être tenues pour responsables ? La plainte vise donc aussi à tester la crédibilité de la Cour pénale internationale, trop souvent critiquée pour sa lenteur ou son inaction dans les conflits impliquant les puissances occidentales.

Le monde observe désormais si la CPI saura faire face à cette demande pressante de justice, dans un dossier où les principes du droit international sont mis à rude épreuve.

M. S.

M. Seghilani

DES CENTAINES DE VOIX CONTRE LE GÉNOCIDE À GHAZA

Manifestation devant le siège de l'ONU à New York

Des centaines de manifestants se sont rassemblés hier devant le siège des Nations unies à New York, pour dénoncer le génocide en cours à Gaza, imputé à l'occupation sioniste, et exiger une action internationale immédiate pour mettre fin à la famine orchestrée dans l'enclave palestinienne.

Portant des pancartes et scandant des slogans puissants, les participants ont appelé les États membres de l'ONU à sortir de leur silence complice et à agir de toute urgence pour faire cesser l'agression génocidaire menée contre le peuple palestinien depuis octobre 2023. Ils ont particulièrement dénoncé l'arme de la faim utilisée de façon systématique depuis plusieurs mois, une stratégie militaire qualifiée de "crime contre l'humanité", qui a déjà causé la mort de milliers de civils, dont un nombre alarmant de nourrissons. Les slogans résonnaient avec force : « Ce n'est pas une guerre, c'est un génocide », « L'aide humanitaire n'est pas un crime », « Le silence des Nations tue », ou encore « Famine orchestrée = arme de destruction massive ». L'indignation des manifestants était palpable, alimentée par les chiffres tragiques qui s'accumulent chaque jour à Gaza : des familles entières décimées en tentant d'accéder à un sac de farine, des enfants mourant de faim sous les décombres, et une enclave coupée du monde, soumise à un blocus méthodique et meurtrier. Les participants ont aussi pointé du doigt la responsabilité directe des États-Unis et de leurs alliés occidentaux dans cette tragédie. "Ce qui se passe à Gaza est

un crime de guerre, un génocide soutenu par les armes et les fonds américains", a déclaré l'un des organisateurs. "Les gouvernements qui fournissent un appui militaire, diplomatique ou logistique à l'État d'Israël doivent rendre des comptes devant le droit international." La manifestation a également mis en lumière la complicité présumée de certaines organisations humanitaires occidentales. Les protestataires ont dénoncé le contrôle de l'entrée de l'aide humanitaire par l'armée sioniste, parfois en coordination avec certaines ONG américaines, contribuant ainsi à la politisation et à la militarisation de l'aide. Une accusation grave, qui reflète le climat de méfiance généralisée envers les mécanismes actuels de distribution de l'aide à Gaza. "Il est inacceptable que l'accès à la nourriture soit conditionné par l'armée d'occupation", a lancé une manifestante. "Les enfants meurent de faim pendant que des cargaisons d'aide stagnent à la frontière ou sont détournées. Où est la conscience de l'humanité ?" Cette mobilisation intervient dans un contexte d'aggravation de la guerre génocidaire dans la bande de Gaza, où les conditions de vie sont qualifiées de catastrophiques par de nombreuses agences onusiennes. Depuis le début de l'année 2025, des milliers de Palestiniens sont morts de faim, selon des rapports médicaux locaux et des témoignages de survivants. Beaucoup ont été abattus alors qu'ils tentaient de récupérer de la farine ou de l'eau, tués délibérément par les forces d'occupation. La politique de famine mise en œuvre par l'État sioniste est dénon-

cée comme un outil de guerre, visant à briser la résistance palestinienne en affamant la population civile. Une stratégie criminelle que plusieurs ONG internationales, dont Oxfam, qualifient de punition collective. Les organisateurs de la manifestation ont appelé à la poursuite de la mobilisation mondiale contre les crimes commis à Gaza. "Nous n'arrêterons pas tant que le blocus ne sera pas levé, tant que la faim ne sera pas vaincue, tant que la justice ne sera pas rendue aux victimes du génocide", a affirmé un représentant du mouvement "Voices for Gaza". Cette manifestation s'ajoute à une série de mobilisations croissantes à travers le monde : à Londres, Johannesburg, Santiago, Istanbul ou encore Montréal, où des citoyens, des ONG et même des parlementaires s'élèvent contre l'inaction des grandes puissances face à ce qu'ils qualifient de nettoyage ethnique à ciel ouvert. Alors que le Conseil de sécurité de l'ONU tarde à adopter des mesures contraignantes, et que les États-Unis continuent de bloquer les résolutions appelant à un cessez-le-feu, les manifestants de New York ont voulu rappeler que le droit international, la dignité humaine et la solidarité universelle ne peuvent être suspendus au bon vouloir des puissances militaires. "La faim n'est pas une arme. C'est une honte pour l'humanité toute entière", pouvait-on lire sur une banderole. Une phrase lourde de sens, qui résonne aujourd'hui comme un cri lancé à la communauté internationale : il est encore temps d'agir pour sauver Gaza.

GHAZA SOUS BLOCUS

Famine planifiée, massacres à ciel ouvert et silence complice

Le sang continue de couler à Ghaza hier encore huit Palestiniens, dont des enfants, ont été tués par les balles de l'armée d'occupation israélienne alors qu'ils attendaient désespérément de l'aide alimentaire au sud de la bande de Ghaza.



PH: DR

Selon des sources médicales et des témoins oculaires, cinq d'entre eux ont été assassinés près du corridor de Netzarim, au centre de l'enclave assiégée. Trois autres ont succombé près d'un centre de distribution au nord de Rafah. À cela s'ajoutent des dizaines de blessés, souvent dans un état critique.

Ce drame n'est pas isolé. Il s'inscrit dans une politique délibérée de la famine imposée par l'entité sioniste depuis le début de sa guerre génocidaire le 7 octobre 2023. Cette guerre, soutenue par des puissances occidentales, notamment les États-Unis, vise à affamer, détruire et chasser les habitants de Ghaza. Depuis le 2 mars dernier, tous les points de passage humanitaires sont fermés, les convois d'aide bloqués, et les largages aériens annoncés par Tel Aviv relèvent davantage de la propagande que de l'assistance réelle. Dans les hôpitaux submergés, les chiffres ne cessent d'augmenter : selon les dernières données du ministère de la Santé à Ghaza, 154 Palestiniens sont morts de faim et de malnutrition, dont 89

enfants. Et ces chiffres, affirment les organisations internationales, sont largement sous-estimés.

L'ONU TIRE LA SONNETTE D'ALARME, SANS EFFET CONCRET

« Ce n'est plus une alerte, c'est une réalité », a déclaré Antonio Guterres, secrétaire général de l'ONU, en réagissant au dernier rapport de l'IPC (Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire). Le document confirme que deux des trois seuils de famine sont déjà franchis dans plusieurs régions de Ghaza, notamment dans la ville de Ghaza elle-même, ravagée par les bombardements, la malnutrition, la soif et les épidémies. Dans un appel commun, le Programme alimentaire mondial (PAM), la FAO et l'Unicef ont exigé que l'enclave soit « inondée sans délai d'aide humanitaire massive, chaque jour, pour éviter une famine généralisée ». Cindy McCain, directrice du PAM, a comparé la situation actuelle aux famines les plus atroces du siècle dernier, en Éthiopie et au Biafra. Mais sur le terrain, rien ne change. Mardi, seulement 109 camions d'aide ont pu entrer

dans Ghaza. La majorité d'entre eux ont été interceptés ou pillés dans des zones de chaos sécuritaire, entretenues méthodiquement par l'occupant. Selon le bureau gouvernemental de Ghaza, cette désorganisation n'est pas fortuite : « Elle vise à empêcher une distribution équitable et à priver les civils affamés de secours. »

DES LARGAGES AÉRIENS INUTILES ET DANGEREUX

Pendant que les chancelleries occidentales débattent et se congratulent de gestes "humanitaires", les Palestiniens meurent. Sur les six opérations de largage effectuées mardi, quatre ont échoué en zones interdites, soit sous contrôle militaire israélien, soit dans des quartiers évacués par ordre militaire. Ces colis tombés en zone rouge exposent les civils à un double danger : celui d'être pris pour cible par des drones ou des snipers en tentant de les récupérer. Le même jour, onze membres de comités tribaux chargés de sécuriser les points d'aide ont été exécutés par l'armée israélienne, qui a ensuite ouvert la voie aux camions, permettant leur récu-

pération par des groupes armés agissant sous la protection de drones de surveillance. Le scénario, qualifié de « massacre complexe » par le bureau de presse gouvernemental de Ghaza, révèle l'instrumentalisation cynique de la famine comme arme de guerre.

L'EAU, UN AUTRE CHAMP DE BATAILLE

Les enfants, premières victimes du siège, parcourent des kilomètres avec des bidons pour récolter quelques litres d'eau, parfois souillée. D'après l'UNRWA, l'accès à l'eau potable reste un « défi quotidien insurmontable » pour la majorité des deux millions d'habitants. La scène se répète chaque jour : des files d'enfants et de femmes sous un soleil écrasant, attendant leur tour pour puiser quelques gouttes d'eau. Sept Palestiniens ont été blessés hier par une frappe de drone alors qu'ils tentaient de remplir leurs bidons à Rafah. « Une guerre contre les ventres vides, contre les gorges sèches », résume une infirmière du camp de Khan Younés.

M. Seghilani

OPÉRATIONS DE TERRAIN À GHAZA

La Résistance impose une nouvelle équation militaire

Les Brigades Ezzedine Al-Qassam, bras armé de la résistance palestinienne, ont revendiqué deux opérations distinctes menées contre l'armée d'occupation israélienne dans le sud de la bande de Ghaza, ayant entraîné plusieurs morts et blessés parmi les soldats israéliens, selon des communiqués publiés par le mouvement.

Dans un premier communiqué, publié hier, les Brigades Al-Qassam ont annoncé que leurs combattants avaient réussi, dans la soirée du lundi précédent, à mener une opération de sabotage contre des forces israéliennes stationnées dans la région de "Al-Batin Al-Samin", au sud de Khan Younés. L'opération a consisté à faire exploser trois charges explosives de type baril au cœur d'un regroupement de véhicules blindés de l'armée israélienne, provoquant, selon la résistance, la mort et la blessure de plusieurs soldats. Les forces d'occupation auraient été prises par surprise, la zone ayant été visiblement piégée à l'avance par les combattants palestiniens. Dans un autre communiqué daté du samedi dernier, les Brigades Al-Qassam ont par ailleurs affirmé avoir tendu une embuscade complexe à trois véhicules blindés de transport de troupes israéliens, à l'est

de Khan Younés, également dans le sud de la bande de Ghaza. D'après le détail fourni, deux des trois véhicules auraient été détruits grâce à des explosifs artisanaux de type "opération martyre", placés à l'intérieur même des cabines de commandement des blindés. Les explosions ont provoqué l'incendie complet des véhicules ainsi que la mort de leurs occupants, affirme le communiqué.

TENTATIVE DE DISSIMULATION DE L'ARMÉE ISRAËLIENNE

Toujours selon la résistance, un bulldozer militaire sioniste aurait été observé en train de tenter d'enfouir les véhicules détruits afin d'éteindre les flammes et de masquer les pertes subies, tandis que des hélicoptères israéliens ont procédé à l'évacuation du site de l'attaque. Ces attaques illustrent la capacité persistante de la résistance palestinienne à infliger des pertes aux forces d'occupation malgré l'ampleur de l'offensive israélienne en cours contre la population de Ghaza. Depuis plusieurs mois, les Brigades Al-Qassam mènent des opérations de guérilla dans divers quartiers et zones agricoles du sud de l'enclave assiégée, principalement autour de Khan Younés et Rafah, transformées en

champs de bataille. Alors que l'armée sioniste tente d'imposer un contrôle militaire par la terreur, les bombardements et l'occupation, la résistance continue d'utiliser des tactiques asymétriques pour harceler les forces ennemies, piéger leurs engins blindés et cibler les points de rassemblement militaires.

UNE GUERRE MEURTRIÈRE ET ASYMÉTRIQUE

La guerre menée contre Ghaza depuis octobre 2023 a provoqué des dizaines de milliers de morts, majoritairement civils, et des scènes de destruction massive. Mais elle a aussi révélé, selon de nombreux observateurs, les limites militaires et morales de l'armée israélienne, confrontée à une résistance enracinée dans son territoire et déterminée à repousser l'occupation coûte que coûte. Les attaques, comme celles annoncées par les Brigades Al-Qassam, mettent en lumière l'enlisement croissant de l'armée israélienne dans une guerre de terrain contre une résistance locale structurée, aguerrie et disposant d'un soutien populaire massif au sein d'une population assiégée mais debout.

M. S.

EMBARGO MILITAIRE ET SOUTIEN À LA PLAINTE POUR GÉNOCIDE CONTRE L'OCCUPANT SIONISTE Le Brésil brise le silence

Dans un geste fort de protestation contre les crimes perpétrés dans la bande de Ghaza, le gouvernement brésilien a officiellement annoncé une série de sanctions contre l'entité sioniste. Cette décision intervient alors que le nombre de victimes civiles ne cesse de croître, dans un contexte d'agression militaire intense et de blocus meurtrier imposé au territoire palestinien. Le ministre brésilien des Affaires étrangères, Mauro Vieira, a déclaré lors d'une conférence onusienne que son pays ne pouvait rester silencieux face à ce qu'il a qualifié de "génocide en cours contre la population palestinienne". À ce titre, le Brésil suspendra toutes ses exportations de matériel de guerre vers l'entité sioniste, une mesure destinée à dénoncer la poursuite des violations massives des droits humains à Ghaza. Par ailleurs, le gouvernement brésilien a confirmé son soutien officiel à la plainte déposée par l'Afrique du Sud contre l'entité sioniste devant la Cour internationale de Justice (CIJ). Cette plainte accuse Tel-Aviv de commettre des actes relevant du génocide, conformément à la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide de 1948. Le Brésil s'engage aussi à renforcer les mécanismes de contrôle sur les produits importés issus des colonies israéliennes illégales en Cisjordanie occupée, en instaurant des procédures strictes de traçabilité. Objectif : empêcher tout soutien indirect à l'économie coloniale illégale, en violation flagrante du droit international.

RÉPONSE À L'ESCALADE DES CRIMES ET AU SILENCE DES PUISSANCES OCCIDENTALES

Cette décision marque un tournant significatif dans la politique étrangère brésilienne vis-à-vis de la question palestinienne. Elle s'inscrit dans un contexte de mobilisation internationale croissante face à l'agression de l'entité sioniste contre la population de Ghaza. Depuis octobre 2023, les forces israéliennes mènent une campagne militaire dévastatrice dans l'enclave palestinienne, ciblant infrastructures civiles, hôpitaux, écoles, centres humanitaires et convois d'aide. Le blocus total imposé sur Ghaza a entraîné une famine massive, des pénuries de médicaments et l'effondrement du système de santé, aggravant une crise humanitaire déjà extrême. Selon les derniers bilans, des dizaines de milliers de civils, dont une majorité de femmes et d'enfants, ont été tués dans les bombardements israéliens. De nombreux corps restent encore sous les décombres, alors que les équipes de secours manquent cruellement de moyens.

UNE PRISE DE POSITION SALUÉE HAUT LA MAIN

Les organisations de défense des droits humains, tant locales qu'internationales, ont salué la démarche brésilienne, soulignant l'importance de mesures concrètes face à l'impunité persistante de l'entité sioniste. La suspension des exportations militaires est perçue comme un acte fort, là où la plupart des pays occidentaux continuent à fournir des armes à Israël, malgré les accusations crédibles de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité. Le soutien brésilien à la plainte de l'Afrique du Sud à la CIJ revêt aussi une portée symbolique, rappelant les liens historiques entre la lutte contre l'apartheid sud-africain et la solidarité internationale avec la cause palestinienne.

UN FRONT DIPLOMATIQUE EN GESTATION

En se joignant à l'initiative sud-africaine, le Brésil entend peser dans la dynamique diplomatique visant à mettre fin à l'impunité de l'entité sioniste. Cette initiative pourrait encourager d'autres pays d'Amérique latine, d'Afrique et d'Asie à prendre des mesures similaires, isolant davantage Israël sur la scène internationale. Déjà, plusieurs États — dont la Colombie, la Bolivie, l'Algérie, la Namibie ou encore l'Indonésie — ont exprimé leur solidarité avec la population de Ghaza et ont appelé à des sanctions ciblées et à une enquête internationale indépendante sur les crimes commis.

M. S.

INDIGNATION EN RUSSIE FACE AUX PROPOS GÉNOCIDAIRES D'UNE ÉCRIVAINNE PROSIONISTE

En finir avec le néofascisme !

Une onde de choc secoue le monde russophone après les propos glaçants de l'écrivaine israélo-russe Dina Rubina, appelant à dissoudre les civils de Ghaza dans de l'acide chlorhydrique et à transformer le territoire en parking.

Ces déclarations abjectes, tenues alors que la guerre d'extermination contre la population palestinienne se poursuit sans relâche, ont suscité une vive réaction de la part des autorités religieuses de Russie qui dénoncent une dérive fasciste intolérable.

Dans un communiqué cinglant, la présidence de l'administration religieuse de Russie a condamné sans détour les propos de l'écrivaine, les qualifiant de « justification d'un nettoyage ethnique et d'une extermination aléatoire de civils ». Née en 1953 en Ouzbékistan, Dina Rubina a immigré en Israël en 1990, où elle rédige des romans et scénarios en russe et en hébreu. Pourtant, c'est sur le marché littéraire russe qu'elle tire ses revenus principaux, ses livres étant imprimés et diffusés massivement à travers le pays. « La vie humaine, la vie des enfants qui meurent aujourd'hui à Ghaza sous les bombes, par manque de soins et de nourriture, a bien plus de valeur que les profits des maisons d'édition », souligne la déclaration officielle. « Notre peuple, qui a vaincu le fascisme en 1945, élevé par la littérature humaniste de Tolstoï, Dostoïevski et Tchekhov, ne peut être le financeur d'écrivains prônant l'extermination et le génocide. » L'administration religieuse a appelé le ministère de la Culture, les institutions culturelles et l'Union des écrivains de Russie à réagir fermement à ces appels au meurtre, et a demandé à toutes les maisons d'édition russes de cesser toute collaboration avec Rubina.



L'écrivaine israélo-russe Dina Rubina

UN PLAN SIONISTE D'APARTHEID ET DE FAMINE

Cette indignation s'inscrit dans un contexte alarmant, alors que l'entité sioniste planifie de nouvelles mesures génocidaires à Ghaza. D'après des révélations de la chaîne israélienne « Kan », les autorités militaires et sécuritaires israéliennes envisagent un plan sans précédent : imposer un blocus total sur les zones les plus densément peuplées de la bande de Ghaza. Le projet inclurait l'interdiction complète de l'entrée de nourriture, d'eau et d'aides humanitaires, y compris par largages aériens. Ce siège concernerait plus de deux millions de personnes réparties dans trois zones principales : la ville de Ghaza, les camps du centre et la zone dite humanitaire d'Al-Mawassi. L'objectif : affamer, épuiser et soumettre une population civile déjà exsangue après plus de vingt et un mois de bombardements, de déplacements forcés et de destruction méthodique de toutes les infrastructures vitales. Le gouvernement israélien, dirigé par Benyamin Netanyahu, envisage également d'autres options militaires : division du territoire de Ghaza, mise en place d'une administration militaire et prise en main directe de la distribution de nourriture. Un retour assumé à la logique

coloniale de l'occupation totale.

UNE EXTERMINATION PLANIFIÉE

Ces annonces confirment la stratégie de l'entité sioniste visant à transformer la bande de Ghaza en une vaste prison à ciel ouvert, voire en un champ de mort. Le projet évoqué rappelle les camps de cantonnement utilisés par les colons américains pour exterminer les peuples autochtones. Aujourd'hui, ce modèle d'exclusion et d'extermination est adapté à Ghaza avec des moyens modernes : bombes, famine, siège, empoisonnement des nappes phréatiques et coupures massives d'électricité et de médicaments. La volonté affichée d'isoler la résistance palestinienne de la population civile à travers la privation d'eau, de nourriture et de soins, s'apparente clairement à un crime contre l'humanité. L'argument sécuritaire, invoqué pour justifier ces actes, ne peut masquer la réalité : c'est un peuple entier qui est puni collectivement, de manière préméditée et systématique. Les propos du ministre israélien du Patrimoine, Amichai Eliyahu, confirment cette idéologie de haine. Dans une interview accordée à une radio locale, il a ouvertement appelé à l'occupation totale de Ghaza et à l'établissement d'une ville juive sur ses

ruines, affirmant que « Ghaza doit être juive » et que « cela bénéficiera aux Juifs comme aux Arabes ». Eliyahu a également plaidé pour l'abandon des prisonniers israéliens détenus à Ghaza, jugeant que la priorité devait être « la défaite du Hamas » et non la libération des otages. Une posture cynique, qui révèle la logique sacrificielle d'un gouvernement prêt à tout pour poursuivre la guerre, même au prix de ses propres citoyens.

UNE GUERRE POUR LA SURVIE POLITIQUE DE NETANYAHOU

De plus en plus de voix s'élèvent, y compris en Israël, pour dénoncer la prolongation volontaire de la guerre par Netanyahu, motivé avant tout par le souci de préserver son poste face à une coalition fragile. La récente révélation par le journal Haaretz d'un plan de réoccupation partielle de Ghaza, soutenu en coulisses par Washington, confirme que le gouvernement israélien instrumentalise le conflit à des fins internes. L'opposition et les familles des otages accusent Netanyahu d'obstruer les négociations, alors même que la résistance palestinienne a proposé à plusieurs reprises la libération immédiate des otages en échange de la fin des bombardements et du retrait israélien. Mais Tel-Aviv persiste à imposer des conditions inacceptables, notamment le désarmement total des factions palestiniennes, en contradiction avec le droit à la légitime défense d'un peuple occupé.

UN GÉNOCIDE EN DIRECT, AVEC LA COMPLICITÉ OCCIDENTALE

Depuis le 7 octobre 2023, l'entité sioniste mène à Ghaza une guerre d'extermination soutenue militairement et diplomatiquement par les États-Unis. Le bilan est effroyable : plus de 206 000 morts et blessés, en majorité des femmes et des enfants, plus de 9 000 disparus, des centaines de milliers de déplacés, et une famine qui emporte des vies chaque jour. Et malgré les ordonnances de la Cour internationale de justice, les appels pressants de l'ONU et les manifestations massives dans le monde entier, l'horreur continue. Pire encore, elle est justifiée par des discours racistes et déshumanisants, comme celui de Dina Rubina, qui ne sont plus marginalisés mais amplifiés par une impunité généralisée.

CISJORDANIE OCCUPÉE

Nouvelles vagues d'arrestations et de violences

L'entité sioniste a poursuivi, ces dernières 48 heures, sa politique de répression massive en Cisjordanie occupée, marquée par une série de campagnes d'arrestations, de raids violents, et de profanations de lieux de deuil et de culte. Plus de 30 Palestiniens ont été arrêtés depuis mardi soir, dont plusieurs anciens prisonniers libérés dans le cadre d'accords récents, signe inquiétant d'un mépris croissant des engagements passés par les autorités d'occupation.

Selon les informations fournies par la Commission des affaires des prisonniers et le Club du prisonnier palestinien, au moins 30 Palestiniens ont été arrêtés lors de raids nocturnes et d'interrogatoires de terrain, principalement dans le camp de réfugiés d'Al-Fawwar, au sud d'El-Khalil. Les arrestations ont aussi touché d'autres localités comme Ramallah, Bethléem, Naplouse, Tubas, Salfit, Tulkarem et Qalqiliya. Parmi les personnes arrêtées figurent trois anciens prisonniers originaires de Qalqiliya — Samih Al-Shobaki, Saed al-Fayed et Saed Dhiab — libérés lors de la trêve conclue en janvier et février derniers. La ré-arrestation de ces individus, déjà ciblés par l'occupation, constitue une violation flagrante des accords passés, et témoigne d'une stratégie systématique de harcèlement des anciens détenus. Les deux institutions palestiniennes dénoncent cette politique de représailles permanentes comme un moyen d'imposer une instabilité psychologique et sociale durable au sein

de la population palestinienne. En parallèle de ces arrestations, les forces d'occupation ont poursuivi leur campagne de terreur visant les familles des détenus. Les soldats ont fait usage de balles réelles, procédé à des prises d'otages, mené des interrogatoires sur place, saccagé des domiciles et terrorisé les habitants. Depuis le début de la guerre génocidaire contre Ghaza et l'escalade en Cisjordanie, plus de 18 000 Palestiniens ont été arrêtés dans cette région, incluant El-Qods occupée. Ce chiffre n'inclut pas les milliers d'arrestations recensées dans la bande de Ghaza, où les prisonniers sont souvent soumis à des traitements inhumains, voire à la disparition forcée. Dans une nouvelle escalade, les forces de l'entité sioniste ont envahi ce mardi soir la ville d'al-Khadir, au sud de Bethléem. Elles se sont stationnées près du quartier de Al-Balboul, fermant l'axe principal reliant la vieille ville à la porte d'entrée de la localité, avant de prendre d'assaut les maisons de quatre frères de la famille Salah : Mohammed, Achraf, Imad et Ahmad Mahmoud Salah. Les habitations ont été fouillées et mises à sac, sans toutefois donner lieu à des arrestations immédiates. Par ailleurs, les forces d'occupation ont violemment attaqué la tente de deuil du martyr 'Ouda al-Hathalin, située à Khirbet Umm al-Kheir, au sud-est de Yatta, dans le gouvernorat d'Hébron. Elles ont agressé les personnes en deuil et ont transformé la zone en zone militaire fermée, empêchant tout rassemblement. Cette profanation sur-

vient peu après l'assassinat d'Ouda al-Hathalin — un enseignant et défenseur des droits humains — abattu par un colon alors qu'il tentait de s'opposer à l'arasement des terres palestiniennes dans la localité. Simultanément, les colons sionistes ont repris les travaux de terrassement dans la même localité, sous protection armée des forces d'occupation. Ces préparatifs visent à l'extension de la colonie illégale de Karmiel, érigée sur des terres confisquées. Depuis le début de l'année, Khirbet Umm al-Kheir est le théâtre d'un plan de colonisation particulièrement brutal, impliquant des démolitions de maisons, des agressions physiques, l'interdiction d'accès à l'eau et aux pâturages, dans le but manifeste de déloger les communautés bédouines et de les forcer à l'exil. Hier, la profanation du lieu saint d'al-Aqsa par des colons extrémistes a marqué une nouvelle provocation. Sous haute protection policière, des groupes de colons ont envahi les esplanades de la mosquée al-Aqsa, accomplissant des rituels talmudiques dans une posture ouvertement provocatrice. Cette irruption s'inscrit dans une politique délibérée de judaïsation de la ville sainte d'ElQods et de remise en cause du statu quo historique. Au même moment, l'entité sioniste a poursuivi sa campagne d'arrestations massives en Cisjordanie occupée. Au moins 18 Palestiniens ont été arrêtés ce jour-là, principalement dans les gouvernorats d'Hébron, Naplouse et Salfit. À Hébron, les forces d'occupation ont ciblé une nouvelle fois la

localité de Umm al-Kheir, arrêtant huit personnes après avoir envahi et dévasté leurs domiciles. Deux jeunes hommes ont également été enlevés dans la région de Khirbet Tuba et dans la ville d'ElKhalil même. À Naplouse, les forces d'occupation ont multiplié les descentes dans des zones telles que le camp de réfugiés d'al-Ain, la ville de Beit Furik et la rue Ibn Rushd, où six Palestiniens — dont des adolescents — ont été arrêtés. Les soldats ont saccagé plusieurs habitations et semé la terreur dans les foyers. Dans le gouvernorat de Salfit, le prisonnier libéré Ayman al-Deek a de nouveau été arrêté à Kafr ad-Dik, en plus d'un autre jeune homme dont l'identité n'a pas encore été communiquée. Cette campagne de répression s'inscrit dans un contexte de montée continue de la violence coloniale et militaire en Cisjordanie occupée. Les arrestations quotidiennes, les destructions ciblées, la répression des communautés rurales et bédouines, et la profanation des lieux de culte dessinent les contours d'un projet de nettoyage ethnique à peine voilé. La situation en Cisjordanie, conjuguée à la catastrophe humanitaire provoquée par le siège et les bombardements de Ghaza, confirme que l'entité sioniste mène une guerre totale contre le peuple palestinien, sur tous les fronts. Face à cette réalité, les appels à la communauté internationale pour faire cesser l'impunité des crimes d'occupation se multiplient, mais restent jusqu'à présent sans réponse effective.

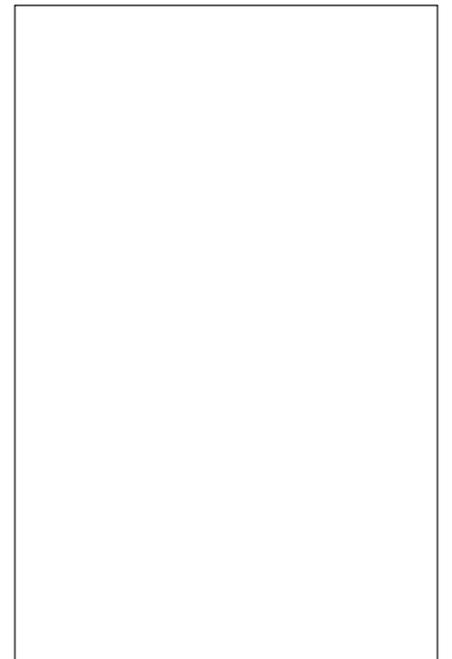
M. S.

L'URGENCE D'UN RÉVEIL COLLECTIF

Face à ces dérives fascistes assumées et à ce projet d'extermination méthodique d'un peuple, les appels à des actions concrètes se multiplient. Boycotts culturels, sanctions économiques, procès pour crimes de guerre : la société civile, les institutions et les États ont un devoir d'action. L'heure n'est plus aux déclarations creuses. « Les tweets ne nourrissent personne », affirmait récemment l'ONG Oxfam. Il est temps de traduire l'indignation en actes. Refuser de collaborer avec les fauteurs de haine, imposer des embargos, reconnaître le génocide en cours à Ghaza et exiger justice pour les victimes : telles sont les seules réponses éthiques face à une barbarie décomplexée.

M. Seghilani

PUB



GHARDAÏA. KSOUR

Réhabilitation de près de 2 000 habitations des différents ksour

Au moins 1 995 habitations situées dans les ksour de la wilaya de Ghardaïa, ont été réhabilitées au terme d'un programme de restauration d'envergure géré par le secteur de l'habitat, a-t-on appris mardi auprès de la direction du Logement de la wilaya.

Ce programme vise à revaloriser et à sauvegarder ces habitations patrimoniales existantes dans des ksour classés patrimoine culturel, et à améliorer le cadre de vie de leurs habitants, a indiqué le directeur du logement, Ali Djerbal. Une enveloppe financière estimée à un milliard de dinars a été consacrée à ces chantiers de réhabilitation qui ont ciblé les ksour de Métlili avec (17 habitations), Bounoura (41), Guerrara (82) Beni-Isguen (185) El-Atteuf (203), Berriane (208), Melika (455) et Ghardaïa (804), a-t-il détaillé. La vaste opération de mise en valeur de ce patrimoine a ciblé également les façades extérieures, les ruelles et les différents accès à ces ksour, a encore ajouté M. Djerbal. Les travaux de réhabilitation de ces habitations d'une grande valeur architecturale, historique, culturelle et urbanistique, ont été réalisés après étude et diagnostic de l'ensemble du bâti des ksour, réalisée en collaboration avec la direction de la culture, l'Office de protection de la vallée du M'zab (OPVM), les communes, les bureaux d'étude et les architectes qualifiés dans la restauration des monuments historiques, ainsi que des membres de la société civile. L'initiative s'inscrit dans le cadre des efforts des pouvoirs publics visant la préservation du patrimoine histo-



rique et culturel Oasien, omniprésent dans la vallée du M'zab classée en 1982 patrimoine universel par l'Unesco, ainsi que la promotion touristique de la région et le traitement du bâti menaçant ruine dans les ksour, a-t-on souligné. --- Pour la mise en place d'un développement touristique durable à Ghardaïa--- Pour les responsables locaux de la culture, la réhabilitation de ces habitations ambitionne également la valorisation du patrimoine matériel architectural de la région de Ghardaïa, dans toute sa diversité, et l'appui de l'attractivité de la région pour la mise en place d'un développement touristique durable, selon les responsables du secteur de la culture. "Le souci des acteurs de la culture est de mettre en valeur le style architectural singulier et atypique légué par nos aïeux dans la région, ainsi que la richesse artistique et culturelle exceptionnelle de cette contrée", relève le chef de service du patrimoine à la direction de la Culture et des arts, Abdelhamid Amiz.

De son côté, le directeur de l'OPVM, Kamel Ramdane a souligné que ces habi-

tations sont restaurées par "des maîtres artisans locaux détenteurs d'un savoir-faire légué de génération en génération en matière de restauration du patrimoine". "Des matériaux de construction traditionnels, confectionnés suivant les méthodes et techniques ancestrales alliant le mortier de chaux ont été utilisés ainsi que la pierre, l'argile et les troncs de palmiers comme poutrelles", a-t-il expliqué.

L'opération de restauration vise à redonner vie aux maisons des ksour édiés pour El-Atteuf en 1012, Bounoura en 1046, Beni-Isguen en 1347, Ghardaïa en 1048, Melika en 1350, Métlili en 1384, Guerrara en 1610 et Berriane en 1.690, a-t-il souligné. Faisant partie du patrimoine universel, la vallée du M'zab avec ses ksour est ancrée dans l'histoire par son architecture atypique, ses remparts, ses places du marché, ses mosquées et ses portes. Son classement patrimoine mondial constitue un atout supplémentaire pour le développement économique de la région basé sur le tourisme.

TAMANRASSET. HÔPITAL

DE 240 LITS

Entame imminente des procédures liées à l'ouverture des services

Le ministre de la Santé, Abdelhak Saïhi, a annoncé, mardi à Tamanrasset, l'entame, dans les prochains jours, des procédures liées à l'ouverture de certains services du nouvel hôpital "240 lits" de Tamanrasset. En visite dans la wilaya, accompagné du secrétaire général du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Mahmoud Djama, le ministre de la Santé a amorcé sa tournée par le service de réanimation de l'ancien hôpital de Tamanrasset, qui a connu un incendie lundi dans la soirée, où il a mis l'accent sur la nécessité "d'ouvrir au plus tôt le nouvel hôpital de 240 lits qui disposera de meilleurs moyens et assurera ainsi de meilleures prestations". Le ministre s'est également enquis de l'état des malades transférés vers l'hôpital Mère-Enfant, au nombre de vingt-et-un (21), assurant qu'ils sont entre de "bonne mains". Il a souligné, dans le même contexte, que toutes les dispositions seront prises, notamment en matière de prise en charge médicale, appelant les responsables locaux à "redoubler d'efforts en vue de l'ouverture dans les meilleurs délais du nouvel hôpital". Et d'ajouter que de nouvelles spécialités médicales, à l'instar de la prise en charge des maladies respiratoires et des brûlures, seront ouvertes à Tamanrasset, en plus d'autres spécialités sollicitées dans la région. Pour conclure, le ministre de la Santé a affirmé que des efforts sont déployés pour faire de Tamanrasset "un pôle médical d'excellence", à la faveur des projets en cours de réalisation où ceux déjà réceptionnés, avec aussi "l'objectif de créer un centre hospitalo-universitaire dans la région, grâce aux efforts consentis par l'État dans ce domaine".

BLIDA. CNDH

Zâalani tient une rencontre avec des représentants de la société civile

Le président du Conseil national des droits de l'Homme (CNDH), Abdelmadjid Zâalani, a tenu, mardi à Blida, une rencontre avec des représentants de la société civile pour discuter de leurs différentes préoccupations. M. Zâalani a expliqué à cette occasion que "près de 90 % des correspondances du Conseil national des droits de l'Homme, concernant les préoccupations des citoyens, reçoivent une réponse de la part des institutions et des administrations publiques, soit pour résoudre leurs problèmes, soit pour les orienter vers les services compétents". Il a souligné que le Conseil œuvrait dans le cadre d'une "vision intégrée visant à renforcer le système des droits de l'homme, à promouvoir un environnement durable garantissant ces droits et à instaurer la justice sociale". Il a souligné que l'un des objectifs les plus importants du CNDH était de "diffuser une culture des droits de l'homme dans toutes les wilayas du pays". Il a ajouté à ce propos qu'une série de visites dans différentes wilayas est prévue pour présenter le mandat du Conseil et diffuser une culture des droits de l'homme, en particulier dans les zones reculées.

TIMIMOUN. KSAR ABOUDD

Une "Touiza" pour redonner vie à la foggara "Edhakira"

De jeunes bénévoles du ksar Abboud, dans la commune d'Ougrout, wilaya de Timimoun, se sont attelées à redonner vie à la Foggara "Edhakira" (mémoire), après avoir connu un tarissement de ses eaux.

Conscients de la valeur culturelle et civilisationnelle de ce legs ancestral, les jeunes ont œuvré, dans une action de "Touiza" (bénévolat collectif), à la réhabilitation de cette foggara, après avoir constaté que ce puits traditionnel, incarnant le génie des aïeux qui l'ont creusé dans un environnement saharien aride, était à sec depuis de longues années, et a

influé négativement sur l'environnement local de type oasien, constitué de palmiers verdoyants et productives et renfermant diverses cultures agricoles et espèces animales.

Ils se sont aussitôt lancés à la préservation de ce patrimoine séculaire, concrétisant sur le terrain l'idée de réhabilitation et de revivification d'un ouvrage hydraulique traditionnel, en invitant les citoyens à s'impliquer avec eux à l'effet de redorer le lustre de ce patrimoine, menacé d'extinction par la sécheresse, a indiqué le président de l'association de la foggara "Edhakira" du Ksar

Abboud, M. Ahmed Abdelouafi. À l'initiative de l'association précitée, une réunion de sensibilisation a regroupé notamment les agriculteurs, dont les palmiers ont subi de plein fouet les conséquences d'assèchement de la foggara, pour examiner les voies de sa restauration.

Ces efforts ont donné lieu au lancement d'une "Touiza" pour l'entretien et le curage de l'ouvrage, impliquant dans cette action communautaire même la gent féminine, chargée, elle, de la préparation des repas pour les bénévoles engagés dans cette action laborieuse, a expliqué M. Abdelouafi.

Menés durant toute une semaine, ces efforts ont été couronnés par la décongestion des conduits souterrains de la foggara, par l'enlèvement d'amas de terre et autres obstructions, laissant libre cours au ruissellement de l'eau devant raviver la foggara, et rendre espoir aux agriculteurs de la région, en leur permettant de préparer la prochaine saison agricole, puisant des bassins alimentés à partir de la foggara. Le président de l'association a salué, à cette occasion, l'appui manifesté par les services de la commune qui ont mis à la disposition des bénévoles les équipements nécessaires, dont des engins, pour la besoins des travaux de curage et d'entretien de la foggara. Pour sa part, et rendant hommage à cette action de Touiza, le président de l'Assemblée populaire communale (APC) d'Ougrout, Daoud Bouguemma, a affiché la disposition de la commune à apporter l'assistance voulue à de pareilles initiatives d'intérêt général, visant à préserver un pan du patrimoine culturel et matériel de la région, dont les foggaras, classés par l'Unesco patrimoine sauvegardé.

TIPASA. BARRAGE KEF EDDIR

Fermeture programmée du système de transfert des eaux pour maintenance

La wilaya de Tipasa a annoncé la fermeture temporaire programmée du système de transfert des eaux du barrage de Kef Eddir, à Damous, à l'ouest de la wilaya, à compter de mardi, afin d'effectuer des travaux de maintenance. Dans un communiqué, les services de la wilaya indiquent que le système de transfert des eaux du barrage de Kef Eddir sera fermé temporairement à partir de mardi 29 juillet 2025, en raison de travaux de maintenance programmés par l'Agence nationale des Barrages et des Transferts (ANBT). Cette fermeture entraînera une modification du programme de distribution de l'eau. Les services ajoutent que ces travaux entraîneront une modification du programme de distribution d'eau potable de la Société des eaux et de l'assainissement d'Alger (SEAAL) dans les communes de Tipasa, Hadjout, Merad, Sidi Amar et Menasser, ainsi que dans le quartier de Sidi Moussa de la commune de Nador.

ORAN. FORMATION PROFESSIONNELLE

Plus de 15 mille nouvelles places à la prochaine rentrée

La direction de la Formation et de l'Enseignement professionnels de la wilaya d'Oran ouvrira 15 700 nouvelles places pédagogiques au titre de la prochaine rentrée de la formation professionnelle (session d'octobre 2025), a-t-on appris mardi auprès de cette structure.

Ces places sont réparties entre deux modes de formation diplômante, comprenant l'apprentissage, la formation en présentiel, à distance, les formations-passerelles, en milieu pénitentiaire et dans les établissements privés agréés, ainsi que la formation qualifiante, destinée aux personnes ayant un niveau d'instruction limité, aux nouveaux alphabétisés, aux femmes au foyer et autres, a fait savoir la chargée de communication, Nacera Mansouri, en marge du lancement d'une caravane d'information et de sensibilisation sur la formation professionnelle dans certaines plages de la wilaya. La majorité des nouvelles places pédagogiques pour cette session a été consacrée à la formation en apprentissage, afin de fournir la main-d'œuvre qualifiée nécessaire aux entreprises économiques, conformément aux besoins du marché de l'emploi, a ajouté Mme Mansouri. La même source a, dans ce contexte, souligné que le tissu économique et des services de la wilaya est en mesure d'absorber un grand nombre de stagiaires, compte tenu des opportunités d'insertion qu'offre ce mode de formation. Par ailleurs, trois nouvelles spécialités ont également été introduites pour la session d'octobre 2025 : technicien en mécanique des sols, conception habillement, et contrôle de la qualité des produits désinfectants et des produits cosmétiques. Dans le but d'informer les jeunes sur les opportunités offertes par le secteur, une



Ph.:DR

caravane d'information et de sensibilisation a été lancée mardi depuis l'Institut national spécialisé de formation professionnelle (INSFP) Chahid Lakhdari Hasni, qui devra sillonner pendant trois jours les plages des Andalouses, Aïn-Franine et Cap Blanc, a-t-on signalé. Les jeunes auront l'occasion, à travers cette caravane, de

découvrir les spécialités disponibles, les niveaux scolaires requis pour y accéder, ainsi que les facilités accordées pour la création de micro-entreprises et de start-up, et les différents avantages dont bénéficient les porteurs de projets, allant de la formation à l'accompagnement jusqu'à la concrétisation de leurs idées.

BOUIRA. LAKHDARIA

Mise en service d'une nouvelle ligne électrique

Une nouvelle ligne électrique d'une capacité de 60 KV a été mise en service pour sécuriser et renforcer l'alimentation en électricité du poste 60/30 KV de la région de Lakhdaria, a-t-on appris mardi auprès de la filiale de Sonelgaz, la société de transport d'électricité et opérateur system (STOS). Cette nouvelle ligne provenant du poste de Boudouaou (Alger Est), est réalisée sur une distance de 30 km. "Elle a été réalisée et mise en service lundi pour sécuriser et renforcer le poste électrique de Lakhdaria qui couvre toute cette région ainsi que Kadiria", a expliqué à l'APS Smaïl Zemmour, un

responsable local de la STOS. Auparavant, le poste 60/30 de Lakhdaria n'était alimenté que par l'unique ligne de 60 KV provenant du poste électrique de Si Mustapha, ce qui provoquait des coupures et des pannes à Lakhdaria à chaque incident sur cette ligne.

Une enveloppe financière de plus de 164 millions de dinars a été allouée à ce projet d'envergure visant à sécuriser l'alimentation en électricité de toute la région de Lakhdaria et de Kadiria, selon les détails fournis par M. Zemmour. "Cette nouvelle ligne électrique permettra également de renforcer l'alimentation en électricité

des habitations de la région, ainsi que des stations de pompage d'eau de Djebahia, et de quelques unités de fabrication dans la région", a encore expliqué à l'APS le même responsable. Ce projet, revêt une grande importance car, a-t-il dit, "il permettra d'assurer et d'améliorer la qualité et la continuité du service, ainsi que de renforcer le réseau de la wilaya de Bouira et d'alimenter quelques structures hydrauliques", a souligné M. Zemmour. D'après le responsable de la STOS, la nouvelle ligne électrique de Lakhdaria soulagera également le poste électrique de 220/60/30 KV de Bouira.

SOUK-AHRAS. TOMAGE INDUSTRIELLE
Une production prévisionnelle de plus de plus de 130 000 qx

La direction des services agricoles de la wilaya de Souk Ahras prévoit une production de près de 130.000 quintaux de tomate industrielle au terme de la campagne de récolte en cours de l'actuelle saison 2024/2025, a-t-on appris mardi de cette direction. Cette production est prévue sur une superficie de 160 hectares consacrés à cette culture dans les communes de Sedrata, Zâarouria et Bir Bouhouch, a précisé à l'APS la cheffe du service de régulation de la production et de soutien technique de cette direction. Tous les moyens humains et matériels ont été mobilisés pour assurer le bon déroulement de la campagne entamée en juin et devant se poursuivre jusqu'à fin août, selon la même responsable qui a souligné que la tomate récoltée sera transférée vers les unités de transformation des wilayas de Guelma et Skikda.

OUM EL-BOUAGHI. CHEPTEL

Vaccination de 23.000 bovins contre la dermatose nodulaire

Un total de 23.000 bovins a été vacciné contre la dermatose nodulaire "depuis fin juin à ce jour" à travers la wilaya d'Oum El-Bouaghi, a-t-on appris mardi auprès de l'inspecteur vétérinaire par intérim, Nouredine Boumâaraf. Dans une déclaration à l'APS, le même responsable a indiqué que la campagne de vaccination est encadrée par 68 vétérinaires privés et 3 publics, précisant que 28.000 doses de vaccin contre la dermatose nodulaire bovine ont été remises à la wilaya. La campagne de vaccination a atteint un taux de couverture de près 72 % et devra être poursuivie jusqu'à la fin du mois d'août, a relevé M. Boumâaraf qui a rappelé que 1.700 bovins ont été vaccinés à travers la wilaya. La dermatose nodulaire bovine est une infection virale contagieuse transmise par les piqûres de moustiques et de mouches, a souligné l'inspecteur vétérinaire qui a précisé que parmi les symptômes, figurent la fièvre élevée, la baisse de la production laitière, des écoulements des yeux et des naseaux et l'apparition de lésions cutanées nodulaires.

ILLIZI. TIC

Algérie Télécom sensibilise ses clients au paiement électronique

L'entreprise publique Algérie Télécom (A.T) a lancé, au niveau de son agence commerciale d'Illizi, une campagne de sensibilisation de ses clients au paiement électronique, a-t-on appris mardi des organisateurs. Cette campagne de trois jours (28-30 juillet) vise à vulgariser les modes de paiement électronique offerts et leurs avantages, que ce soit à travers le paiement en ligne ou par cartes bancaire et Edhahabia et via l'application Baridimob, a expliqué le directeur opérationnel d'Algérie Télécom d'Illizi, Réda Bouzid. Placée sous le signe "Payez vos factures sans vous déplacer" et "Payez en ligne en toute sécurité, où que vous soyez", cette campagne vise à encourager les clients à favoriser le paiement électronique et éviter les files d'attente au niveau des agences commerciales, en plus de permettre à AT de recouvrer ses créances, a-t-il ajouté.

MILA. CENTRE UNIVERSITAIRE

ABDELHAFID BOUSSOUF

Ouverture de 2 nouvelles spécialités en master

Le centre universitaire Abdelhafid Boussouf de Mila a étoffé ses offres de formations par l'ouverture de deux nouvelles spécialités en master pour l'année universitaire 2025/2026, a-t-on appris mardi auprès du directeur de cet établissement, Amirouche Bouchelaghem. Il s'agit de deux spécialités de "génie pharmaceutique" et de "génie chimique", portant ainsi le nombre des spécialités offertes par le centre à 69, dont 35 en master, a précisé à l'APS le même responsable. L'ouverture de ces deux spécialités s'inscrit dans le cadre des efforts de diversification des offres de formation, leur adaptation à l'environnement socio-économique et leur rapprochement des étudiants, a-t-il noté. Le centre universitaire de Mila accueillera, selon son responsable, au titre de la rentrée universitaire 2025-2026 un total de 2.740 nouveaux inscrits, dont 393 étudiants qui seront ainsi accueillis par l'annexe de l'Ecole normale supérieure qui sera ouverte à l'occasion de la nouvelle année universitaire pour former des enseignants de la langue arabe et de mathématiques pour les paliers primaire et moyen.

TLEMCCEN. MAGHNA

Inauguration de la zone industrielle d'Ouled Bendamou

Le ministre de l'Industrie, Sifi Ghrieb, et la ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Soraya Mouloudji, ont procédé, mardi, à l'inauguration de la zone industrielle d'Ouled Bendamou dans la commune de Maghnia, wilaya de Tlemcen. Cette zone industrielle, raccordée à l'ensemble des réseaux, s'étend sur une superficie totale de 103 hectares. Elle comprend 78 lots de terrain, dont 74 destinés à l'investissement et quatre réservés aux équipements d'accompagnement. Vingt lots ont déjà été attribués dans cette zone pour la réalisation de 12 projets d'investissement, dont quatre sont en cours de concrétisation dans les secteurs de l'agroalimentaire, et de la sidérurgie, entre autres, selon les explications fournies. Par ailleurs, dans le cadre de leur deuxième jour de visite dans la wilaya de Tlemcen, les deux ministres ont donné le coup d'en-

voi d'une caravane médicale et de solidarité depuis le siège de la wilaya en direction des zones reculées. Ils ont également visité un camp d'été dédié aux enfants atteints d'autisme à la piscine olympique "Ahmed El-Ghazi" dans la commune de Mansourah. À Maghnia, ils ont visité une unité industrielle privée de textile et remis du matériel à des femmes bénéficiaires du programme de soutien aux femmes au foyer, dans le cadre de la mise en œuvre de la convention de coopération entre les deux ministères.

Les deux ministres ont aussi inspecté une unité de transformation du papier dans la zone industrielle de la commune de Chetouane, et inauguré une unité spécialisée dans la production d'extraits de caroube destinés à des usages alimentaires et industriels, dans le cadre de l'investissement privé, dans la commune de Remchi.

**S
T
R
O
P
S**

VICTIME DES BLESSURES MUSCULAIRES PERSISTANTES

Farsi donne des soucis à Petkovic

La malédiction des blessures continue de poursuivre les joueurs de l'équipe nationale algérienne évoluant au poste d'arrière droit, dans un scénario qui se répète depuis des années.

Depuis au moins cinq ans, l'Algérie peine à trouver un arrière droit capable d'évoluer de manière régulière, en raison des absences récurrentes de Youcef Atal, et des problèmes physiques touchant également ses concurrents directs à ce poste.

Ces derniers jours, bien que Youcef Atal ne se soit pas blessé — lui qui n'a pas encore disputé le moindre match avec son club qatari Al Sadd —, la situation de ses concurrents Mohamed Farsi et Mitchell Weiser n'est guère meilleure.

Le club allemand Werder Brême a annoncé il y a quelques jours que Weiser souffre d'une rupture du ligament croisé, ce qui l'éloigne des terrains pour neuf mois. Cela signifie qu'il manquera pratiquement toute la saison prochaine.

Même si cette blessure n'a pas un grand impact direct sur les plans de Vladimir Petkovic (car Weiser n'a jamais vraiment été intégré dans ses choix malgré son potentiel), la situation est différente pour Mohamed Farsi.

Le latéral droit du club américain Columbus Crew est absent de la compétition depuis quatre matchs consécutifs, en



Phs: DR

raison d'une blessure musculaire persistante qui le poursuit depuis de longs mois. Ce pépin physique l'a déjà privé à plusieurs reprises de rejoindre les rangs de l'équipe nationale.

Le staff technique de l'équipe d'Algérie espère que Youcef Atal restera en bonne santé jusqu'en septembre prochain, date de la reprise des éliminatoires africaines

pour la Coupe du monde 2026.

Si Atal venait à se blesser de nouveau, Petkovic pourrait être contraint de repositionner le défenseur central chevronné Aïssa Mandi au poste d'arrière droit, malgré les difficultés qu'il éprouve à répondre aux exigences défensives et offensives de ce rôle.

Hakim S.

ECARTÉ DES PLANS DE SON ENTRAÎNEUR À FEYENOORD

Zerrouki de retour au FC Twente

Le club néerlandais du FC Twente offre une bouée de sauvetage à la star de l'équipe nationale d'Algérie, Ramiz Zerrouki, en sollicitant ses services à titre de prêt de Feyenoord.

Zerrouki jouera la saison prochaine avec son ancien club, une opportunité en or pour le milieu défensif de retrouver son niveau habituel et sa place avec les "Fennecs", dans une saison très importante qui verra la tenue de la Coupe d'Afrique des Nations 2025 et des qualifications pour la Coupe du Monde 2026.

Le joueur de 27 ans a souffert la saison dernière à Feyenoord d'un temps de jeu réduit, ainsi que d'une blessure qui l'a éloigné des terrains pendant près de deux mois. Il n'a disputé que 29 matchs toutes compétitions confondues, marquant un but et délivrant une passe décisive.

Depuis son arrivée au club néerlandais à l'été 2023 avec un contrat courant jusqu'en 2027, le joueur algérien n'a pas répondu aux attentes des supporters ni des dirigeants de Feyenoord, contrairement à ses performances passées avec Twente, ce qui lui a valu de vives critiques dans les médias et de la part des fans.



Malgré de nombreuses rumeurs évoquant l'intérêt de clubs français et espagnols à la fin de la saison dernière, Feyenoord n'a reçu aucune offre officielle, et Zerrouki a dû commencer la préparation pour la nouvelle saison au stade De Kuip.

Le journaliste italien Fabrizio Romano, spécialisé dans l'actualité des transferts européens, a annoncé mardi soir, dans un tweet publié sur son compte officiel sur la plateforme "X", que Twente et Feyenoord ont trouvé un accord concernant le joueur algérien.

Il a écrit à ce sujet : « Le FC Twente a accepté de recruter Ramiz Zerrouki en prêt en provenance de Feyenoord. Le joueur est de retour au club, et l'accord est désormais effectif. » Ce retour va ramener de la stabilité dans la carrière de la star algérienne, en quête de reconquête de sa place en sélection.

Des sources néerlandaises, notamment la version néerlandaise d'ESPN, ont confirmé cet accord. Elles ont écrit : « Le club de Rotterdam a recruté le meilleur buteur de l'Eredivisie, Sem Steijn, et la star du FC Gro-

ningen, Luciano Valente, pour renforcer son milieu de terrain. Cela signifie que les chances de jeu pour Zerrouki sont désormais nulles, d'où son retour temporaire au club qu'il avait quitté à l'été 2023. »

Elles ont ajouté : « Le joueur algérien a évolué au FC Twente entre 2019 et 2023. Durant cette période, il a participé à 108 matchs officiels avant de rejoindre Feyenoord pour 7 millions d'euros après des négociations intenses ». Et de préciser : « Feyenoord avait alors tout mis en œuvre pour recruter ce milieu de terrain, mais les négociations avec Twente avaient été difficiles. Après une longue hésitation, un accord avait finalement été trouvé, mais l'expérience n'a pas été couronnée de succès à Rotterdam. Aujourd'hui, au moins, une solution temporaire a été trouvée ».

Ce retour de Zerrouki dans son ancien club représente une aubaine pour lui de retrouver sa place en équipe d'Algérie dans une année marquée par la Coupe d'Afrique des Nations et la Coupe du Monde, surtout compte tenu de la forte concurrence au milieu de terrain des "Fennecs".

H. S.

MC ALGER

Le préparateur physique Slim Labreg a dirigé sa première séance

Le préparateur physique Slim Labreg a officiellement intégré le staff technique du MC Alger et a dirigé sa première séance d'entraînement lundi à Ain Draham, à l'occasion du premier stage de préparation du champion d'Algérie en titre, ayant débuté la veille dans cette ville frontalière de Tunisie. Agé de 40 ans et possédant plusieurs diplômes dans le domaine, Labreg a déjà travaillé dans une bonne douzaine de clubs, aussi bien dans son pays d'origine qu'à l'étranger. En effet, outre le Stade Tunisien et Hammam Sousse, il a travaillé pendant près de 12 ans dans les pays du golfe, où il a travaillé essentiellement en Arabie saoudite, notamment, au FC Al-Ahli. "J'ai déjà travaillé dans plusieurs grands clubs et je considère le Mouloudia comme l'un d'entre eux, car lui aussi est un géant d'Afrique. En plus, mes compatriotes, notamment Khaled Benyahia, m'ont en dit le plus grand bien et c'est un honneur pour moi de rejoindre son staff" a-t-il déclaré dans un bref entretien accordé au site officiel du club. Interrogé sur l'effectif du Mouloudia, Labreg a répondu qu'il était encore tôt pour se prononcer à ce propos, car la préparation n'est qu'à son début. "Le travail proprement dit n'a pas encore commencé. Pour un début, nous effectuons différents tests, pour évaluer l'état physique des joueurs" a-t-il détaillé. Labreg a insisté cependant sur le fait qu'il "espère faire une bonne préparation, et réussir une grande saison, pour gagner des titres". Il a tenu à remercier au passage le staff technique et les membres du staff médical pour l'avoir bien accueilli et facilité son intégration. Pour rappel, Le Doyen avait commencé par nommer le Sud-africain, Rhulani Mokwena, en tant que nouvel entraîneur en chef de l'équipe senior, en remplacement du Tunisien Khaled Benyahia, dont le contrat n'a pas été renouvelé pour la nouvelle saison 2025-2026. Le MC Alger disputera quatre matchs amicaux lors de son stage de préparation en Tunisie. Il commencera par affronter l'équipe locale de l'Olympique Beja (Ligue 1 tunisienne), le mercredi 30 juillet courant. Par la suite, il croisera le fer avec le demi-finaliste de la dernière édition de la Coupe de la Confédération africaine (CAF), le CS Constantine. Un duel 100% algérien, prévu le 2 août. Les coéquipiers du capitaine, Ayoub Abdellaoui, joueront deux autres rencontres amicales, respectivement contre la formation qatarie d'Al Khor (première division) le lundi 4 août, et le club tunisien Hammam Lif, le jeudi 7 août. En prévision de la nouvelle saison, le MCA avait repris les entraînements le 19 juillet courant, et il se trouve en Tunisie depuis dimanche, pour un premier stage bloqué de 15 jours.

ES MOSTAGANEM

Trois autres recrues officialisées

LES Mostaganem poursuit son opération de recrutement en vue de la saison prochaine en engageant trois autres nouveaux joueurs, a-t-on appris, mardi, auprès de la direction du club de Ligue 1 de football. Il s'agit d'Abdellah El Moueden et Adem Aichouche, qui arrivent en provenance du NC Magra, ainsi qu'Ahmed Gaagaa, qui a porté les couleurs de l'USM Annaba (Ligue 2) lors de la phase aller de la saison passée, avant de terminer le même exercice dans un club libyen. L'ESM, qui s'apprête à disputer son deuxième exercice de suite parmi l'élite après avoir réussi de justesse à éviter la relégation lors de la précédente édition du championnat, s'est montré, ces derniers jours, très actif sur le marché des transferts. Cela lui a permis d'engager les joueurs Adel Djaabout (NC Magra), Zoubir Motrani et Abdelhafid Benamara (MC Oran), Tahar Benkhelifa (ES Sétif), Sid Ahmed Laamri (O Akbou), Boualem Serir (ASO Chlef), Housssem Bayoud et Mohamed Toumi (MC El Bayadh). Parallèlement à ces transactions, la direction de la formation de l'ouest du pays a renouvelé les contrats de Djamel Benamri, Benali Benamar, Abdeslam Henane et Ameur Bouguettaya. L'équipe se trouve actuellement à Sétif où elle a entamé, depuis samedi dernier, un premier regroupement en vue de la nouvelle saison. Les séances d'entraînement se poursuivent sous la direction de l'entraîneur, Nadir Leknaoui, auquel la direction du club a renouvelé sa confiance après avoir débarqué à l'ESM au milieu de la saison passée. Ce premier regroupement au titre de la préparation d'entraînement sera suivi d'un autre, dont le lieu n'a pas été encore fixé, précise-t-on de même source.

CHAN-2024 (PRÉPARATION)

L'Algérie et la Mauritanie se neutralisent

La sélection nationale A' de football, composée de joueurs locaux, a fait match nul devant son homologue mauritanienne (2-2) mardi, en match amical préparatoire disputé à huis clos, au stade Mustapha-Tchaker de Blida, en vue du Championnat d'Afrique des Nations CHAN-2024 (décalé à 2025), prévu du 2 au 30 août au Kenya, en Tanzanie et en Ouganda.

Les deux buts des "Verts" ont été marqués par Messala Merbah (21e) et Abderrahmane Meziane (91e+1), alors que les deux réalisations mauritaniennes ont été l'œuvre d'Ahmed Ahmed et Sidi Touda. Les coéquipiers d'Achraf Abada disputeront un second test amical face à la JS Saoura, pensionnaire de la Ligue 1 Mobilis de football, au même stade à 18h00, avant de s'envoler vendredi pour la capitale ougandaise, Kampala, pour prendre part au 8e édition du CHAN. Versée dans le groupe C, l'Algérie débutera la compétition le lundi 4 août face à l'Ouganda au stade Mandela National de Kampala (18h00, heure algérienne), avant de croiser l'Afrique du Sud le vendredi 8 août (15h). Les Verts affronteront ensuite la Guinée le 15 août (15h), puis concluront la phase de groupes face au Niger le lundi 18 août au stade Nyayo de Nairobi (18h). Lors de la précédente édition du CHAN, disputée en 2023



en Algérie, l'équipe nationale avait atteint la finale, avant de s'incliner face au Sénégal (0-0, aux t.a.b : 4-5), au stade Nelson-Mandela de Baraki (Alger).

LE NIGER, PREMIÈRE SÉLECTION À REJOINDRE KAMPALA Par ailleurs, la sélection nigérienne de football A', composée de joueurs locaux, l'un des adversaires de l'Algérie au Championnat d'Afrique des Nations CHAN-2024 (décalé à 2025), est devenue la première sélection à rallier mardi l'Ouganda, l'un des trois pays hôtes du tournoi (2-30 août).

L'équipe a reçu un accueil chaleureux, qui préserve de l'ambiance conviviale et festive qui régnera dans cette compétition", a indiqué la Fédération nigérienne (FENIFOOT), sur ses réseaux sociaux. Avant leur déplacement pour Kampala, les joueurs du sélectionneur Harouna Doula ont effectué un stage d'une dizaine de jours à Douala (Cameroun), ponctué par deux tests amicaux de préparation : devant l'équipe de la Centrafrique A' (0-0) et le Dynamo FC (Div.1 camerounaise) (2-1). Le Niger s'est qualifié pour la 5e fois au CHAN, en éliminant le

USM EL HARRACH

Amiri (ex-MSPB) et Redouani (ex-réserve/CRB) nouvelles recrues

Le gardien de but du MSP Batna Bilal Amiri et le défenseur Chamseddine Redouani, sociétaire de la réserve du CR Belouizdad, se sont engagés avec l'USM El-Harrach, a annoncé le club pensionnaire de la Ligue 2 amateur de football, mardi dans un communiqué. Le club banlieusard est passé à la vitesse supérieure en matière de recrutement, pour monter une équipe capable de jouer l'accession la saison prochaine, sous la conduite du nouvel entraîneur, Azeddine Ait Djoudi. Outre ces deux éléments, l'USMH a assuré auparavant l'arrivée de plusieurs joueurs tels que Abdelkrim Zouari (ex-RC Kouba), le meneur de jeu Mohamed Tayeb, (JS Saoura), et le défenseur axial Nabil Saâdou (USM Khenchela). Pour préserver l'ossature, la direction du club a prolongé certains cadors, à l'image du gardien de but Faouzi Chaouchi et le milieu offensif Bilal Bensaha. L'USMH a raté l'accession en Ligue 1 Mobilis, bouclant la saison 2024-2025 (Gr. Centre-Est) à la deuxième place avec 70 points, derrière le MB Rouissat (71 pts), promu au palier supérieur pour la première fois de son histoire.

NOUVEAU PROMU EN LIGUE 2

Le WA Tlemcen recrute 16 nouveaux joueurs

Le WA Tlemcen, qui retrouve la Ligue 2 après deux saisons passées en Inter-région (Ouest), est sur le point de boucler son opération de recrutement, a-t-on appris, mercredi, auprès du président de la section football du club Mohamed Ghemadi. Dans une déclaration à l'APS, ce responsable, a indiqué

que la formation des "Zianides" abordera la nouvelle saison avec pas moins de 16 nouveaux joueurs, dont un bon nombre ayant déjà porté les couleurs du "Widad" par le passé. "Nous avons opté pour un recrutement étudié. Ça fait déjà presque un mois que nous travaillons sur ce dossier, tout en donnant la prio-

rité aux enfants du club qui ont choisi de monnayer leurs talents ailleurs lors des précédents exercices", a-t-il précisé. " Nous avons comme objectif de hausser notre niveau de jeu, vu que la Ligue 2 est plus difficile que l'inter-région, nous avons donc engagé quelques joueurs d'expérience pour encadrer les jeunes que compte notre effectif, dont le

dernier arrivé le latéral gauche Brahim Sebbih qui effectue son retour au WAT en provenance de la réserve du CR Belouizdad, sacré champion de sa catégorie la saison passée", a-t-il ajouté. En outre, les "Bleu et Blanc" ont entamé leur préparation estivale en ce début de semaine au stade Akid-Lotfi à Tlemcen sous la houlette de l'entraîneur adjoint Laaradj Boushaba et l'entraîneur des gardiens de but, Hichem Mezair, et ce, en attendant d'effectuer un stage bloqué en dehors de la ville, a-t-on informé de même source. Le nouvel entraîneur de l'équipe, Bouziane Rahmani, avec lequel la direction du WAT a tout conclu la semaine dernière, est attendu dans les prochains jours pour prendre ses nouvelles fonctions, a encore souligné Mohamed Ghemadi. Pour rappel, Rahmani succède à Saleem Laoufi, l'architecte de l'accession de l'équipe en Ligue 2, mais dont le contrat n'a pas été renouvelé.

JEUX SCOLAIRES AFRICAINS 2025

8 nouvelles médailles dans l'escarcelle de l'Algérie en natation

Les nageurs algériens participant aux 1ers Jeux scolaires africains ont remporté huit nouvelles médailles dont une en or, lors des finales disputées mardi soir à la piscine de l'Ecole nationale des sports olympiques (ENSO) de Sétif. Ces médailles (une en or, une autre en argent et 6 en bronze) s'ajoutent aux 5 médailles (3 en argent et 2 en bronze) remportées lundi, portant le total de l'Algérie à 13 médailles en natation. L'équipe algérienne a décroché sa première médaille d'or en natation grâce au nageur Mohammed El Hadi Sigha, sur le 50 m brasse, devant l'Égyptien Hazem Hossam Hamed (argent) et le Tunisien Youssef Chkioua (bronze). La médaille d'argent algérienne de la journée a été l'œuvre de Lyna Hemani au 200 m dos, devant sa compatriote Aya Hamdaoui (bronze), alors que l'or de l'épreuve est revenu à l'Égyptienne Elgeady. Pour leur part, Cerine Nour El Houda Betteghor (50 m papillon), Aya Hamdaoui (200 m dos), Sirine Ferdi (50 m nage libre), Rahma Benmohamed (100 m brasse), Mehdi Dahmani (100 m nage libre) et Ziad Youcef Abderraouf (400 m 4 nages) ont offert à l'Algérie une bronze chacun. Après deux jours de compétition en natation, l'Algérie a remporté 13 médailles qui se déclinent en une médaille d'or, 4 médailles d'argent et 8 médailles de bronze.

Les 2 EN de beach-volley (filles et garçons) poursuivent leur série de victoires

Les deux sélections nationales de beach-volley (filles et garçons) ont poursuivi mardi leur forte prestation et série de victoires en battant leurs vis-à-vis respectifs au 3ème jour de la compétition tenue au centre n 2 de la plage Larbi Ben M'hidi de Skikda pour le compte des 1ers jeux scolaires africains (JSA 2025). La sélection des filles a ainsi damé le pion à l'équipe nigérienne 2 sets sans réponse (21-15, 21-11) alors que l'équipe nationale des garçons a disposé sans difficulté de la sélection tunisienne (21-12, 21-11) sous les applaudissements et les encouragements du public qui a donné aux joutes une ambiance festive. "Le sens du défi chez les joueurs et les joueuses se raffermir de plus en plus et leur cohésion se renforce d'un match à l'autre et cela nous rapproche du but tracé qu'est la médaille d'or", selon une déclaration de l'entraîneur de l'EN de beach-volley, Adel Yacéf. Les compétitions de la 3ème journée ont débuté chez les filles par le match Sénégal/Kenya remporté par la sélection du premier pays 2 sets à 0 tandis que les tunisiennes ont disposé des guinéennes 2 sets à 1 et la Gambie du Bénin 2 sets à 0. Chez les garçons, l'équipe de Sao Tomé a vaincu celle du Bénin 2 sets à 0 tandis que la Gambie a battu les Comores 2 sets à 1.

L'Algérie décroche la médaille d'or par équipes en Badminton

L'équipe nationale algérienne de badminton a décroché, mardi à Sétif, la médaille d'or par équipes de la compétition organisée à la salle Mokhtar-Arabi d'Ain Arnat dans le cadre des 1ers Jeux scolaires Africains (26 juillet -5 août) qui se déroulent à Annaba, Constantine, Skikda et Sétif. L'entraîneur des badistes U19 algériens, Amar Noubchi, a indiqué, dans une déclaration à l'APS, qu'il était "d'autant plus satisfait de ce sacre que ses poulaains avaient en face des équipes parmi les plus performantes du continent, à l'image de l'Égypte, de l'Ouganda et du Nigeria". Le même technicien a affirmé que ses athlètes étaient "déterminés à remporter d'autres médailles en individuel". L'équipe nationale avait pris le meilleur, lors des qualifications, sur le Ghana, la Tunisie et l'Ouganda, pour se qualifier en demi-finale où elle avait dominé son homologue égyptienne, donnée pourtant favorite. En finale, les jeunes algériens ont brillé pour décrocher la médaille d'or, selon le directeur de la compétition de badminton, Abdelkader Benkabir. Pas moins de 73 athlètes, dont 16 Algériens, représentant 14 pays, prennent part à cette compétition.

APRÈS AVOIR DÉCROCHÉ 12 MÉDAILLES LORS DU CHAMPIONNAT D'AFRIQUE

Le karaté algérien se rebiffe

Après un recul sensible sur la scène internationale depuis les jeux méditerranéens d'Oran (2022), le karaté do algérien est en train de renaitre vite de ses cendres.

La récente participation des karatékas algériens dans le championnat africain de la discipline, toutes catégories confondues, tenue cette semaine au Nigeria, a été somme toute une réussite.

En effet, l'équipe nationale a signé une participation honorable au Championnat d'Afrique de karaté-do (kumité et kata) dans les différentes catégories d'âge (minimes, cadets et seniors). La sélection nationale est rentrée au pays avec un total de 12 médailles : 2 en or, 3 en argent et 7 en bronze.

Le jeune Aymen Ben Khedda a offert à l'Algérie sa première médaille d'or dans la compétition, après avoir remporté l'épreuve du kumité -52 kg face au Nigérien Ayatollah Chikaru Gado. La deuxième médaille d'or a été décrochée par Célia Ouïkan en catégorie seniors -50 kg, en battant l'Égyptienne Salama Reem Ahmed en finale. Les trois médailles d'argent sont revenues à : Narimene Dahleb, dans l'épreuve de kata chez les seniors femmes,



Anis Hellassa, en kumité -67 kg chez les seniors hommes, battu en finale par décision arbitrale après un match nul (2-2) contre l'Égyptien Ali El-Sawy, et Oussama Zaid, en kumité -75 kg, battu 1-0 en finale par un autre Égyptien, Abdelaziz Abdallah Mamdouh.

Quant aux sept médailles de bronze, elles ont été obtenues par des athlètes algériens dans la catégorie kumité seniors : Khadidja Ghoulam en -61 kg, Karima Mekkaoui en -68 kg, Chaima Oudira en +68 kg, Fellah Meïdoun en -84 kg, Hocine Daïkhi en +84 kg, Louiza Abouriche en -55 kg (qui se qualifie ainsi pour le championnat du monde prévu en

octobre prochain en Égypte), et Abderraouf Maansri, qui s'est illustré en kata, catégorie cadets. Par ailleurs, ces résultats prometteurs sont de bon augure à l'approche du prochain grand rendez-vous mondial en Égypte, où le karaté algérien espère continuer à briller et à s'imposer sur la scène internationale.

Hakim S.

MONDIAUX DE NATATION

24e place pour Jaouad Syoud au 200 m quatre nages

Le nageur algérien Jaouad Syoud a terminé à la 24e place au 200 m quatre nages des 22es Championnats du monde 2025 de natation qui se déroulent au World Aquatics Championships Arena, à Singapour (27 juillet-3 août). Le nageur algérien a pris la 8e place de la quatrième série, terminant à la 24e position au classement général avec un chrono de 2:00.99, échantant ainsi à valider son billet pour les demi-finales. Les seize meilleurs nageurs des tours préliminaires sont qualifiés pour les demi-finales cet après-midi à partir de 14h31 (heure algérienne). L'Algérien se lancera également sur le 200 m brasse, le jeudi 31 juillet, et de terminer, dimanche, avec les séries du 400 m quatre nages. De son côté, la nageuse Amel Melih s'est classée 8e de la quatrième série du 50 m dos (38e place au général), avec un chrono de 29.47. La nageuse de 31 ans s'alignera, aussi, aux séries du 50 m papillon, vendredi, avant de terminer avec la course du 50 m nage libre, le lendemain, sur la spécialité dont elle détient le record national. Engagé également aux Mondiaux de Singapour, Oussama Sahnoune prendra part, vendredi, au 50 m nage libre seulement. De nombreux nageurs et nageuses auront l'occasion de marquer ces Mondiaux de Singapour de leur empreinte, notamment Léon Marchand, mais aussi Katie Ledecky, Thomas Ceccon, Summer McIntosh ou encore Kaylee McKeown.

MONDIAUX 2025 DE JUDO CADETS

L'Algérie avec quatre athlètes en Bulgarie

L'Algérie sera représentée par quatre judokas (2 garçons et 2 filles) aux Mondiaux 2025 des cadets, prévus du 27 au 30 août à Sofia (Bulgarie), suivant la liste d'admission, dévoilée mercredi par les organisateurs. Il s'agit d'Ala-Eddine Sahraoui (-50 kg) et Mohamed Amine Degouah (-60 kg) chez les garçons, ainsi que Chiraz Nadine Dahoumane (-40 kg) et Asma Rym Miloudi (+70 kg) chez les filles. Les catégories de poids retenues pour cette compétition sont celles des -50 kg, -55 kg, -60 kg, -66 kg, -73 kg, -81 kg, -90 kg et +90 kg chez les garçons, et celles des -40 kg, -44 kg, -48 kg, -52 kg, -57 kg, -63 kg, -70 kg et +70 kg chez les filles. D'après les organisateurs, 358 athlètes (197 Garçons et 161 Filles), représentant 55 pays des cinq continents ont déjà confirmé leur participation à ces Mondiaux. Avec 20 athlètes engagés, le Canada, le Kazakhstan et le Kirgystan seront les pays les mieux représentés dans cette compétition, devant la Mongolie (19) et la Grèce (18).

LIVERPOOL

Le Colombien Luis Diaz file au Bayern

Le Colombien Luis Diaz, 28 ans, s'est engagé avec le Bayern Munich en provenance de Liverpool pour un contrat d'une durée de quatre ans jusqu'à l'été 2029, a annoncé mercredi le champion d'Allemagne.

"Je suis très heureux, cela signifie beaucoup pour moi" de rallier "l'un des plus grands clubs du monde", s'est réjoui dans le communiqué du club Luis Diaz, sacré champion d'Angleterre avec Liverpool en mai 2025.

Selon les médias anglais et allemands, le montant du transfert s'élève autour de 75 millions d'euros (bonus compris), ce qui en ferait la troisième recrue la plus chère de l'histoire du Bayern, derrière Harry Kane (95 M EUR à l'été 2023), et Lucas Hernandez (67 M EUR à l'été 2019). Diaz, qui portera le numéro 14, est un "joueur exceptionnel" qui "aidera tout de suite notre équipe à progresser", a estimé

le directeur sportif du Bayern, Max Eberl. En 2024-2025, Luis Diaz a réalisé la meilleure de ses trois saisons et demie avec Liverpool (17 buts et 8 passes décisives toutes compétitions confondues).

Il a été l'un des joueurs essentiels du 20e titre de champion d'Angleterre, évoluant la plupart du temps sur le côté gauche de l'attaque, où il était en concurrence avec le Néerlandais Cody Gakpo, ou, moins souvent, en pointe. Au Bayern, où le poste d'avant-centre est occupé par Kane, Diaz doit s'installer sur ce côté gauche de l'animation offensive, où il sera en concurrence notamment avec le Français Kingsley Coman. Privé pour de longs mois de Jamal Musiala



(fracture du péroné gauche mi-juillet), l'entraîneur du Bayern Vincent Kompany va devoir remodeler son attaque le temps de la rééducation du joyau du football allemand. International depuis septembre 2018, Luis Diaz compte 64 capes avec la Colombie, où il est un titulaire indiscuté, la plupart du temps sur le côté gauche et parfois en pointe de

l'attaque, comme à Liverpool. Il est le troisième Colombien après Adolfo Valencia (1993-1994) et surtout James Rodriguez (2017-2019) à porter le maillot du Bayern.

Avec les Reds, il a remporté le championnat en 2025, la Coupe d'Angleterre en 2022, la Coupe de la Ligue en 2022 et 2024 et a atteint la finale de la Ligue des champions en 2022.

FC BARCELONE

Marc-André ter Stegen un sacré casse tête

Depuis plusieurs semaines, les tensions montent entre Marc-André ter Stegen et le FC Barcelone. En pleine convalescence après son opération, le gardien allemand voit son statut remis en question par l'arrivée de Joan García, perçue comme une menace. Entre retrait possible du capitaine et crainte d'une rétrogradation au poste de numéro deux, le malaise est réel. Et les Catalans comptent prendre le taureau par les cornes.

Tout semble aller pour le mieux au FC Barcelone ces dernières semaines, avec un climat plutôt serein et une direction sportive particulièrement active sur le marché des transferts. Le club blaugrana a frappé un grand coup en obtenant la signature de Marcus Rashford, une arrivée de prestige qui dynamise l'attaque catalane et marque une volonté claire de renforcer l'effectif. Il s'agit là de la troisième recrue estivale, après les arrivées de la pépite Rooney Bardghji mais surtout du gardien Joan García, en provenance de l'Espanyol. Toutefois, cette dernière opération a eu un effet domino inattendu : elle a ravivé certaines tensions internes, notamment du côté de Marc-André ter Stegen. Éloigné des terrains depuis son opération et en pleine convalescence, l'Allemand aurait mal vécu cette arrivée perçue comme une possible remise en question de son statut. La perte potentielle du brassard de capitaine et une relégation symbolique au rôle de second gardien alimenteraient une forme de frustration croissante chez l'international allemand. La direction catalane soupçonnerait même Marc-André ter Stegen d'avoir exagéré la durée de son indisponibilité pour retarder son club de pouvoir inscrire Joan García. Le FC Barcelone a déjà lancé les procédures nécessaires afin d'activer le mécanisme prévu par LaLiga pour les blessures de longue durée, dans le but de libérer une place dans l'effectif et de permettre à Marc-André ter Stegen de percevoir 80 % de son salaire via l'assurance. Comme le rapporte le quotidien AS, un rapport préliminaire a été rédigé immédiatement après l'opération du gardien allemand à Bordeaux par la spécialiste Amélie Leglise, qui y atteste

une indisponibilité de quatre mois. Cette durée, supérieure au minimum requis de 4 mois, figure dans le dossier destiné à la commission médicale de LaLiga. Ce document, une fois validé, permettrait au Barça d'inscrire un remplaçant temporaire sans contrevenir aux règles salariales strictes imposées par le fair-play financier espagnol. En interne, certains évoquent même un malaise profond, nourri par la crainte d'un déclassement progressif, au moment même où le Barça entame un nouveau cycle avec ambition sur le mercato.

LE BARÇA VA CONVOQUER SES MÉDECINS !

Cependant, comme le souligne également AS, le dossier médical requis est particulièrement détaillé. Il ne s'agit pas seulement de produire un compte rendu opératoire : le FC Barcelone doit inclure l'ensemble des directives de convalescence, les examens médicaux d'imagerie (IRM, radiographies), ainsi que les enregistrements de l'intervention chirurgicale elle-même. Les antécédents médicaux du joueur en lien avec cette blessure, ainsi que les évaluations post-opératoires du

chirurgien ayant réalisé l'opération, doivent aussi figurer dans le dossier. Il est important de noter que la communication personnelle de Ter Stegen, qui avait initialement annoncé une absence de trois mois sur ses réseaux sociaux, n'a aucune valeur juridique dans le cadre de cette procédure.

Le club catalan dispose officiellement de 30 jours pour remettre cette documentation à LaLiga, mais AS précise que le Barça souhaite finaliser et transmettre le tout d'ici la semaine prochaine. Une fois le dossier complet, c'est le Comité d'experts médicaux de LaLiga qui devra statuer. En principe, quatre médecins composent ce comité, mais comme l'indique le quotidien espagnol, le Dr Jordi Ardèvol, ancien responsable médical du Barça, ne prendra pas part à l'évaluation pour éviter tout conflit d'intérêts — une mesure déjà appliquée lors de l'affaire Andreas Christensen en 2023. Le verdict du comité déterminera si le club peut inscrire un remplaçant médicalement justifié pour la durée de l'indisponibilité du gardien allemand. Le bras de fer entre Marc-André ter Stegen et les Blaugrana est loin d'être fini.

ATHLETIC BILBAO

Iñaki Williams pique le Barça

Longtemps annoncé au FC Barcelone, Nico Williams (23 ans, 45 matchs et 11 buts toutes compétitions pour la saison 2024-2025) a finalement prolongé à l'Athletic jusqu'en juin 2035. Une période tendue, marquée par une campagne médiatique insistante et des tensions avec une partie des supporters. En conférence de presse, son frère Iñaki (31 ans, 50 matchs et 11 buts toutes compétitions pour la saison 2024-2025) est revenu sur cet épisode,

pointant directement le comportement du FC Barcelone.

"Nous savons tous comment fonctionne le monde du football et le genre de pression que le Barça voulait exercer sur les supporters de l'Athletic, sur mon frère. C'était une campagne médiatique. Peut-être qu'ils pensaient que ça marcherait, a lancé l'attaquant ghanéen, avant de dénoncer le climat créé autour de cette affaire. Beaucoup de ce qui a été dit ou partagé sur les

réseaux était faux. Ce bruit extérieur a causé beaucoup de dégâts."

Le Basque a également révélé que son frère avait pris sa décision depuis longtemps, mais que la longueur du contrat à rédiger avait retardé l'annonce : "Lier mon frère jusqu'en 2035 ne pouvait pas se faire du jour au lendemain. Et puis il y a eu des événements qui ont tout rendu plus difficile, comme la fresque vandalisée deux fois, ou encore la vitre de sa voiture brisée."

ARSENAL

Viktor Gyökeres s'offre déjà un record

Tout juste arrivé à Arsenal, Viktor Gyökeres (27 ans) n'a pas encore fait ses débuts, mais les supporters du club anglais meurent d'impatience à l'idée de le voir jouer. Le buteur suédois arrivé du Sporting CP contre 75 millions d'euros bonus compris sort d'une saison folle avec 54 buts et 13 offrandes en 52 rencontres.

Selon The Athletic, le maillot de Viktor Gyökeres floqué du numéro 14 a battu le record de ventes de toutes les signatures récentes du club anglais. Ainsi, il a dépassé les ventes actuelles des maillots de Bukayo Saka, Declan Rice et Martin Odegaard ou encore du jeune espoir Myles Lewis-Skelly.

NEWCASTLE

Isak d'accord avec Liverpool !

Après avoir déjà dépensé plus de 300 millions d'euros cet été, Liverpool pourrait encore piocher dans son inépuisable tirelire pour recruter Alexander Isak (25 ans, 34 matchs et 23 buts en Premier League pour la saison 2024-2025), qui souhaite absolument rejoindre les Reds (voir la brève du dimanche 27/07). L'attaquant de Newcastle, lui, s'est déjà mis d'accord avec le champion d'Angleterre. Selon le journaliste Nicolo Schira ce mercredi, l'avant-centre suédois a validé un potentiel contrat de cinq ans, avec une sixième année en option, qui lui permettrait de toucher plus d'un million d'euros par mois. Reste à Liverpool de trouver un accord avec les Magpies pour ce nouveau transfert colossal.

RAMSDALE, C'EST BOUCLÉ

Par ailleurs, Newcastle a trouvé un accord avec Southampton pour s'attacher les services d'Aaron Ramsdale (27 ans, 32 matchs toutes compétitions pour la saison 2024-2025). Selon The Athletic, le gardien anglais va rejoindre les Magpies sous la forme d'un prêt avec option d'achat et un salaire intégralement pris en charge par son futur club. Un renfort intéressant pour les Toons.

OLYMPIQUE DE MARSEILLE

L'attaquant gabonais Aubameyang de retour au club

L'attaquant international gabonais Pierre-Emerick Aubameyang va retrouver l'Olympique de Marseille, a confirmé mardi le club dans un communiqué annonçant l'arrivée du joueur à l'aéroport de Marignane mercredi à 19h00. "Aubame", 36 ans, qui avait quitté l'OM il y a un an à peine, pour l'Arabie saoudite, va donc à nouveau porter le maillot olympien, une fois sa visite médicale passée et son contrat officiellement signé, sans doute jeudi. Sous les couleurs marseillaises, Aubameyang avait marqué 30 buts lors de la saison 2023/2024, avec onze passes décisives en prime, battant au passage le record historique de buts en Ligue Europa (34 buts), une compétition dont il avait été élu meilleur joueur. Seule satisfaction du club, avec une piètre huitième place en Ligue 1 synonyme d'absence sur le terrain européen pour 2024/2025, l'attaquant gabonais avait cédé à l'appel des pétrodollars saoudiens, pour le club d'Al-Qadisiyah, où il a réussi une nouvelle saison pleine avec 17 buts et trois passes décisives en 32 matchs.

UN PROGRAMME DE TRAITEMENT ET FORMATION MÉDICALE DE DEUX SEMAINES

Un hôpital universitaire d'ophtalmologie accrédité sur un avion MD-10, à l'Aéroport de Kigali

Le Rwanda a lancé un programme de traitement et de formation médicale de deux semaines à bord de l'Orbis Flying Eye Hospital, un hôpital universitaire ophtalmologique entièrement accrédité sur un avion MD-10 converti, à l'aéroport international de Kigali dans la capitale rwandaise.

C'est la première fois que l'hôpital ophtalmologique volant atterrit au Rwanda. Cette initiative vise à renforcer les compétences des équipes ophtalmologiques locales, à sensibiliser à la santé oculaire et à élargir l'accès aux soins vitaux dans tout le pays. L'avion est équipé d'un bloc opératoire ultramoderne, d'une salle de classe et d'un centre de simulation avancé, permettant à la fois des soins pratiques et une formation médicale immersive. Orbis International, une organisation à but non lucratif, gère cet hôpital volant dans le monde entier, offrant des soins ophtalmologiques et des formations spécialisées aux communautés défavorisées. Mardi, le ministre rwandais de la Santé, Sabin Nsanzimana, a souligné le besoin du pays en spécialistes des soins oculaires. « Le Rwanda ne compte actuellement que 30 ophtalmologistes pour une population de plus de 13 millions d'habitants. Notre objectif est de porter ce nombre à au



moins 70 », a-t-il déclaré. Dans le cadre de ce programme, le personnel clinique et les médecins bénévoles d'Orbis animeront des formations par simulation, des exercices pratiques en chirurgie et des ateliers spécialisés. Ces ateliers porteront sur diverses sous-spécialités ophtalmiques, notamment le strabisme, la chirurgie de la cataracte, l'oculoplastie et les soins médicaux de la rétine. Ciku Mathenge, conseiller médical d'Orbis en Afrique, a souligné l'introduction d'une technologie de simulation de pointe et l'implication d'experts internationaux, qui permettront aux ophtalmologues rwandais de fournir des soins oculaires de haute qualité au sein de leurs communautés. Elle a noté qu'au cours des

quatre dernières années, Orbis a formé des médecins de toute la région, notamment du Kenya, de la Tanzanie, du Malawi, de l'Éthiopie, de l'Ouganda, du Nigéria, de la Zambie et du Burundi, à des techniques telles que les traitements au laser et les injections d'anticorps monoclonaux. Plus de 40 interventions chirurgicales devraient être réalisées entre mardi et vendredi à bord de l'hôpital ophtalmologique volant et à l'hôpital de Kibagabaga, l'établissement de santé hôte à Kigali. Depuis leur arrivée le 18 juillet, les professionnels d'Orbis ont déjà formé plus de 1 000 professionnels de santé rwandais, selon les organisateurs de l'événement.

R. I.

AFIN DE STIMULER LE MARCHÉ KENYAN

La Bourse de Nairobi va autoriser le négoce d'actions à l'unité

La Bourse de Nairobi (NSE) a annoncé qu'elle va autoriser le négoce d'actions à l'unité afin d'accroître la participation des petits investisseurs sur le marché. La NSE a indiqué dans un communiqué publié, mardi, qu'à compter du 8 août, l'achat et la vente d'actions à l'unité seront autorisés dans le cadre d'une initiative plus large visant à améliorer l'accès aux opportunités d'investissement. "En autorisant le négoce à l'unité, la NSE offre une plus grande flexibilité aux investisseurs, réduit les barrières à l'entrée et encourage une participation plus large, en particulier de la part des investisseurs particuliers qui avaient auparavant des difficultés à investir en raison des montants minimums élevés requis pour les transactions", a expliqué la NSE. Frank Mwit, directeur général de la NSE, a déclaré que ces changements amélioreront l'inclusion financière et soutiendront la croissance de la participation des investisseurs particuliers, tout en s'alignant sur les meilleures pratiques mondiales en matière de négoce d'actions. La NSE a connu une forte hausse en 2025, les revenus des investisseurs ayant augmenté de 477 milliards de shillings kényans (environ 3,69 milliards de dollars américains) au cours du premier semestre pour atteindre 2,417 milliards de shillings kényans, son plus haut niveau depuis mi-2022. Toutefois, la plupart des investisseurs sont des institutionnels, la participation des investisseurs particuliers sur le marché s'élevant à seulement 2,5 %, selon la NSE.

R. I.

NIGERIA

25 morts et 11 disparus dans des inondations

At moins 25 personnes sont mortes et onze autres sont portées disparues lors d'inondations survenues dans l'Etat d'Adamawa, dans le nord-est du Nigeria, ont rapporté, hier, des médias locaux. Les pluies torrentielles ont provoqué des inondations dans au moins cinq localités situées près de Yola, la capitale régionale. Le drame a contraint plus de 5.500 personnes à fuir leur domicile. Les autorités ont mis en place un camp d'hébergement pour les sinistrés, leur fournissant nourriture, eau et produits de première nécessité. Les inondations constituent une menace récurrente durant la saison des pluies au Nigeria. Fin mai, le village de Mokwa

(Etat du Niger) avait été submergé par des pluies diluviennes, faisant au moins 200 morts. Selon l'ONU, plus de quatre millions de personnes ont été touchées par les inondations en Afrique de l'Ouest l'an dernier, soit trois fois plus qu'en 2023. Par ailleurs, un bateau a chaviré et causé la mort de 6 jeunes filles par noyade. « Six jeunes ouvrières agricoles se sont noyées et deux autres sont portées disparues après le naufrage lundi soir d'un bateau les ramenant chez elles dans un cours d'eau du nord du Nigeria », a indiqué la police. Le bateau transportait 15 jeunes filles âgées de 12 et 13 ans qui revenaient d'une rizière à Gunka, dans

l'Etat de Jigawa, a détaillé mardi le porte-parole de la police Shiisu Adam. Le policier a expliqué l'accident par l'obscurité, la hausse du niveau de l'eau, des courants, la force du vent et le non-respect des mesures de sécurité - les jeunes passagères n'avaient pas de gilets de sauvetage. Le capitaine, qui a pris la fuite, sera poursuivi pour "négligence et non-respect des règles de sécurité établies", a indiqué le porte-parole de la police. Les naufrages sont fréquents sur les fleuves et rivières du Nigeria en raison de la surcharge des bateaux, du non-respect des mesures de sécurité et des inondations pendant la saison des pluies.

R. I.

LE PRÉSIDENT RWANDAIS PAUL KAGAME «Le pays est prêt à renforcer la coopération avec la Chine»

Le président rwandais Paul Kagame a déclaré que la Chine était « un bon ami » et qu'il souhaitait « renforcer l'amitié traditionnelle et la coopération » entre les deux pays. Il a fait ces déclarations alors qu'il recevait la lettre de créance de Gao Wenqi, le nouvel ambassadeur de Chine au Rwanda. Kagame a déclaré que le gouvernement et le peuple rwandais apporteraient un soutien total et faciliteraient à Gao l'accomplissement de son devoir. Gao a noté que sous la direction stratégique des deux chefs d'Etat, les relations sino-rwandaïses ont été élevées au rang de partenariat stratégique global caractérisé par une coopération fructueuse sur tous les fronts. La Chine est prête à travailler avec la partie rwandaise pour renforcer la confiance politique mutuelle et promouvoir la coopération pratique afin d'apporter des avantages plus tangibles aux deux peuples, a ajouté l'ambassadeur chinois.

R. I.

PLUSIEURS PERSONNALITÉS POLITIQUES ET SPORTIVES Y SERONT

Un Forum sur l'égalité des genres dans le sport au Burundi en novembre prochain

Le Burundi abritera les 10 et 11 novembre prochain, un Forum sur l'égalité des genres dans le sport, en présence de plusieurs personnalités politiques et sportives, a fait savoir, l'Association des comités nationaux olympique d'Afrique (ACNOA). Ce rendez-vous sera ponctué par une cérémonie de remise des trophées du Comité International Olympique (CIO 2023 et 2024). Le Président de la République du Burundi sera l'invité d'honneur de la cérémonie d'ouverture. Placée sous la supervision de la Commission Egalité au Comité international olympique (CIO), la réunion sera une manière de réitérer le soutien de l'ACNOA, présidée par l'Algérien Mustapha Berraf, "à la participation active des femmes et à intégrer pleinement la dimension genre dans toutes les politiques sportives de l'instance continentale". "Le forum est prévu les 10 et 11 novembre au Burundi, avec une arrivée le 9 novembre pour des activités sportives et culturelles. Le programme, approuvé par le CIO, mettra l'accent sur le développement du sport féminin africain, le rôle des entraîneurs femmes, l'aide aux CNO pour les plans stratégiques et les financements", a indiqué un communiqué de l'instance africaine. Une soirée de gala avec remise des trophées du CIO 2023 et 2024 est également prévue. La ville de Tunis aura, pour sa part, l'honneur d'organiser le Forum sur le développement durable, les 3 et 4 octobre 2025. Une rencontre qui mettra l'accent sur la protection de l'environnement et le sport éco-responsable. Ce forum s'inscrit dans la dynamique de durabilité que l'ACNOA porte avec conviction.

R. I.

RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE (RCA)

Le Conseil de sécurité de l'ONU prolonge d'un an les sanctions contre les groupes armés

Le Conseil de sécurité de l'ONU a adopté une résolution visant à prolonger d'un an, jusqu'au 31 juillet 2026, les sanctions contre les groupes armés opérant en République centrafricaine (RCA) ainsi que contre d'autres individus qui compromettent la paix dans le pays. Adoptée à l'unanimité par les 15 membres du Conseil, la résolution 2789 demande à tous les États membres de « prendre les mesures nécessaires pour empêcher la fourniture, la vente ou le transfert directs ou indirects d'armes et de matériel connexe de tous types à des groupes armés et de tous individus opérant dans ce pays », selon la couverture de la réunion du Conseil de sécurité de l'ONU. Elle prolonge également le mandat du groupe d'experts qui aide à la mise en œuvre des sanctions jusqu'au 31 août 2026. Le Conseil de sécurité de l'ONU a levé l'année dernière l'embargo sur les armes imposé au gouvernement centrafricain par la résolution 2745, mais a maintenu l'embargo sur les armes imposé aux groupes armés et aux individus associés opérant en RCA ainsi que les mesures ciblées de gel des avoirs et d'interdiction de voyager contre les entités et les individus désignés par le Comité des sanctions.

R. I.

JOURNÉE MONDIALE CONTRE LA TRAITE D'ÊTRES HUMAINS

Appel à « agir d'urgence face à une menace mondiale »

Le 30 juillet, hier marque la Journée mondiale de la lutte contre la traite d'êtres humains, une occasion pour sensibiliser l'opinion publique sur cette menace croissante alimentée par le crime organisé, et souligner l'urgence d'agir afin de mettre un terme à ce fléau et construire un monde dans lequel "personne n'est achetée, vendue ou exploitée".

La Journée mondiale de la lutte contre la traite d'êtres humains est célébrée cette année sous le thème : "La traite des êtres humains est un crime organisé. Mettons fin à l'exploitation". La traite d'êtres humains est un "crime ignoble" et une "violation flagrante" des droits humains. "Cette forme de criminalité organisée, une de celles dont l'évolution est la plus rapide, est aux mains de réseaux impitoyables qui se repaissent de vulnérabilité et de souffrance", a expliqué le secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres dans un message publié à l'occasion de cette journée. Il a souligné que "cette entreprise odieuse et très organisée est fondée sur la tromperie, la coercition et l'exploitation. Et elle se développe rapidement. Les groupes criminels opèrent au-delà des frontières, à une vitesse inquiétante et d'une manière effroyablement complexe". "Ils exploitent les vides juridiques, infiltrent des secteurs d'activité légitimes et des chaînes d'approvisionnement légales, profitent des flux migratoires et se servent de la technologie pour recruter, contrôler et maltraiter des personnes, notamment en se livrant à de l'exploitation sexuelle en ligne ou en forçant les victimes à prendre part à la cyber-escroquerie", a-t-il tenu à préciser également. Face à ce fléau, le secrétaire général de l'ONU appelle à agir de toute urgence, "en brisant le modèle de fonctionnement de la traite d'êtres humains,



en mettant fin à l'impunité, en supprimant les profits illicites et en renforçant les systèmes d'application des lois et les systèmes judiciaires". Il appelle aussi à "forger des alliances solides avec la société civile et le secteur privé, notamment les entreprises du secteur de la technologie, pour faire connaître et promouvoir les canaux de signalement afin de prévenir l'exploitation et de protéger les personnes vulnérables". "Nous devons nous efforcer de rendre justice aux personnes survivantes, de soutenir celles qui sont déplacées et de nous attaquer aux causes profondes que sont la pauvreté et les inégalités, les conflits et le dérèglement climatique, entre autres", a-t-il lancé également.

« LES LACUNES JURIDIQUES ET ÉCONOMIQUES, ET LES PLATEFORMES NUMÉRIQUES FACILITENT LA TRAITE TRANSFRONTALIÈRE À GRANDE ÉCHELLE »

"Prenons ensemble fait et cause pour les victimes et agissons de concert pour demander des comptes aux auteurs et construire un

monde dans lequel personne n'est acheté, vendu ou exploité", a déclaré M. Guterres. Par la même occasion, l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) a relevé, pour sa part, que "de plus en plus de personnes sont victimes de la traite chaque année, sur de plus grandes distances, avec une plus grande violence, pendant de plus longues périodes et pour un plus grand profit". Elle a noté qu'entre 2020 et 2023, plus de 200.000 victimes ont été détectées dans le monde, affirmant que "ce n'est que la partie émergée de l'iceberg. Le nombre réel de cas non signalés serait bien plus élevé". Selon l'OIM, les réseaux criminels organisés sont à l'origine de cette situation, en utilisant les flux migratoires, les chaînes d'approvisionnement mondiales, les lacunes juridiques et économiques et les plateformes numériques pour faciliter la traite transfrontalière à grande échelle. Ils tirent profit du travail forcé, de l'exploitation sexuelle et de la coercition dans le cadre d'activités criminelles, telles que les escroqueries en ligne et le trafic de stupéfiants, a-t-elle fait observer.

R. I.

APRÈS LE SÉISME EN RUSSIE

L'Indonésie met en garde contre un éventuel tsunami dans les zones côtières

L'Agence indonésienne de météorologie, de climatologie et de géophysique (BMKG) a émis, hier, une alerte à un possible tsunami à la suite d'un puissant séisme ayant frappé en Russie. L'agence a déclaré que le tsunami potentiel de moins de 0,5 mètre, pourrait toucher plusieurs zones côtières à travers l'Indonésie, avec des heures d'arrivée variables. "Les communautés côtières des zones potentiellement touchées sont invitées à rester calmes et à

s'éloigner temporairement du littoral", a déclaré Daryono, chef de la division de prévention des séismes et des tsunamis de la BMKG. Les zones touchées pourraient inclure certaines parties des provinces de Gorontalo, Maluku Nord, Sulawesi Nord, Papouasie occidentale, Papouasie et Papouasie sud-ouest, telles que la ville de Gorontalo, Halmahera Nord, les îles Talaud, Sorong, Supiori, Manokwari, Jayapura, Biak Numfor, Sarmi et Raja Ampat. Daryono a égale-

ment exhorté la population à se fier uniquement aux informations officielles de la BMKG, disponibles via ses canaux de communication vérifiés.

L'INSTITUT PHILIPPIN DE VOLCANOLOGIE ET DE SISMOLOGIE ALERTE AU TSUNAMI

L'Institut philippin de volcanologie et de sismologie a averti hier, les habitants des zones côtières bordant l'océan Pacifique d'une vague de tsunami

d'une hauteur inférieure à un mètre, à la suite d'un puissant séisme qui a frappé la Russie. Sur la base des calculs de magnitude révisés et des modèles de vagues de tsunami du Centre d'alerte du tsunami dans le Pacifique, l'institut a déclaré que les premières vagues de tsunami devraient arriver hier en début d'après-midi. "Il ne s'agira peut-être pas des plus grosses vagues et celles-ci pourraient se poursuivre pendant plusieurs heures", a indiqué la même source. "Le public concerné est invité à rester vigilant face à des vagues inhabituelles. Il est également conseillé de rester à l'écart des plages et de ne pas se rendre sur le littoral" de plusieurs provinces jusqu'à la levée de l'alerte, a-t-elle ajouté. Les autorités russes ont déclaré l'état d'urgence hier, dans le nord des îles Kouriles, où un tsunami a inondé une ville portuaire après un puissant séisme de magnitude 8,8 survenu au large de la côte Pacifique du pays. Plusieurs pays à façade maritime avec le Pacifique avaient alerté contre le risque de Tsunami et fait évacuer les populations côtières. Le tremblement de terre s'est produit, selon l'USGS, à 19,3 kms de profondeur, à environ 136 kms de la ville de Petropavlovsk-Kamtchatski, capitale de la région du Kamtchatka.

R. I.

EXPLOITATION CRIMINELLE DES MINEURS EN FRANCE

"Une réalité alarmante" affirme l'Unicef

À l'occasion, hier, de la Journée mondiale contre la traite des êtres humains, UNICEF France dénonce l'exploitation criminelle des mineurs, un phénomène méconnu touchant majoritairement des mineurs non accompagnés. "En France, l'exploitation criminelle des mineurs, bien que largement sous-estimée, constitue une réalité alarmante", alerte le rapport d'UNICEF France, publié, hier, et intitulé Victimes avant tout : Protéger les enfants contre l'exploitation criminelle. L'UNICEF appelle à une stratégie nationale urgente pour protéger ces enfants vulnérables.

L'UNICEF POINTE DU DOIGT UNE RÉPONSE JUDICIAIRE INADÉQUATE QUI TRAITE CES MINEURS SONT TRAITÉS COMME DES DÉLINQUANTS

Trop souvent, ces mineurs sont traités comme des délinquants, soumis à des gardes à vue, des poursuites ou des incarcérations, sans solutions

durables à leur sortie. L'UNICEF insiste également sur la nécessité de faciliter l'accès à l'Aide sociale à l'enfance et aux titres de séjour pour ces jeunes, souvent isolés et vulnérables, afin de briser le cycle de l'exploitation et de sanctionner les véritables responsables. Pourtant, des engagements internationaux, comme la Convention des droits de l'enfant ou le Protocole de Palerme, imposent de les considérer comme des victimes. L'organisation, qui avait alerté il y a un an sur le fait que plus de 2 000 enfants dorment dans la rue en France, formule 75 recommandations, plaidant pour une stratégie nationale axée sur trois piliers : prévention, identification et protection. Elle inclut la formation des professionnels, la création d'un mécanisme national d'identification et l'instauration d'un principe d'irresponsabilité pénale, comme en Belgique. Un dispositif très décrié en France qui rendrait les mineurs coupable de viol irresponsables devant la loi.

SANTÉ

Le Fonds mondial réduit de 1,4 milliard de dollars ses subventions

Le Fonds mondial, un partenariat public-privé pour lutter contre les grandes maladies infectieuses, va réduire d'environ 1,4 milliard de dollars ses subventions, devant l'incertitude sur la capacité des donateurs à respecter leurs engagements financiers, a-t-il annoncé cette semaine. L'organisation non-gouvernementale basée à Genève - dont le nom complet est Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme - a déclaré que l'évolution rapide de la situation des donateurs rendait "très incertaines" les perspectives de recevoir l'intégralité des fonds promis. Le secteur de l'aide internationale est en pleine tourmente depuis le retour au pouvoir du président américain Donald Trump en janvier, qui a immédiatement gelé la plupart des aides étrangères des Etats-Unis. Plusieurs autres pays ont également réduit leurs budgets d'aide au développement, mais les coupes budgétaires des Etats-Unis, traditionnellement le plus grand donateur mondial, ont particulièrement touché le secteur. L'organisation a expliqué mettre en oeuvre des mesures de réduction des coûts et une redéfinition des priorités de son cycle de subventions triennal actuel, qui sera réduit d'environ 1,43 milliard de dollars. Les réductions de financement représentent environ 11% du budget initial convenu après que les pays donateurs se sont engagés en 2022 à verser un total de 15,7 milliards de dollars au Fonds mondial entre 2023 et 2025. Ces engagements étaient déjà inférieurs à l'objectif de 18 milliards de dollars fixé par l'organisation pour cette période.

R. I.

DE MAGNITUDE 5,6 ET 5,3

Deux séismes font deux morts dans le sud-est du Guatemala

Deux séismes de magnitude 5,6 et 5,3 ont secoué, mardi, le Guatemala, faisant deux morts et causant de nombreux dégâts dans le sud-est du pays, près de la frontière avec le Salvador, où les secousses ont également été ressenties, ont annoncé les autorités. Les séismes ont été enregistrés à 15h21 et 15h25 heure locale (21h21 et 21h25 GMT), suivis de deux fortes répliques, tous ayant leur épicerie dans le département de Jutiapa, a précisé l'Institut géophysique américain (USGS). Les secousses ont également été fortement ressenties au Salvador, et avec une moindre intensité dans l'ouest du Honduras. Au Guatemala, deux personnes sont mortes dans le village de Comapa, dans le département de Jutiapa, suite à l'effondrement de structures, a déclaré, à la presse, le porte-parole de l'agence de coordination des catastrophes Conred, Andrés Erazo. La Conred a également fait état de 25 blessés hospitalisés, 492 personnes relogées et 62 habitations endommagées. L'Amérique centrale subit fréquemment des séismes en raison de la convergence des plaques tectoniques des Caraïbes et de Cocos, ainsi que de failles géologiques locales. Le 8 juillet, un séisme de magnitude 5,7 avait fait sept morts et endommagé plus de 2.100 habitations.

R. I.

DES MILLIONS DE FRANÇAIS PRIVÉS DE VACANCES

Plus de 26 millions resteront chez eux et la fracture sociale persiste

Alors que l'été bat son plein, près de 40 % des Français ne partiront pas en vacances, faute de moyens. Selon l'Observatoire des inégalités, cette réalité touche particulièrement les plus modestes, les mères célibataires et les enfants, creusant les inégalités sociales.

En 2025, alors que les aoûtistes succèdent aux juilletistes sur les routes des vacances, près de 40 % des Français, soit environ 26 millions de personnes, resteront chez eux, selon le Crédoc. Ce chiffre, stable depuis 30 ans, révèle une fracture sociale profonde. Seuls 42 % des ménages gagnant moins de 1 285 € par mois partent en vacances, contre 76 % pour ceux disposant de plus de 2 755 €.

UNE INÉGALITÉ QUI PERDURE

Cette inégalité, structurelle,



touche particulièrement les ouvriers (47 % de départs) comparés aux cadres supérieurs (78 %), mais aussi les mères célibataires, confrontées à des contraintes financières et organisationnelles. Le coût des vacances – transport, hébergement, activités – représente un obstacle majeur pour les foyers modestes. Selon l'Insee, 15,4 % de la population, soit 9,8 millions de personnes, vivait sous le seuil de pauvreté en 2023, un record en 30 ans. Parmi eux,

56 % des enfants des foyers les plus pauvres ne partent jamais, contre 73 % dans les familles aisées.

Ces 2 millions d'enfants privés de dépaysement restent cantonnés à leur quotidien, loin des souvenirs de plage ou de voyages vantés sur les réseaux sociaux, amplifiant leur sentiment d'exclusion. Un phénomène sur lequel la députée LFI Aurélie Trouvé alertait déjà il y a un an. Les personnes en situation de handicap font face à des freins

supplémentaires, tels, les faibles revenus, besoins spécifiques et manque d'accessibilité limitent leurs départs à 60 %. Les seniors, bien que partant plus qu'avant (47 % des plus de 70 ans en 2014), réduisent leurs déplacements depuis la crise sanitaire. Pour les plus modestes, seul un hébergement gratuit chez des proches ou une aide des comités d'entreprise permet parfois de partir. Face à cette situation, des initiatives comme les Journées à la mer du Secours populaire offrent un répit à quelques familles. Mais le Collectif Alerte alarme : la hausse inédite de la pauvreté, exacerbée par la fin des aides post-Covid et la faible revalorisation des prestations sociales, appelle une stratégie nationale. Parmi les propositions : relancer les colonies de vacances, renforcer l'aide alimentaire et renoncer aux mesures aggravant la précarité, comme les restrictions au RSA. Sans action, les vacances, droit fondamental, resteront un luxe pour des millions de Français.

R. I.

AMBASSADEUR D'UKRAINE EN POLOGNE

« Les réfugiés ukrainiens commencent à irriter les Polonais »

Dans plusieurs pays européens, le mécontentement grandit face aux réfugiés ukrainiens. L'ambassadeur d'Ukraine à Varsovie compare ses compatriotes à des locataires indésirables, et Berlin remet en question les aides aux hommes en âge de combattre, les exhortant à chercher du travail ou à servir dans l'armée ukrainienne. Le mécontentement grandit en Europe face à l'afflux massif de réfugiés ukrainiens. L'ambassadeur d'Ukraine en Pologne, Vassyl Bodnar, dans une interview accordée à RBK-Ukraine, a ainsi comparé ses compatriotes à des étrangers qui s'installent dans un appartement et commencent à agacer le propriétaire. « Imaginez : vous avez un appartement et vous y accueillez quelqu'un, même pas un étranger. Au début, on s'habitue, on communique, tout semble nor-

mal. Mais le temps passe, et cela commence à devenir ennuyeux, irritant et inconfortable », a-t-il indiqué, notant que « c'est la manière la plus simple d'expliquer le sentiment qui envahit la société polonaise ». Le diplomate a ajouté que bien que les Polonais travaillent avec les Ukrainiens, beaucoup s'en plaignent en privé : « Ces Ukrainiens, il y en a tellement... » En Allemagne aussi, l'exaspération envers les réfugiés ukrainiens grandit. Le parti de l'Union chrétienne-sociale a dénoncé le versement d'allocations à des hommes ukrainiens soumis à l'obligation militaire. Selon Bild, depuis le début du conflit, 304 144 Ukrainiens appelés au service militaire sont arrivés en Allemagne, dont 150 660 percevaient des allocations en mars 2025. Au total, les Ukrainiens en âge de conscription reçoivent 1,328 milliard d'euros par an de la part de l'Allemagne, ce qui comprend à la fois les prestations financières de base et les dépenses de l'État pour le logement et les besoins supplémentaires.

« SOIT LE TRAVAIL, SOIT LA MOBILISATION »

Stephan Mayer, expert en politique étrangère de l'Union chrétienne-sociale, a exigé la cessation de ces versements, car, selon lui, les hommes en âge de faire leur service militaire n'ont pas droit à l'aide sociale. Il a souligné que ces personnes devaient « soit travailler en Allemagne, soit effectuer leur service militaire en Ukraine ».

Depuis plusieurs mois, l'agacement croissant à l'égard des réfugiés ukrainiens est observé dans les pays européens, car ils ne cherchent pas de travail en raison des allocations élevées qu'ils perçoivent. À cet égard, certains pays décident de réduire les paiements préférentiels aux Ukrainiens. En avril dernier, les autorités estoniennes ont décidé de supprimer l'aide mensuelle de 1 200 euros accordée aux réfugiés ukrainiens ayant obtenu l'asile temporaire, destinée à couvrir leurs frais de logement.

R. I.

SELON LE SERVICE DE RENSEIGNEMENT EXTÉRIEUR RUSSE

« Le Royaume-Uni et les États-Unis ont trouvé un remplaçant à Zelensky »

Le Service de renseignement extérieur russe affirme que des responsables américains, britanniques et ukrainiens ont eu une réunion clandestine dans les Alpes, où ils ont décidé de démettre Zelensky de ses fonctions à cause de sa loi affaiblissant la lutte contre la corruption, et de le remplacer par Valéry Zaloujny, ambassadeur d'Ukraine à Londres. Des représentants des États-Unis et du Royaume-Uni ont organisé une réunion secrète dans

une station alpine, où ils ont procédé à l'élection d'un président ukrainien, a rapporté le Service de renseignement extérieur (SVR) russe. Selon le communiqué, le chef du cabinet du président ukrainien Andriï Ermak, le chef de la Direction principale du renseignement du ministère ukrainien de la Défense Kyrylo Boudanov et l'ancien commandant en chef des forces armées ukrainiennes, l'ambassadeur d'Ukraine à Londres Valéry Zaloujny, étaient également

présents à la réunion. Le SVR a indiqué que tous les participants étaient d'accord sur le fait que la question de la destitution de Volodymyr Zelensky de ses fonctions de président était « attendue depuis longtemps ». « Le remplacement de Zelensky est devenu la principale condition pour "réinitialiser" les relations de Kiev avec ses partenaires occidentaux, principalement avec Washington, et pour poursuivre l'aide occidentale à l'Ukraine dans sa confrontation avec la Russie »,

indique le communiqué. Dans le même temps, selon le SVR, les représentants américains et britanniques ont annoncé leur décision de nommer Valéry Zaloujny au poste de président de l'Ukraine. De plus, Andriï Ermak et Kyrylo Boudanov « ont porté la main à la visière » et « ont obtenu la promesse des Anglo-Saxons de conserver leurs fonctions actuelles et de tenir compte de leurs intérêts dans d'autres questions relatives aux postes ». R.I.

ITALIE

Hausse du PIB de 0,4% au 2^e trimestre

L'Italie a vu son produit intérieur brut (PIB) augmenter de 0,4% au deuxième trimestre 2025 par rapport à la même période de 2024, selon une première estimation de l'Institut national des statistiques (Istat), qui confirme s'attendre à une croissance de 0,5% sur l'ensemble de l'année en cours. Le gouvernement italien avait divisé par deux début avril ses prévisions de croissance pour l'année 2025 en raison de la hausse des droits de douane imposée par les États-Unis, tablant sur une progression annuelle du PIB de 0,6% contre 1,2% attendu précédemment. Le Fonds monétaire international (FMI) a en revanche revu mardi légèrement à la hausse ses prévisions de croissance du PIB italien en 2025, à 0,5%, contre 0,4% lors de ses prévisions publiées en avril.

R.I.

CHARGÉ D'AFFAIRES À L'AMBASSADE DES ÉTATS-UNIS EN COLOMBIE

John McNamara accusé par le Venezuela d'avoir "kidnappé" 33 enfants vénézuéliens

Le ministre vénézuélien des Affaires étrangères, Yvan Gil, a accusé John McNamara, chargé d'affaires à l'ambassade des États-Unis en Colombie, d'avoir "enlevé" 33 enfants vénézuéliens. McNamara « est l'auteur matériel de ce crime, directement responsable du maintien de cette situation illégale et profondément immorale », a déclaré Gil dans un message sur les réseaux sociaux. Les enfants ont été « séparés de leurs familles en violation flagrante du droit international, des droits de l'homme et même de leurs propres lois », a déclaré le responsable. Il a dénoncé la pratique de séparation des familles comme étant « criminelle, inhumaine et scandaleuse », appelant à la libération « inconditionnelle » des enfants afin qu'ils puissent être réunis avec leurs familles. « Liberté pour les garçons et les filles kidnappés ! » a déclaré Gil dans le message, qui comprenait des photos des enfants. Le Venezuela a dénoncé la répression de l'immigration menée par le président américain Donald Trump. En mars, les deux pays ont convenu de reprendre les vols de rapatriement pour ramener les migrants vénézuéliens dans leur pays d'origine dans le cadre du Plan de retour au pays d'origine du gouvernement.

R.I.

PUB

FÊTE DU BIJOU D'ATH YENNI (TIZI-OUZOU)

160 artisans attendus à la 19^e édition

Quelque 160 artisans venant de 14 wilayas prendront part à la 19^e fête du Bijou qui débutera jeudi prochain à Ath Yenni, à une quarantaine de kilomètres au sud-est de la wilaya de Tizi-Ouzou, a-t-on appris mardi auprès des organisateurs.

Placée sous le slogan "Le bijou d'Ath Yenni, patrimoine universel de l'humanité", cette édition se tiendra du 31 juillet au 9 août. Elle accueillera 160 artisans, dont pas moins de 110 bijoutiers d'Ath Yenni, a précisé à l'APS le président de l'Assemblée Populaire Communale (APC) de cette localité montagnaise, Abdellah Djennane. M. Djennane, qui préside également le comité communal des fêtes, organisateur de l'événement, a souligné la présence de bijoutiers d'autres wilayas réputées pour cet artisanat d'art, notamment Tamanrasset, Batna, Annaba et Sidi Bel Abbès, ainsi qu'un artisan corailleur de la wilaya d'El Tarf. Le reste des participants sera constitué d'artisans exerçant d'autres métiers tels que la tapisserie, la vannerie, la poterie, la maroquinerie et l'habit traditionnel, a-t-il ajouté. Outre l'exposition-vente, qui se déroulera sur deux sites (l'école Larbi Mezani et la maison de jeunes



Ph: DR

Keddache Ali), des conférences thématiques sur le bijou et l'artisanat, des galas artistiques, des chorales traditionnelles (Urar Lkhalath) et diverses animations, sont au programme de cette nouvelle édition, a fait savoir M. Djennane. Cette fête sera l'occasion de célébrer le savoir-faire ancestral des artisans bijoutiers de la région, mais aussi de souligner l'importance de le préserver et de

le transmettre aux générations futures, notent les organisateurs.

Ces derniers promettent une édition d'envergure, qui mettra en lumière la richesse et la diversité des créations artisanales, particulièrement les bijoux en argent décorés d'émaux et sertis de corail, œuvres des joailliers d'Ath Yenni, reconnus pour leur authenticité et leur valeur culturelle.

AVEC "PROJET DERNIÈRE CHANCE"

Ryan Gosling emmène le Comic-Con dans l'espace

Ryan Gosling a fait vivre une expérience immersive et vertigineuse au public du Comic-Con samedi, en présentant sa nouvelle aventure spatiale, "Projet dernière chance". L'acteur américain a dévoilé de nouvelles images de ce film où il incarne Ryland Grace, un professeur de sciences recruté pour sauver la Terre d'une menace solaire. Ce héros est un homme "ordinaire" et "terrifié", qui "trouve le courage d'avancer pas à pas", a résumé le comédien. Attendu dans les salles américaines en mars 2026, le long-métrage est basé sur le roman éponyme d'Andy Weir - dont un autre livre "Seul sur Mars", avait déjà fait l'objet d'un film avec Matt Damon. "Je savais que ce serait brillant parce que c'est Andy", a raconté Ryan Gosling. "Mais rien ne m'avait préparé à ce qu'il a fait cette fois." "Il

m'a emmené dans des endroits où je n'étais jamais allé, m'a montré des choses que je n'avais jamais vues. C'était déchirant et drôle. Il ne m'a pas seulement impressionné, il m'a submergé", a insisté l'acteur. Lors de la présentation, l'auteur a lui trouvé "formidable" de voir son roman prendre vie et de découvrir à l'écran "les nombreuses couches de ce personnage" sorti de son imagination. Les réalisateurs du film, Phil Lord et Christopher Miller, ont eux souligné les défis liés au tournage d'une intrigue qui se déroule en grande partie dans un vaisseau spatial. "Nous avons dû construire un vaisseau spatial complet en deux modes de gravité, et ensuite construire cet énorme tunnel à échelle réelle", a retracé M. Miller. "C'est dingue de construire un tunnel d'environ 30 mètres de long qui occupait toute la scène", éclairé avec

de nombreuses lumières pour simuler "la lumière du soleil se réfléchissant partout" à l'intérieur, a-t-il ajouté. Dans l'espace, le héros Ryland Grace sympathise avec "Rocky", un extraterrestre rocaillieux. "Cette relation (...) est le cœur du film", a souligné M. Miller. Le public a semblé convaincu par les premières images. J'ai adoré!", a lancé April Rodriguez, fan du roman. "Les voir interagir, j'avais une vision différente dans mon esprit, mais j'ai vraiment aimé!"

STAR TREK

Un peu plus tôt, le Comic-Con a accueilli l'univers "Star Trek" qui a régalé les fans avec les images de prochaines séries à venir. Le feuilleton "Star Trek: Strange New Worlds" a surpris en dévoilant un épisode de sa quatrième saison entièrement réalisé avec des marionnettes.

La présentation a également levé le voile sur "Star Trek: Starfleet Academy", une nouvelle série qui devrait débarquer l'année prochaine sur Paramount+. Le feuilleton se déroule au 32^e siècle, après les événements de "Star Trek: Discovery", dans une école située en banlieue de San Francisco. L'actrice Holly Hunter y incarne Nahla Ake, rectrice de l'académie et également capitaine du vaisseau USS Athena. "C'était très intéressant de recevoir l'offre de devenir capitaine, mais aussi de combiner cela avec le rôle de rectrice", a expliqué la comédienne. "Le capitaine est là pour analyser les situations d'urgence et ensuite déléguer. Et la rectrice est là pour guider, collaborer et faire preuve d'une grande empathie. C'était une combinaison merveilleuse de rôles", a-t-elle ajouté. Le Comic-Con se termine dimanche.

ADJUGÉE À 340 000 DOLLARS

La sauterelle égyptienne a-t-elle été volée dans la tombe de Toutankhamon ?

Vieux de 3 500 ans, l'objet a été vendu aux enchères le 27 juillet. Selon plusieurs chercheurs, l'œuvre proviendrait des fouilles menées en 1922 et dérobée par Howard Carter. La maison de ventes conteste les faits.

Un artefact d'ivoire et de bois suscite la controverse. Intitulée Sauterelle de Guennol, cette œuvre datée de la XVIII^e dynastie égyptienne (qui s'étale d'environ 1539 av. J.-C. à 1295 av. J.-C.), a été adjugée à 340 000 dollars lors d'une vente aux enchères organisée par Appollo Art Auctions à Londres, le 27 juillet. Longue de 88 millimètres cette pièce était un récipient à parfum ou à khôl, une poudre minérale que les Égyptiens appliquaient autour des yeux. Pourtant, sa provenance exacte et son arrivée au Royaume-Uni au début du XX^e siècle, engendrent des interrogations de la part des chercheurs.

Certains égyptologues, comme le pro-

fesseur allemand Christian Loeben, sont « tout à fait convaincus » que la Sauterelle de Guennol ornait la tombe du pharaon Toutankhamon (environ 1335 av. J.-C. à 1327 av. J.-C.). Selon lui, le style de l'œuvre correspond exactement à cette période et son excellent état indique qu'elle dormait dans une chambre close, comme celle aménagée dans l'hypogée du souverain. Pour Christian Loeben, la pièce de collection doit retourner en Égypte : « C'est une question morale » a-t-il révélé au New York Times, le 25 juillet.

De son côté, la chercheuse britannique Christina Riggs pense que le récipient antique a été dérobé par l'archéologue Howard Carter lors de la mise au jour de la tombe de Toutankhamon, en 1922 : « Il avait emporté avec lui des petits artefacts dont certains ressemblant à des animaux. Certains, figurent même dans les collections des musées occidentaux ». Piquée au

vif, la maison de ventes a aussitôt réagi dans les colonnes du journal américain. Si la société a toujours indiqué que la Sauterelle de Guennol a été découverte par Howard Carter, elle réfute l'hypothèse de l'égyptologue Christian Loeben.

LA MAISON DE VENTES SOULIGNE « LE MANQUE DE PREUVE »

Pour Appollo Art Auctions, il n'existe « aucune preuve documentée » prouvant que l'artefact est issu de la tombe de Toutankhamon d'autant que « l'objet ne figure dans aucun inventaire de fouilles ».

La maison de ventes britannique fustige également la théorie du vol : « Nous sommes convaincus que la vente est pleinement conforme à toutes les lois applicables et aux normes internationales, et nous avons pris toutes les mesures juridiques et éthiques nécessaires pour garantir la légitimité de la provenance de

l'objet ». L'artefact appartenait auparavant à plusieurs grands collectionneurs du XX^e siècle avant de rejoindre les collections de la galerie Merrin en 2007.

Mais ces arguments ne semblent guère convaincre l'archéologue Christina Riggs. Selon elle, l'absence de documents sur la Sauterelle de Guennol n'est pas surprenante puisque Howard Carter n'aurait pas « répertorié les objets qu'il avait volés ». La chercheuse britannique indique ensuite que la maison de vente « aurait dû consulter les autorités égyptiennes ».

Pour l'instant, Le Caire n'a pas réclamé la sculpture.

Cette polémique intervient alors que le débat sur les restitutions d'œuvres d'art secoue les sociétés occidentales. En mai, les États-Unis ont rendu 25 artefacts pillés à l'Égypte. Au total, le pays des pharaons affirme avoir récupéré près de 30 000 objets ces dix dernières années.

AVATAR

James Cameron souhaite décliner la saga en série ou film d'animation

Le réalisateur, qui prépare la sortie du troisième volet prévue en décembre prochain, pense mettre en scène « des personnages et des événements secondaires qui se sont déroulés hors caméra dans les films » dans des histoires inédites.

Avatar est intemporel. Après avoir révolutionné l'univers de la science-fiction dans les salles de cinéma avec deux premiers volets sortis en 2009 et 2022, le réalisateur James Cameron souhaite désormais s'atteler à l'animation. Ce dernier a confié au magazine Empire vouloir décliner sa saga culte, dont la sortie du troisième épisode est prévue en décembre de cette année, en « série d'animation d'anthologie se déroulant essentiellement dans l'univers de la franchise, mais avec des histoires inattendues ». Le réalisateur affirme avoir déjà évoqué cette possibilité avec Disney. « Il pourrait même y avoir un long métrage d'animation, qui pourrait être diffusé en streaming ou sortir en salle », ajoute James Cameron. Le cinéaste, derrière les légendaires Titanic et Terminator, compte s'inspirer des succès de Matrix et de The Animatrix qui ont évolué dans ce sens. « Ce sont d'excellents exemples qui montrent comment nous pouvons ajouter de la texture et des détails à l'univers d'Avatar », explique-t-il. À quoi pourront s'attendre les fans de la saga ? James Cameron promet de raconter à l'écran des histoires inédites sur « des personnages et des événements secondaires qui se sont déroulés hors caméra dans les films ». « Qui a été le premier à débarquer sur Pandora ?, demande le réalisateur. La première expédition ? Vous pouvez aller où vous voulez. »

APRÈS AVATAR 4 ET 5

Le projet devra toutefois attendre. James Cameron s'occupe actuellement de la sortie du troisième volet d'Avatar, dont la première bande-annonce a été dévoilée dans les salles de cinéma avant les séances des 4 Fantastiques. « Nous n'avons pas encore beaucoup avancé, admet-il. Nous sommes encore en train de rassembler nos idées et je dois trouver les cinéastes et les animateurs qui veulent s'y atteler. »

Et il faut peut-être s'armer d'encore plus de patience, car le calendrier du réalisateur prévoit aussi la réalisation des deux autres volets de la saga. Le quatrième épisode, prévu pour 2029, est déjà en tournage. Le cinquième est attendu en 2031. « Nous avons tout écrit jusqu'au cinquième film et j'ai des idées pour un sixième et un septième, même si je pense qu'à ce moment-là j'aurais passé le flambeau à quelqu'un d'autre », disait-il au magazine People, il y a quelques mois.

Recette du jour



Couscous

Ingrédients pour 4 personnes:

- 600g Couscous moyen
- 2 C. à soupe d'huile d'olive
- Eau, sel, Poivre, Huile d'olive
- 1 kg Viande d'agneau
- 6 Pilons de poulet (assaisonnés avec du sel, poivre, paprika, gingembre, persil ciselé)
- 6 Merguez, 2 Oignons, 4 Tomates
- 4 Carottes, 3 Navets, 3 Courgettes
- 2 Branches de céleri sans le feuillage
- 2 Poignets de pois chiches cuits
- 2 C à soupe de concentré de tomates
- 1 C à café de gingembre
- 1 C à café de curcuma
- 1 C à café de paprika
- 1 C à soupe de ras el hanout
- 1 Tube d'harissa

Étapes de préparation

- Faites revenir les morceaux d'agneau avec un filet d'huile d'olive dans la marmite du couscoussier.
- Préchauffez le four à 180°C.
- Ajoutez les oignons mixés et

laissez doré pendant 10 minutes en retournant les morceaux de viande d'agneau.

- Ajoutez le curcuma, gingembre, paprika, ras el hanout, saler et poivrer. Puis mélangez bien.
- Ajoutez les tomates pelées, épépinées et mixées avec le concentré de tomates et le céleri coupé en tronçons. Faites cuire 40 à 50 minutes.
- Épluchez les carottes et les navets et ajoutez-les entiers dans la marmite. Laissez cuire pendant 20 minutes.
- Ajoutez les courgettes entières, l'oignon épluché et émincé. Puis continuez la cuisson pendant 20 minutes.
- Pendant ce temps-là, assaisonnez les pilons de poulet avec du sel, poivre, gingembre, paprika et un peu d'huile d'olive. Disposez-les dans un plat à four et enfourmez pendant 15 à 20 minutes.
- Faites cuire le merguez dans une poêle avec un peu d'huile ou au grill de votre four jusqu'à ce qu'elles soient bien dorées.

- Pendant ce temps, préparez les graines de couscous. La dernière étape de sa cuisson, se fera avec la vapeur dégagée du bouillon et des légumes du couscous préparés précédemment.

- Pour la préparation de la semoule, mettez le couscous dans une passoire et rincez-le très vite (juste un jet d'eau et égouttez-le). Mettez-le dans un grand contenant pour pouvoir le travailler facilement. Ajoutez 2 cuillères à soupe d'huile et travaillez avec les mains en frottant la semoule. Continuez jusqu'à ce qu'il n'y est plus de grumeaux et laissez-le reposer à l'air ambiant pendant 10 minutes.
- Ajoutez de l'eau dans la partie basse du couscoussier et mettez la semoule dans la partie haute. Laissez cuire 20 minutes à partir de l'échappement de la vapeur. Remettez la semoule dans un grand récipient plat avec des rebords. Et travaillez le couscous avec une cuillère en bois.
- Rajoutez l'équivalent d'un verre d'eau avec le sel, tout en travaillant au fur à mesure, au début avec la

cuillère en bois et dès que possible avec les mains. Laissez reposer un peu et remettez le couscous dans le couscoussier pour 20 minutes de cuisson supplémentaire à partir de l'échappement de la vapeur. Répétez cette étape et ajoutez encore une fois un verre d'eau. Continuez à travailler délicatement votre couscous.

- Laissez reposer la semoule et remettez-la dans le couscoussier pour 20 minutes de cuisson. Et finissez avec de l'huile d'olive. La quantité dépendra de vous et de votre goût. Ajoutez-en 5 à 6 cuillères à soupe et vous verrez par la suite pour en rajouter ou non. Travaillez le couscous pour bien faire adhérer le gras aux graines de couscous.

Pour dresser le couscous dans un plat, déposez les grains de couscous et faites un puit. Ajoutez-y de la sauce et déposez les viandes et les légumes. Ajoutez un verre de sauce dans les pois chiches cuits préparés au préalable.

Gâteau du jour

TARTE AUX FRAISES

INGRÉDIENTS

Pour la pâte sablée (qui peut couvrir un moule de 27 cm de diamètre facilement):

- 250 gr farine
- 110 gr de sucre glacé
- 130 gr beurre
- 40 gr d'amandes en poudre
- 1 oeuf
- vanille en poudre
- Pour la crème pâtissière:**
- 500 ml de lait
- 130 gr de sucre en poudre
- 4 jaunes d'oeuf
- 50 gr de maïzena
- 1 gousse de vanille
- Pour la décoration:**
- fraises bien fraîches
- nappage ou confiture de fraises

INSTRUCTIONS

préparez le fond de tarte: tamisez la farine, le sucre et la poudre d'amande dans une jatte, ajoutez le beurre en morceaux à température ambiante et sablez le mélange entre les mains. fouettez l'oeuf avec la vanille, et versez dans le mélange précédent



ramassez la pâte en une boule, et la laissez reposer au frais, pendant 30 minutes.

Préchauffez le four à 180°C, th.6. Étaler la pâte, et garnir un moule à tarte. Piquez le fond de pâte avec une fourchette, couvrez de papier de cuisson et placez dessus des haricots blancs enfournez pour cuire la pâte à blanc. Quand elle est cuite, et un peu dorée, laissez la refroidir.

Préparez la crème pâtissière: Fendez la gousse de vanille en deux, grattez les graines et mettez l'ensemble dans le lait que vous porterez à ébullition. Dans un saladier, fouettez les jaunes et le sucre jusqu'à ce que le mélange blanchisse. Ajoutez ensuite la maïzena. Versez le lait bouillant sur le mélange précédent, remuez bien. Puis remettez le tout dans la casserole. Faites épais-

sir, sans cesser de mélanger. montage de la tarte: apres refroidissement du fond de tarte et de la crème patissiere, placez la pâte sablée, sur un plat de service, garnir avec la crème pâtissière un peut fouetter. garnissez avec les fraises selon votre gout, et nappez le dessus avec de la confiture de fraises un peu chauffée. Placez au frais. Dégustez bien frais !

Conseil du jour la mauvaise haleine

Tenir une tranche de concombre sur le palais de votre bouche avec votre langue pendant 90 secondes. Les phytochimiques contenus dans le concombre travaillent comme des petits guerriers, combattant les bactéries responsables de la mauvaise haleine.

Le saviez-vous ?

La Spiruline

La Spiruline n'est pas un légume mais une algue, capable de donner un coup de pouce à votre système! Elle aide à détoxifier le sang, d'où son effet boost énergétique. Vous vous sentirez revitalisée et pleine de force, prête à



dévaler toutes les pistes de course, tout comme les deux coureurs qui illustrent notre visuel!



Bon à savoir !

Sélection d'aliments stars pour une detox pleine de gourmandise et d'équilibre : du curcuma anti-inflammatoire, au chocolat noir riche en antioxydants, en passant par les avocats onctueux, si bons pour le cœur, et les pois chiches, véritables champions des protéines.

Astuce du jour:

Certains légumes peuvent rendre beaucoup d'eau en cuisant. Pour éviter de noyer vos tartes et gratins, laissez dégorger vos légumes une bonne demi-heure dans une passoire, après les avoir coupés et saupoudrés de sel. Rincez-les et essuyez-les avec un torchon propre et les voici prêts à être cuisinés

CITATION DU JOUR

« Une amitié née des affaires vaut mieux qu'une affaire née de l'amitié. »

Le Courrier

Quotidien national d'information
Edité par l'Eurl Millénium Presse

Siège social :
Maison de la presse Kouba - Alger
R.C. : N° 01 B 00 151 30
Compte bancaire :
BNA Zirout Youcef N° 300 101 600

Directeur de la publication-gérant :
Ahmed TOUMIAT
Administration-publicité :
Tél. / Fax. : 023 70 94 27
Rédaction :
Tél. : 023 70 94 35
023 70 94 22
023 70 94 30
023 70 94 31
Fax. : 023 70 94 26
Composition :
PAO Le Courrier d'Algérie

« POUR VOTRE PUBLICITE S'ADRESSER A : l'Entreprise Nationale de communication, d'Édition et de Publicité »
Agence ANEP : 01, Avenue Pasteur Alger.
Téléphone : 020-05-20-91 / 020-05-10-42
Fax : 020-05-11-48/020-05-13-45 / 020-05-13-77
E-mail : agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

Impression :
- Centre : SIA - Est : SIE
- Ouest : SIO
Nos bureaux régionaux
Tizi Ouzou :
3, Rue Capitaine Si Abdellah, immeuble Belhocine
Tél. / Fax. : 026 20 20 66
Oran : 6, avenue Khedim Mustapha
Tél. / Fax. : 041 39 45 73
Bouira : Rue Gherbi Guemraoui - Immeuble Kheerrouf -Bouira. Tél. / Fax. : 026 94 20 76

Les manuscrits, photographies ou tout autre document adressés à la rédaction ne peuvent faire l'objet d'une quelconque réclamation

Le Courrier d'Algérie informe ses lecteurs du changement de ses adresses électroniques et leur communique les nouvelles : lecourrierdalgerie@yahoo.fr
redaction_courrier@yahoo.fr



HIPPODROME EMIR ABDELKADER - ZEMMOURI
JEUDI 31 JUILLET 2025 - PRIX : LAS VEGAS DANCER - TROT ATTELÉ
DISTANCE : 2 400 M - DOTATION : 450.000 DA - DÉPART : 16H30
QUARTÉ - QUINTÉ

Répartition judicieuse des poteaux de départ

Tous poteaux de 25m sépareront le premier du second et par ampliation jusqu'au 3e poteau et le dernier qui sera composé de 2 trotteurs qui auront à rendre 50m aux trotteurs du premier poteau, caractériseront le départ de ce prix Las Vegas Dancer, support au pari PMU des deux types de jeux « quarté et quinté » ce jeudi à l'hippodrome de Zemmouri. Cela bien sûr en fonction des gains de chaque concurrent engagée en rapport avec la distance, de la course du jour où les meilleurs rendront de la distance au premier poteau. Nous avons la présence de 5 trotteurs dont les deux vieilles femelles Vague d'Or et Victoire du Veger engagés simplement pour de la figuration, par contre, le hongre de 8 ans Humphrey a les moyens sauf qu'il est absent depuis mai 2024 et le pensionnaire de l'écurie L. Boudjemaa a été classé parmi les premiers des battus ans sa dernière sortie et plutôt 3^e sur 2600m et reprend les chevaux présents au 2e poteau où nous avons uniquement le hongre de 15 ans Athos de Boisney qui est au-dessous de la moyenne de ce lot, mais les six chevaux ne sont pas dépourvus de moyens et ont tous été classés sur le même parcours du jour, et enfin en 3e poteau la présence de 2 trotteurs de bonne qualité Cactus D'Yvel et Esus de Viette qui viennent de réaliser de belles performances. Cependant nous sommes dans une course de Sulky et que très souvent des coursiers qui ne sont pas conviés au sprint final viennent s'inviter. Ce pari mutuel est ouvert aux trotteurs de 3 ans et plus n'ayant pas cumulé la somme de 450.000 DA en gains et places depuis le 1er octobre 2024 sur une distance de 2400m.

LES PARTANTS AU CRIBLE

- 1. VAGUE D'OR.** Je le dis encore cette vieille jument doit prendre une belle retraite ou un repos total.
- 2. HUMPHREY.** Plus d'une année d'absence pour ce hongre de 8 ans mais attention, toutes ses sorties durant le meeting précédent plus particulièrement, ce trotteur a laissé de bonnes impressions.
- 3. ES TU LA JAVANAIS.** Il s'est bien comporté lors de ses deux dernières sorties, deux fois parmi les premiers des battus, il peut faire un exploit, il est bien placé au premier poteau.
- 4. VICTOIRE DU VERGER.** A revoir.

PROPRIÉTAIRES	N°	CHEVAUX	DRIVERS	DIST	ENTRAÎNEURS
W. KADRI	1	VAGUE D'OR	M. HAMLIL	2400	S. FOUZER
AB. MEZIANI	2	HUMPHREY (0)	H. HADDOUCHE	2400	N. HADDOUCHE
L. BOUDJEMAA	3	ES TU LA JAVANAIS (0)	H. AGUENOU	2400	H. AGUENOU
C. SAFSAF	4	VICTOIRE DU VERGER (0)	C. SAFSAF	2400	PROPRIÉTAIRE
Y. MEZIANI	5	FRENCH DESIGN (0)	Y. MEZIANI	2400	PROPRIÉTAIRE
M. BECHAIRIA	6	FUEGO POTERIE	A. BENAYAD	2425	PROPRIÉTAIRE
T. SAFSAF	7	COCOLUPIN	S. FOUZER	2425	S. FOUZER
R. DJEDDIQUI	8	DARK NIGHT (0)	ABM. BOUBAKRI	2425	ABM. BOUBAKRI
B. AMRAOUI	9	ATHOS DE BOISNEY	M. BENCHOUK	2425	PROPRIÉTAIRE
L. BOUDJEMAA	10	DESTIN DE L'AUBE (0)	N. TIAR	2425	N. TIAR
SA. FOUZER	11	CALYPSE DE GUEZ	SA. FOUZER	2425	PROPRIÉTAIRE
T. CHABANE	12	VIPSOS DE GUEZ	A. BENHABRIA	2425	MS. CHAABANE
L. BOUDJEMAA	13	CACTUS D'YVEL (0)	R. TARZOUT	2450	N. TIAR
B. BENSALIA	14	ESUS DE VIETTE	A. SAHRAOUI	2450	H. BOUBAKRI

5. FRENCH DESIGN. Un simple figurant dans cette épreuve.

6. FUEGO POTERIE. Ce protégé de l'écurie Bechairia semble en superforme dans ce meeting actuel, piloté par le driver maison A. Benayad, donc logiquement une belle place lui est réservée sur le podium.

7. COCULUPIN. Ce veillant coursier vient de réaliser de bons essais lors de ses dernières sorties, mais cette fois, il s'attaque à de sacrés clients.

8. DARK NIGHT. Elle a réalisé une belle opération lors de sa dernière tentative, elle n'aura qu'à répéter la course pour venir concurrencer les meilleurs au sprint final.

9. ATHOS DE BOISNEY. Encore une fois a changé de partenaire, malgré l'efficacité du driver du jour M. Benchouk, ce cheval n'aura pas la tâche facile.

10. DESTIN DE L'AUBE. Il a été distancé lors de sa dernière sortie, cette fois, son entraîneur driver N. Tiar va rectifier l'erreur, car c'est un trotteur de grande qualité.

11. CALYPSE DE GUEZ. C'est vrai que ses meilleures performances dans des distances réduites à celle du jour, mais méfiance son propriétaire et driver SA. Fouzer ne l'engage jamais pour le plaisir.

12. VIPSOS DE GUEZ. Ce vieux trotteur reste sur de bons essais lors de ses dernières sorties aura une chance encore de se pointer sur le podium.

13. CACTUS D'YVEL. Ce coursier a la peinture classique a connu des hauts et des bas lors de ce meeting d'été mais cette fois jouera les premiers rôles.

14. ESUS DE VIETTE. Méfiance, cette fois il peut venir chambouler l'arrivée.

DANS LE CREUX DE L'OREILLE

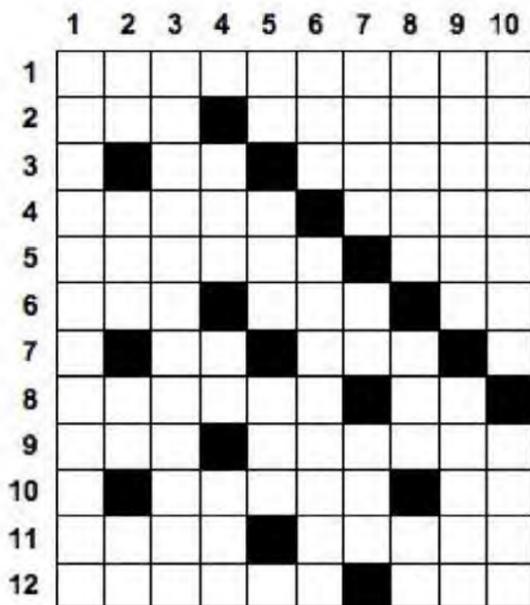
MON PRONOSTIC

13. CACTUS D'YVEL - 10. DESTIN DE L'AUBE - 14. ESUS DE VIETTE - 11. CALYPSE DE GUEZ - 6. FUEGO POTERIE

LES CHANCES

12. VIPSOS DE GUEZ - 8. DARK NIGHT

Mots croisés



HORIZONTALEMENT

1 - Chercheur d'or - 2 - Étoffe - Indifférent - 3 - Pion - Forme d'être - 4 - Débâcle - L'odorat par exemple - 5 - Envolées - En série - 6 - Démonstratif - Pièce aratoire - Indique le lieu - 7 - Signe musical - Couche - 8 - Raboteux - Points opposés - 9 - Tromperie - Menue - 10 - Agile - Avant midi - 11 - Rejetée - Abri - 12 - Comprimée - Direction.

VERTICALEMENT

1 - Présomptueux - 2 - Sur une borne - Avachi - Drame - De biais - 3 - Petites chauves-souris - 4 - Déesse marine - Mer phonétique - Fin de participe - 5 - À la mode - Lentille - Média algérien - 6 - Article - Y être, c'est être accusé - 7 - Dévorées - Grecque - Cheville - 8 - Créatures - Personnel - Néon - 9 - Grand papillon - Pays - 10 - Épreuve - Formule.

Mots fléchés

Ivres	Plates	Effrontée	Étui	Coins chauds
Fugitif	Cruelles	Agent de liaison	Caché	Gloire
Singée				Richesse
Charge				Déesse
		Usagé		
		Illustre		
Anneau de cordage			Indique le lieu	Anonyme
Ferment			Comique	
		Romains		Lac des Pyrénées
		Abris		De dedans
Haute tension	Mesure de bois			Néon
	Vices			Double voyelle
		Ronge		Chevilles
Marcher rapidement		Grand fleuve		Quart chaud
		Trou mural		Roue
				Berné
				Grecque
Arme			Formule	
Éculés				
		Station		

Mots masqués

Cette grille masque tous les mots de la liste. Rayez ces mots dans tous les sens, de haut en bas, de bas en haut, de gauche à droite et de droite à gauche, horizontalement, verticalement ou diagonalement. Les lettres restantes vous donneront la solution qui correspond à la définition suivante :

Paralysie des deux jambes (10 lettres)

E	T	I	A	R	T	E	R	Y	T	R	A	M	E	P	E	A	D
N	O	S	I	A	R	E	S	R	U	O	C	C	R	T	F	I	T
E	F	E	R	E	I	T	R	U	O	C	N	E	N	F	V	T	E
S	T	O	P	E	S	I	M	E	R	E	C	E	E	I	T	I	R
I	E	R	U	A	G	A	I	N	M	A	N	C	S	R	E	A	C
C	R	E	I	R	R	P	A	E	I	I	T	I	F	E	M	R	S
E	E	N	E	S	B	S	D	R	M	I	O	R	A	L	R	T	I
D	I	I	P	O	T	E	E	O	N	O	U	D	A	U	E	D	
N	T	E	E	I	R	E	O	N	A	M	T	R	P	I	O	R	F
I	N	R	R	R	N	R	N	E	E	R	U	R	F	S	G	A	T
E	E	E	C	E	I	O	S	N	E	O	L	R	O	F	R	N	E
D	R	S	R	E	I	S	T	M	S	S	I	M	T	F	E	E	G
I	E	A	N	S	U	M	U	T	I	O	O	E	E	D	F	B	A
P	S	T	I	O	O	T	A	S	T	R	R	L	I	G	I	E	I
I	S	V	R	R	R	B	R	R	O	C	U	V	A	M	E	R	B
S	O	B	N	E	L	U	O	S	E	E	E	E	S	I	R	P	R
N	R	E	M	E	S	D	E	D	F	I	T	C	E	F	F	E	E
I	C	A	E	R	I	A	R	G	A	S	R	U	O	C	E	R	V

N. B. : une même lettre peut servir plusieurs fois

AFFECTION - AGRAIRE - AMER - AMERTUME - ARENE - AUTRE - BEFFROI - BROUSSE - COURSE - COURTIER - CREPE - CROSSE - DECRET - DEMENCE - DISCRET - DIVISION - DORTOIR - EFFECTIF - EFFORT - EMINENTE - EPARS - EVIDENT - FARFELU - FOURBE - FROMENT - GAIN - GOURMET - INDECISE - INSIPIDE - MARTYRE - MORNE - MOROSE - ORIENT - PRECAIRE - PRISE - RAISON - RECOURS - RELAIS - REMISE - RENTIERE - RETRAIT - SEREINE - SOIR - SOURD - SURSIS - TABLE - TRAITE - TRISTE - VERBIAGE - VISION.

Solutions du précédent numéro

MOTS CROISÉS

HORIZONTALEMENT :

1. Regardante - 2. Éminente - 3. Liste - Rôda - 4. - Er - Oe - Un - 5. Gangas - Gré - 6. Atropine - 7. Ts - Niée - Sc - 8. VI - Relie - 9. Omise - Sien - 10. Nestor - Est - 11. Noé - Étété - 12. Tan - Masses.

VERTICALEMENT :

1. Relégation - 2. Émirats - Mena - 3. Gis - Nr - Vison - 4. Antagoniste - 5. Rée - Api - E.O - 6. Dn - Osier - Réa - 7. Âtre - Nées - TS - 8. Né - Gê - Liées - 9. Dur - Sieste - 10. Évanescences.

MOTS FLÉCHÉS

HORIZONTALEMENT :

Indécents - Tuile - LM - Berné - Gais - Rée - Fosse - Lit - Cru - E.M - Nécrose - Ce - Cousus - Me - Usé - Ot - Remets - Île - Nu - EE - Let - Ôtes - Sasse.

VERTICALEMENT :

Entérinement - Dureté - Émue - Peine - C.C - Clé - Croûte - Lee - Frousses - Gousse - Atlas - Eu - Ils - Émise - Soles - As - Sème - Tête.

MOTS MASQUÉS TÔLIER

Oran : réception prévue de la trémie du rond-point de la "Pépière" en septembre

La réception du projet de la trémie en cours de réalisation au niveau du rond-point de la "Pépière", dans la commune de Bir El Djir (est d'Oran), est prévue pour le mois de septembre prochain, a-t-on appris, mardi, auprès de la direction locale des Travaux publics. Les travaux de la pose des murs de soutènement de la troisième et dernière partie de la trémie sont presque achevés, tandis que les opérations de nivellement du sol se poursuivent, en attendant le lancement du revêtement en bitume, a précisé à l'APS le directeur des Travaux publics de la wilaya, Abdelilah Medjoub. Par ailleurs, le mois d'août verra le lancement des travaux d'aménagement autour de la trémie, avec l'installation de l'éclairage public, de la signalisation à l'intérieur de l'ouvrage, et l'aménagement paysager au niveau du rond-point par l'intensification des opérations de plantation pour donner un aspect esthétique à l'infrastructure, a-t-il ajouté. Il a également précisé que le projet, réalisé par l'Entreprise nationale des ponts et travaux d'art (SAPTA), avance à un rythme "soutenu" et devra être livré dans un délai maximal de 45 jours, conformément aux délais contractuels. Les deux premières tranches de la partie supérieure du projet ont été ouvertes à la circulation durant les mois de juin et juillet, ce qui a permis une amélioration notable du trafic routier, rappelle-t-on.

Revue "ECHORTA": numéro spécial à l'occasion du 63^e anniversaire de la création de la Police algérienne

La Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN) a publié un numéro spécial de la revue "ECHORTA" pour le mois de juillet en cours, à l'occasion de la célébration du 63^e anniversaire de la création de la Police algérienne. L'éditorial de ce numéro spécial intitulé "Fierté d'appartenance, professionnalisme dans l'accomplissement des missions, et fidélité au message des chouhada", a souligné que la Police algérienne, à l'occasion de son anniversaire, "dessine les contours d'une étape future prometteuse, en jetant les bases d'une police moderne, résolument engagée dans le progrès et la lutte contre la criminalité par le développement, et caractérisée par la planification stratégique, scientifique et opérationnelle, au diapason des mutations sécuritaires continues", souligne la revue dans son intitulé. Ce numéro a également repris plusieurs passages du message du président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, M. Abdelmadjid Tebboune, à l'occasion de la célébration du 63^e anniversaire de la Fête de l'indépendance, rappelant "les épopées immortelles" menées par le peuple algérien contre le colonialisme, et soulignant que le



pays "a franchi des étapes successives sur la voie de l'Algérie victorieuse, fidèle à ses principes et consolidant ses fondements en œuvrant à l'ancrage d'une véritable citoyenneté". Dans son message, le président de la

République avait adressé ses félicitations aux moudjahidate et moudjahidine ainsi qu'à toutes les filles et fils de cette patrie, saluant par là même, "l'Armée nationale populaire (ANP), digne héritière de l'Armée de libération nationale (ALN), ainsi que l'ensemble des corps de sécurité et des corps constitués qui veillent à la sécurité de la patrie et du citoyen". Le 162^e numéro de la revue comprend également une interview avec le ministre des Moudjahidine et des Ayants droit, M. Laïd Rebiga, qui a salué les efforts consentis par les éléments de la police, les qualifiant de "bouclier solide veillant à la sécurité du pays et du citoyen", et appelant la jeunesse algérienne à "préserver le message des chouhada et des moudjahidine, et à adhérer au processus d'édification d'une Algérie forte et victorieuse". Ce numéro spécial renferme également un dossier consacré à la Journée mondiale de lutte contre la drogue, mettant en exergue les efforts de l'Etat algérien pour contrer l'offensive acharnée de la guerre de drogue contre l'Algérie, en sus de contributions scientifiques et des recherches académiques de plusieurs professeurs et chercheurs dans divers domaines et spécialités.

129 feux de forêt maîtrisés en 24 heures en Tunisie



Cent vingt-neuf feux de forêt ont été maîtrisés ces dernières 24 heures en Tunisie, a annoncé mardi la Protection civile tunisienne. Pour les experts de l'Institut national de la météorologie, ces feux ne semblent pas pour l'heure avoir été déclenchés suite à des erreurs humaines ou encore préméditées, mais plutôt sous l'effet d'un vent fort qui souffle particulièrement du nord-ouest du pays, ce qui explique une majorité de sinistres déclenchés dans cette zone, caractérisée par une couverture forestière dense. En outre, la vague de chaleur enregistrée récemment, ayant dépassé les 45 degrés Celsius, a nourri des feux de forêt dans plusieurs régions. Pour ne citer qu'un exemple, le thermomètre dans la province de Kairouan (centre) a affiché il y a quelques jours 48 degrés, accompagnés de vents violents, ce qui a favorisé la propagation rapide des flammes.

Six morts et 225 blessés sur les routes ces dernières 24 heures

Six (6) personnes sont décédées et 225 autres ont été blessées dans des accidents de la circulation, survenus ces dernières 24 heures dans plusieurs wilayas du pays, indique mercredi, un bilan de la Pro-

tection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya de Sétif avec 2 morts, suite au renversement d'un véhicule dans la daïra de Aïn Azel, précise la même source. Le dispositif de la Protection civile pour la surveillance des plages autorisées à la baignade a effectué 788 interventions pour le sauvetage de 593 personnes d'une mort certaine, alors que 175 autres ont été prises en charge sur les lieux et 20 évacuées vers les structures sanitaires locales, ajoute le communiqué, déplorant toutefois un cas de noyade (un enfant de 12 ans) à la plage

Sablette (autorisée à la baignade) dans la wilaya d'Alger. Les équipes de plongeurs de la Protection civile sont également intervenues pour repêcher deux corps sans vie (17 et 13 ans), noyés dans une retenue collinaire dans la wilaya de Médéa. Durant la même période, les unités de la Protection civile sont intervenues pour l'extinction de 3 incendies urbains et divers dans les wilayas d'Alger, Tizi-Ouzou et Tébessa, alors que le dispositif de lutte contre les incendies de forêts et de récoltes a procédé à l'extinction de 29 incendies dans plusieurs wilayas.

Perturbation de l'alimentation en eau potable dans sept communes de Chlef

Sept (07) communes de la wilaya de Chlef sont touchées, mercredi, par des perturbations dans l'alimentation en eau potable (AEP) en raison d'une importante fuite dans le canal d'adduction d'eau qui les alimente, selon l'unité locale de l'Algérienne des eaux (ADE). Un communiqué de la cellule de communication de l'établissement indique que les quartiers d'El-Hourira, El-Mouafkia, El-Azaiz et El-Baransia dans la commune de Chlef, ainsi que les communes d'Al-Karimia, de Harchoun, d'Oued El-Fodda, d'Ouled Abbas, de Beni Rached et d'Oum Eddrou, connaîtront des perturbations dans le programme de distribution d'eau potable. Cette situation est due à une importante fuite survenue sur le canal d'adduction de 200 mm de diamètre, situé sur la route de l'aéroport. La même source précise que les équipes techniques de l'ADE sont actuellement en train de réparer cette fuite et que l'alimentation en eau potable de ces zones sera rétablie dès la fin des travaux.

Russie : un volcan entre en éruption en Extrême-Orient

Le volcan Klioutchevskoi, situé sur la péninsule russe du Kamtchatka, est entré en éruption mercredi, après qu'un séisme de magnitude 8,8 puis des tsunamis ont touché cette région d'Extrême-Orient peu peuplée, a indiqué un institut de surveillance géophysique russe. "Le Klioutchevskoi est en éruption", a écrit sur son compte Telegram le Service russe d'études géophysiques, en postant plusieurs photos et vidéo où l'on voit des flammes monter au ciel. "Une coulée de lave en fusion est observée sur le versant ouest. Une puissante lueur au-dessus du volcan et des explosions", a encore expliqué l'organisme, sans préciser si des dégâts avaient été recensés dans l'immédiat.

EXPRESS- HISTORIQUE

Porte ouverte (6)



Assieds-toi, ma fille, et reprenons notre ouvrage au métier à tisser, là où les fils se croisent comme les souvenirs que nous tissons ensemble.

Le monstre avait échaudé un plan d'une sinistre simplicité : laisser la nuit tomber lentement, engloutir la maisonnée dans le silence, puis, une fois les ténèbres bien installées, dévorer chaque membre de la famille, sans qu'aucun secours ne puisse surgir à temps...



à suivre

AUX POINGS

«Les domaines de coopération entre les deux pays sont nombreux et très importants dans les secteurs économiques, comme l'énergie, l'agriculture et le commerce, ainsi que dans les secteurs de l'éducation, de l'enseignement, de la culture, de la santé, du tourisme et de la technologie.»

Le président Joseph Aoun, à l'occasion de sa visite officielle en Algérie





Dans la journée : Dégagé
Vent : 38 km/h
Humidité : 59 %



Dans la nuit : Dégagé
Vent : 32 km/h
Humidité : 77 %

Dohr : 12h55
Assar : 16h43
Maghreb : 19h59
Ïcha : 21h30

Vendredi 7 safar
1447
Sobh : 04h13
Chourouk : 05h54

RUMEURS SUR UN REJET MASSIF DE DOSSIERS DE COMMERÇANTS

L'AADL dément des accusations infondées

L'Agence de l'amélioration et du développement du logement (AADL) a vivement réagi, hier, à la diffusion d'une vidéo virale sur TikTok, accusant, à tort, l'organisme de rejeter « massivement » les dossiers de commerçants inscrits à ce programme de logement.



Ph : DR

Dans un communiqué officiel, l'AADL a qualifié ces allégations de « fausses et sans aucun fondement », dénonçant une tentative manifeste de désinformation visant à semer le doute parmi les souscripteurs. L'AADL a tenu à rassurer les citoyens concernés en affirmant que l'examen des dossiers, y compris ceux des commerçants, s'effectue dans le respect total des critères d'éligibilité et selon une procédure transparente. L'agence a également précisé que

toute décision de rejet est dûment justifiée et notifiée par voie officielle aux intéressés, écartant ainsi toute forme d'arbitraire. En réponse à la propagation de ces fausses informations, l'AADL a annoncé qu'elle se réserve le droit d'engager des poursuites judiciaires contre les personnes responsables de la diffusion de contenus diffamatoires. L'agence a par ailleurs exhorté les citoyens à ne se fier qu'à ses canaux de communication officiels pour toute information relative à ses services. Elle rap-

pelle que toutes les annonces et mises à jour sont publiées exclusivement sur ses plateformes certifiées. Ce nouvel incident illustre les dangers croissants de la désinformation sur les réseaux sociaux, en particulier lorsqu'elle touche des secteurs aussi sensibles que le logement. Les autorités appellent les citoyens à faire preuve de vigilance et à vérifier la véracité des informations avant de les partager.

M. Seghilani

CANICULE ET MER AGITÉE

Appel à la vigilance maximale ce jeudi

L'Office national de la météorologie (ONM) a reconduit ce matin son Bulletin météorologique spécial (BMS), annonçant la persistance de conditions climatiques extrêmes sur plusieurs régions du pays. Alors que les températures atteignent des sommets dans le Sud, des orages menaçant frappent les Hauts-Plateaux et le Sud-Est, tandis que la mer se montre particulièrement dangereuse sur l'ensemble du littoral.

Les wilayas de Tindouf, Adrar, Bordj Badji Mokhtar et In Salah sont toujours placées en alerte en raison d'une vague de chaleur exceptionnelle. Ce jeudi, les températures dépassent les 48°C dans certaines localités, rendant les conditions de vie extrêmement difficiles. Les services de la Protection civile et les autorités sanitaires appellent les populations à la plus grande vigilance, notamment en ce qui concerne les risques de déshydratation et d'insolation, en particulier pour les enfants, les personnes âgées et les malades chroniques. Dans le même temps, des orages sont attendus dans plusieurs régions du Centre-Est et du Sud-Est, notamment à In Guezzam, Tébessa, Khenchela, Batna, M'sila, Djelfa, Laghouat et Tamanrasset. Ces orages, parfois soudains, pourraient s'accompagner de rafales de vent, de chutes de grêle et de pluies intenses, faisant craindre des inondations localisées et des perturbations sur le réseau routier. Des rafales de vent ont déjà été observées dans certaines wilayas durant la nuit précédente, entraînant des dégâts matériels mineurs. Sur les côtes, la situation est également préoccupante. Des vagues particulièrement hautes, atteignant parfois plus de trois

mètres, frappent les plages d'Arzew, Ténès, Azeffoun, Béni Saf, Dellys, El Kala, Annaba, Skikda, Ghazaouet et Bouharoun. Les services de sécurité maritime appellent les vacanciers à ne pas s'aventurer en mer et à éviter toute baignade, même dans les zones habituellement surveillées. Plusieurs plages ont d'ailleurs été temporairement fermées au public par mesure de précaution. Les autorités locales, les unités de la Gendarmerie nationale et la Protection civile sont en état d'alerte, mobilisées pour faire face à toute situation d'urgence. Des unités mobiles ont été déployées dans les wilayas du Sud, tandis que des patrouilles assurent une surveillance renforcée des zones côtières.

Les hôpitaux ont été instruits de renforcer leurs services d'urgences et les municipalités ont été invitées à garantir un approvisionnement suffisant en eau potable. Ces phénomènes extrêmes s'inscrivent dans une tendance inquiétante de multiplication des événements climatiques violents.

La concomitance de fortes chaleurs, d'orages violents et de houles dangereuses témoigne de l'impact du changement climatique sur le territoire national. Les autorités invitent la population à rester à l'écoute des bulletins météorologiques et à appliquer scrupuleusement les consignes de sécurité. Ce jeudi s'annonce donc comme une journée sous haute tension climatique pour des millions d'Algériens, appelés à faire preuve de prudence et de solidarité face à cette météo capricieuse et potentiellement dangereuse.

M. S.

LA CHRONIQUE DU JEUDI

Un reporter dans la foule : D'où vient Hadj Klouf ?

La raison de ce sujet ? Suivez-nous, vous allez comprendre. L'expression « Hadj Klouf » est très utilisée en Algérie. Tous les Algériens connaissent sa signification. Mais combien sont-ils à connaître son origine ? Mais commençons par sa signification. L'expression sonne comme une accusation. Au lieu de dire à quelqu'un « de quoi je me mêle ! » pour lui reprocher son ingérence dans les affaires du voisin, du collègue, d'un couple et plus généralement dans les affaires d'autrui. Quel qu'il soit. Il y a un mélange de commérage, d'opportunisme, de curiosité malsaine, certains vont jusqu'au trouble du comportement. À ne pas confondre avec la médiation qui concilie. La personne qui en est atteinte et toujours prompt à intervenir dans les différends entre les personnes. Personnes de la famille ou étrangères. Comme une irrésistible pulsion à s'insérer dans un litige ou situation conflictuelle qui ne concerne ni de près ni de loin, l'intrus. Quand ce trouble est isolé dans une population, cela passe inaperçu. Mais quand cela relève d'un comportement plus répandu, non seulement il devient très visible mais, de plus, il cause de fâcheux dégâts dans la population. Le lien est tout trouvé pour passer à la genèse de l'expression « Hadj Klouf ». Il s'agit d'un personnage de légende créé par un homme de lettres tunisien, Ahmed Kheireddine (1905-1967). Il a écrit toute une série sur le personnage sorti de son imagination « El Hadj Klouf ». D'abord dans des sketches radiophoniques puis des séries télévisées en noir et blanc dans les années 60. Le journal « La presse de Tunisie » lui a consacré un article, signé par le journaliste Tahar Melligi, en 2011. Dans lequel on peut lire que « Le poète et grand homme de lettres Ahmed Kheireddine a profondément marqué les arts tunisiens au siècle dernier.

C'est d'abord l'homme de Hadj Klouf, une série radiophonique ramadanesque culte des années 60-70. Ensuite, on lui doit un nombre considérable de paroles de chansons d'une sensibilité et d'un talent devenus rares ». Ce grand érudit, qui est à la Tunisie ce que Moustapha Toumi est à la culture algérienne, a séjourné à plusieurs reprises en Algérie. S'agissant du personnage qu'il a créé, Kheireddine dit : « La curiosité frise parfois l'indélicatesse, ou l'impolitesse, ou encore la goujaterie » rapporte le journaliste tunisien. Il ajoute « à force de s'ériger donneur de leçons ou de redresseur de torts, Hadj Klouf essuie la désapprobation et l'hostilité des gens.

Et la Tunisie entière eut longtemps, dans les années 60-70, son archétype que la légende du théâtre et de la télévision allait pérenniser.

En seulement trois mois, au début de la longue histoire, ce personnage sera joué au théâtre 22 fois. Une légende était née. Le succès de cette comédie ne se démentira plus jamais.

Chaque spectateur se reconnaissant un peu dans ce personnage hors du commun et tout à la fois très familier ». Donc, sans contestation aucune, Hadj Klouf est une légende tunisienne. Si cette légende est passée en Algérie, il faut avoir présent à l'esprit que lors de la colonisation en Algérie et du protectorat en Tunisie, les deux peuples étaient unis dans la souffrance. D'ailleurs tellement unis que Hadj Klouf est passé naturellement dans l'imaginaire algérien. Au point où beaucoup pensent que le personnage est, historiquement, algérien. En Tunisie, la notoriété de la légende est intacte. À la différence que cette « curiosité », cette « indélicatesse », ou « l'impolitesse, ou encore la goujaterie » dont parle Kheireddine existe moins aujourd'hui en Tunisie. Pour ne pas dire « n'existe plus ». C'est ce qui explique la réussite du tourisme en Tunisie. Kheireddine a « guéri » les Tunisiens du syndrome de hadj Klouf. Les scandinaves s'y sentent à l'aise pour passer leurs vacances. Les arabes du Golfe aussi. Les russes et les chinois. Bref, les Tunisiens s'adaptent à toutes les cultures du monde. Par contre Hadj Klouf sévit encore chez nous. Dans l'ensemble de l'espace public. On jauge, on juge, on sermonne, on s'immisce, ... Personne n'est épargné. Ni l'étranger, ni le concitoyen. On veut que tout le monde avance au pas de l'oie. Ils étaient 3,5 millions d'algériens à avoir passé leurs vacances en Tunisie en 2024. Ils seront plus nombreux cette année. Devinez pourquoi ?

Zouhir Mebarki
zoume600@gmail.com

ERRATUM

Une malencontreuse erreur s'est glissée dans notre article intitulé « Boudjedra enfonce Daoud et Sansal et leurs mentors en campagne contre l'Algérie : Il faut leur livrer une guerre de plume », paru en page 24 de l'édition d'hier. Il fallait lire « ... néocolonialistes aujourd'hui » en lieu et place de « ... néosocialistes aujourd'hui ». Nous nous excusons auprès de nos lecteurs.

SOUS-RIRE

Curriculum Vitæ



BEKACER